CETTE SEMAINE

Huitième année – Trimestriel – 2001 – n°83 – Prix libre ou abonnement

Septembre / octobre

La journée des flics

(...)

Ah ! mes amis, quelle urgente campagne il est nécessaire d'entreprendre avec acharnement contre la police et les policiers !

Que de crimes et de hontes nous supportons de ça !

Est-il possible qu'un ouvrier, de sang-froid, puisse regarder sans colère une de ces faces patibulaires, un de ces crânes d'abrutis, un de ces groins d'alcooliques malfaisants ? Est-il possible que la masse des locataires d'un faubourg puisse supporter le voisinage, supporter la promiscuité d'un aussi lâche produit de la vie de caserne ? Quelle pitié, quels égards peut-on avoir pour ce renégat de la classe ouvrière qui a demandé au guichet de la Préfecture ou du ministère de l'Intérieur sa gamelle et son collier de chien de garde ?

Cet homme déchu dont le régiment a développé les pires instincts, au point d'en faire un mouchard, est toléré, parfois respecté, toujours craint. Il pullule partout sans danger pour lui-même. Il rit, il cause, il boit avec des gens du peuple quand son service ne lui commande pas de rudoyer, d'accuser, de brutaliser, de massacrer ceux auxquels, devant le comptoir d'un empoisonneur, il fait bonne figure !

Si seulement il n'y avait que ceux qui se soûlent avec lui pour recevoir ses coups, ce serait juste.

Le mouchard, le flic, a parfois des manières hypocritement affables en temps de calme. Si vous êtes bien habillé, si vous avez de "l'extérieur", ou si vous êtes nombreux et qu'il soit seul, il vous respecte. Car ce chien sue la peur et devient lâche quand il ne risque rien. Cet animal est ordinairement féroce quand il est en bande.

Vous tous qui êtes des hommes fiers, dignes, francs [sic] ; vous tous, qui osez protester quelquefois et qui vous croyez libres, vous savez quels traitements vous attendent au poste, au Dépôt, à la gendarmerie, en prison !

Et vous, travailleurs, qui les avez vu à l'oeuvre les Premiers Mai précédents, les jours de réunion à votre Bourse du travail, les jours de manifestation et les jours de grève, vous savez quelle race est celle de ces mufles ignobles qui ont trahi leur cause et leur classe et cognent sur ceux dont le courage et la conscience leur font honte et les affolent ; vous connaissez bien ces bandits !

Et bien ! le Premier Mai est le jour de leurs grandes manoeuvres. Que dis-je ? c'est le jour de gloire pour eux ; car l'ennemi, c'est le peuple, c'est l'ouvrier [1].

Quels que soient l'âge et le sexe, ils cognent sur ceux que leur chef leur fait voir en rouge... et, comme nous ne sommes pas des jaunes, nous les rendons furieux.

Comme des taureaux, ils foncent, aveuglés de rage et d'alcool, sur ceux qui n'ont ni armes ni bâtons. Et ils mettent la *loque* en pièces.

Et cela durera tant que le peuple aimera à se faire traiter comme une loque par ces brutes ; cela durera tant qu'il persistera à se mettre en cortège pour *recevoir* des coups en gueulant *l'Internationale* ou tout autre cantique révolutionnaire avec les mains dans les poches.

Georges Yvetot (*La Guerre Sociale*, 29 avril 1908)

1 Note de *Cette semaine* à propos de "la classe" : à notre avis, l'ennemi n'est pas tant dans "le peuple" ou "l'ouvrier" en soi que dans ceux/celles qui se révoltent. Quant à la trahison de classe évoquée plus haut à propos des flics, ces derniers n'y appartiennent ni potentiellement ni originellement (excepté les mouchards), leur choix les place donc d'emblée en dehors et contre.



illustration publiée dans *Le Progrès* n° 216 du 3 décembre 1895

Du fond des geôles

Sommets bidons

Nous avons traduit ci-dessous plusieurs textes de prisonniers portugais. Les deux premiers sont écrits par des " longues peines " et furent publiés dans le journal *Sos Prisões*. Ce dernier regroupe des personnes favorables à un aménagement des geôles et reçoit des financements aussi bien de catholiques que d'un député conservateur (dont le fils a purgé une peine de prison). Cependant, il publie également des lettres de prisonniers et c'est dans ces dernières que nous avons puisé. *Sos Prisões* laisse ainsi parfois passer des lettres sensiblement différentes des autres. Ainsi, même si nous ne partageons pas tout, la première ébauche la question de l'abolition des prisons [nous lui préférons la destruction] suite à la description des cellules disciplinaires et la seconde est une attaque violente contre les détenus qui reproduisent le système carcéral et/ou autoritaire. C'est donc dans ce contexte d'un journal droit-de-l'hommiste et de lettres publiées qui circulent dans les taules qu'on lira ces textes. Enfin, la dernière traduction est issue d'une revue anarchiste, *Anatopia*, qui fut presque la seule à publier ce texte signé collectivement par les détenus de la prison de Linhó en 1996.

Humanisme inquisitorial

La cellule disciplinaire n'existe plus dans certains pays d'Europe depuis plusieurs dizaines d'années. La plus grande punition appliquée au prisonnier rebelle ou qui refuse le règlement est le transfert dans une autre prison. Ici, au pays des douces coutumes, on peut trouver des cellules disciplinaires – cages cruelles et expertes dans l'art de châtier, presque toujours remplies de chair humaine, pour une période qui va jusqu'à trente jours pour la satisfaction de l'humanisme inquisitorial. Parfois, il y a même des files de détenus qui se forment en attendant que les cellules disciplinaires se vident, pour accomplir les peines que l'arsenal de l'horreur de la pratique quotidienne de la pénalité a engendrées.

La cellule disciplinaire, appelée "segredo" ou "manco" par les prisonniers, est une cage lugubre, insalubre, humide, glacée en hiver, dont le sol est en béton, sans mobilier, sans ventilation suffisante, sans la



lumière nécessaire du jour et avec une lumière artificielle trop faible pour que les prisonniers puissent lire ou étudier. Le lit est composé d'une base en ciment avec un matelas en mousse dessus, saturé de toute la sueur qui s'accumule en quelques jours. L'unique endroit pour poser la nourriture et les vêtements est le sol. Le prisonnier est obligé de manger debout avec la casserole dans les mains, sur le lit ou par terre comme les animaux. Le seau de merde et d'urine est vidé toutes les vingt-quatre heures.

Cellule disciplinaire, cage dans la cage, la technique pour infliger des supplices sans laisser de marque extérieure, l'art de conserver une vie de souffrances en la subdivisant en "mille petites morts", avec un pouvoir punitif qui s'empare de l'individu jusque dans les recoins de son entendement.

Le reclus est écrasé dans un espace/temps – vingt-trois heures par jour avec une heure de promenade à ciel ouvert et isolé du reste de la population pénale –, dans un procédé d'anéantissement sensoriel sans possibilité de discuter avec quiconque, à avoir pour seuls compagnons les puces et les mouches, ces dernières attirées par le seau de déjections et par la casserole de bouffe inconsistante et souvent immangeable ; à parler avec les murs ; emmuré vivant, hébété, en train de dépérir, dans un processus de végétalisation juste suffisant pour passer du purgatoire aux limbes. Quelle torture physique, psychique et morale doit-on souffrir ? De combien de troubles et de traumatismes sont-ils la cause ? Combien de violences institutionnelles ! Combien de terrorismes psychologiques et physiques ! C'est un système qui tente délibérément de détruire la personnalité et l'identité de l'individu. Combien de sentiments de haine ont été fomentés par ces peines cruelles ?! Combien de désirs de vengeances a-t-elle alimentés ?

" Il faut que quelqu'un paie pour ça... " est une expression de vengeance qu'on entend constamment dans l'ambiance d'agonie dégradante et d'extermination des prisons. Ensuite, on voit les médias annoncer des actes de délinquance pour appuyer la politique d'alarmisme social, en exigeant des peines plus dures, et on voit la liturgie des supplices proférés par les charlatans politiciens qui sont à la pêche aux voix, mais qui ne regardent jamais la cause des actes en question, et bien entendu sans interroger ce qui fabrique ces délinquants capables de tels actes.

Les prisons, les cellules disciplinaires, l'atrocité de l'expiation, les têtes et les corps manipulés par l'horrible arsenal des peines et du pouvoir carcéral – l'oppression à son pouvoir le plus élevé –, le monde carcéral sans sa brutalité et sa corruption. Souffrance, douleur, extermination ! Au final, pourquoi tant de cruautés et de malheurs ? Pour la discipline ? Pour la resocialisation ? Mais les statistiques en matière de récidive ne sont-elles pas assez claires ? Jamais le fouet de la vengeance ne sera suffisant contre les fièvres sociales dont les origines viennent de la structure inique d'une société basée sur les inégalités sociales (donc sur les privilèges !). S'il n'y avait pas de privilèges, il n'y aurait pas de délits !

" *Les prisons n'empêchent pas que se produisent des actes anti-sociaux. Elles en multiplient le nombre. Elles n'atteignent pas leur propre objectif. Elles dégradent (encore plus) la société. Elles doivent disparaître* ". A la prison, nous opposons la liberté, l'égalité sociale, la fraternité et la justice sociale !

De ceux qui nomment humain l'inhumain, on ne pouvait rien attendre d'autre de leur insensibilité de législateurs qui perpétuent les inégalités sociales et les privilèges et, par conséquent, le martyre des dépossédés expropriateurs ! Pour eux, la guerre se nomme la paix, l'horreur se nomme amour et l'injustice se nomme justice.

Quel cynisme et irrationalité, évidemment pour la défense de leurs intérêts acquis sur le dos des producteurs de ces intérêts !

Comme si la barbarie de la prison ne suffisait pas pour provoquer des séquelles irréversibles à l'individu – quand par un heureux hasard il parvient à échapper à l'extermination à laquelle il est soumis – et à sa famille et ses amis, le prisonnier se voit en plus sujet à des peines abominables en cellule disciplinaire, sans motif justifié par rapport à ce qui est indiqué dans les lois, sur simple caprice des hauts fonctionnaires de la prison. Les peines extra-officielles non codifiées existent pourtant. A la prison Vale de Judeus par exemple, les prisonniers protestent dans une lettre ouverte contre les peines de cellules disciplinaires distribuées " *à tort et à travers* " [sic] et contre des conditions inhumaines. Dans la prison de Linhó, surpeuplée majoritairement de jeunes, ils retirent le matelas pendant la journée au prisonnier condamné à la cellule disciplinaire et lui donnent une seule cigarette après chaque "repas", lorsqu'il fume. Les aberrations ne sont jamais codifiées. Ce sont donc des peines secrètes, un reste de la répression antérieure – celle du fascisme !

Dans la prison de Pinheiro de Cruz, le prisonnier est puni, lorsqu'il ne se présente pas à l'heure pile à la fin de sa permission, d'une peine de cellule disciplinaire qui n'est jamais inférieure à trente jours de pourrissement, emmuré vivant entre murs et toits de peinture blanche, barreaux, porte de la geôle fermée par un énorme cadenas et, comme si cela ne suffisait pas, encore une porte renforcée de plaques de fer fermée par deux loquets et une serrure à plusieurs tours, avec pour finir une grille fermée d'un nouveau cadenas pour éviter tout contact avec des compagnons solidaires ; malgré le paragraphe quatre de l'article 53 du décret de la loi 44/80 du 22 mars [1]... De ce fait, toutes les peines qui vont au-delà de ces mesures constituent un pur abus de pouvoir. Tout ceci, ce n'est qu'un petit nombre des abus de pouvoir qui arrivent quotidiennement dans les prisons – lieux par excellence de l'arbitraire systématique. C'est une des preuves de la fiction d'un " Etat de droit " appliquant des peines " justes et proportionnées " et c'est au contraire souvent une incitation au suicide !

Le droit à la sexualité, à la liberté d'association et d'expression, et le droit à l'inviolabilité de la correspondance n'existent pas. La prison est un bâillon total !! Ce n'est pas par hasard que le nombre de prisonniers actifs n'augmente pas beaucoup. Et que ceux qui brisent le silence reçoivent en général plus d'années de prison. Le peur et le chantage règnent dans les prisons. Les représailles de la part du système sont féroces. C'est la loi du silence de la mafia étatique. Le travail et l'esclavage. La maladie et la contagion se répandent à grande vitesse. Les morts de prisonniers augmentent. La politique d'extermination continue.

Après des millénaires d'oppression et des siècles de cérémoniaux de châtiments publics ; après les discours enflammés et la déclaration des " droits de l'homme " – le massacre continue.

La punition n'est pas une solution
Prison ? Abolition !
Amnistie totale !

Manuel Oliveira

1 Ce pauvre paragraphe stipule qu'en cas de retard de permission, on ne peut en obtenir de nouvelle pendant un an et enlève le temps passé à l'extérieur du temps effectué – ce qui constitue un rallongement de la peine.

[extrait de *Sos Prisões* n°33, février 2000, pp. 6-7]

Lettre ouverte aux "clones" du système



(...)

Tu es sublime dans la servitude. Ta vanité est d'être un laquais. Tu fais même les corvées de tes compagnons. Tu te soumets à l'esclavage. Tu te laisses dégrader par le système. Tu absorbes la sous-culture carcérale jusque dans les replis de ton cerveau. Tu dépenses tes énergies en bagatelles et dans l'aliénation de la propagande narcotique du système ; dans la télévangélisation des germes de la domination et des discours charlatanesques du système. Tu penses comme eux. Tu tiens leur discours. Tu as leur point de vue. Tu portes leurs valeurs. Tu es le centre du pouvoir et non l'exclu du pouvoir. Tu es un produit et le producteur du système. Tu penses avec leur cerveau. Tu fais leur jeu. Tu as un policier dans ta tête, tu es leur reflet, soumis à la culture séculaire de la domination. Tu survis avec le désir d'être un jour donneur d'ordres. Ton imaginaire est de vouloir être comme eux. Tu as aujourd'hui le fouet sur toi et tu rêves de fouetter les autres demain. Quand ils te donnent la clé d'une remise, des WC, du bar, de l'école, de l'infirmerie, de la bibliothèque, tu te crois superbe, tu deviens arrogant, despote et policier. Tu reproduis en permanence le système. Jusqu'à ressembler à un clone du système, tu te vends. Tu cèdes à leur chantage. Tu te transformes en balance. Ils t'agitent la carotte – qu'ils appellent la flexibilité des peines (permissions, RAVI, RAVE [1], liberté conditionnelle) – devant tes yeux en échange de la perte de ta dignité. Ils te proposent de collaborer avec eux. Tu acceptes. Tu commences à faire la police de tes compagnons. Tu te laisses manipuler, corrompre et instrumentaliser par eux. Ils font de toi une marionnette. Tu commences à exercer le pouvoir sur tes compagnons. Tu véhicules les rumeurs que la direction de l'administration pénitentiaire chargée de l'extermination désire. Tu sers de courroie de transmission. Tu dénonces ce que tu vois et surtout ce que tu ne vois pas. Tu inventes des dénonciations [chibadelas]. Tu fais même de la compétition dans la dénonciation. Tu es présomptueux à propos de tes dénonciations. Tu prétends être le meilleur délateur. Balance, tu te vantes de " vivre " dans l'abjection ? C'est toi qui fais le grand contrôle de la prison. Tu donnes des conseils à la direction pour savoir si les compagnons x ou y méritent une mesure de flexibilité. Tu es une ordure !

Et même quand tu n'es pas une balance, tu as des positions en faveur du système, et tu critiques de façon négative les compagnons actifs qui dénoncent avec courage l'abus de pouvoir et les monstruosités du système, révélant parfois des idées d'inquisiteur. A des types comme toi qui ne sont pas des balances mais qui pensent comme (et même pire que) le système, le compagnon décédé et estimé Juvénal [2] les appelait des " têtes cassées ". C'est vrai, y a pas de doutes, tu es une " tête cassée ". Tu es révolté mais tu ne fais rien, tu passes ta vie à te vautrer de médisances sur les compagnons actifs qui luttent contre les monstruosités des pratiques du système (et pour des conditions qui rendent la vie moins cruelle dans la prison). Ca donne même l'idée que tu travailles pour le système. Mais, quand les fruits de ces luttes critiquées apparaissent, tu es généralement le premier à vouloir bénéficier de ces mesures, oubliant ou ignorant qu'elles sont dûes à ces luttes.
Avec ta posture réactionnaire, rétrograde, imbécile, tu fais plus que perpétuer le système.

Quand est-ce que tu cesseras de penser avec leur cerveau ? Quand cesseras-tu de voir les problèmes sociaux avec leurs yeux ? Quand est-ce que tu cesseras de penser que tu ne peux rien faire ? Où est ta dignité ? Tu n'as pas encore vu que tu transportes l'ennemi dans ta tête ? Tu n'as pas encore vu que ton ennemi ce sont les idées autoritaires que tu as dans la tête et qui nous rendent la vie sombre ? Tu ne vois pas que tu es complice du système ? Tu ne vois pas que ta pensée est colonisée ?

Réfléchis, pense avec ta propre tête, sois toi-même, défends la dignité de l'individu, la dignité humaine !

Résistance à la dégradation
Du fond des cachots du pouvoir

José Alberto

1 RAVI : permet de voir la famille à l'extérieur de la prison ; RAVE : permet de vivre dans de petites maisons à l'extérieur de la prison mais dans le périmètre pénitentiaire, et de travailler dehors.
2 Juvénal : célèbre prisonnier révolté assassiné par l'administration pénitentiaire dans les années 90.

[extrait de *Sos Prisões* n°25, 15 mai 99, p. 4]

Communiqué de prisonniers détenus à Linhó

“ **Communiqué destiné à l’opinion publique en général** à propos des choses horribles qui arrivent dans les bas-fonds du pouvoir à la prison de Linhó.

Moi, Artur Manuel Dias Baptista Carrajota, malheureusement prisonnier pour la seconde fois, je suis entré en prison pour la première fois en mai 1988 à l’âge de 19 ans et j’ai été remis en “ liberté “ (en société) le 23 mai 1993. Pendant les cinq années où j’étais dans cette prison, j’ai observé un peu de tout. Et je dénonce librement et spontanément tous ces événements, dignes d’une société hypocrite qui préfère balayer ses problèmes sous un énorme tapis et les laisser s’accumuler.

Après un an de détention, plusieurs gardes ont tabassé jusqu’à la mort un prisonnier dont le nom est Màrio da Luz (n°27), cap-verdien, qui se trouvait dans le pavillon de sécurité. Des années après, les gardiens en cause et le directeur d’alors (Assis Texeira) ont été jugés au tribunal de Cascais où – logiquement – ils ont été acquittés.

Encore en 1989, un prisonnier nommé Jorge qui souffrait d’une bronchite asthmatique certaines nuits, vers 21 heures a commencé à suffoquer ; son compagnon de cellule a frappé à la porte (dans cette prison, l’unique moyen d’appeler le maton de service est de frapper à la porte) et quand les matons sont arrivés, on leur a demandé une bouteille d’oxygène. Ils ont ouvert la porte et l’ont emmené dans le patio à ciel ouvert, là ils l’ont précédé en le frappant avec leurs bâtons en s’amusant de leur perversité. Résultat, Jorge est mort cette nuit. Un des gardes, José Malveira, qui participait à cette oeuvre est encore en exercice à Linhó.

Il y a eu plusieurs changements de directeurs mais le règlement n’a pas changé.

Une nuit, quand j’ai demandé un comprimé vers 20 heures pour une rage de dents, un garde m’a répondu que la douleur faisait partie de la peine. Je suis resté toute la nuit avec des douleurs. Le garde sadique s’appelle Carnido et exerce toujours son métier dans cette prison.

En 1992, j’ai frappé à la porte de la cellule pour aider un compagnon séropositif qui se sentait assez mal. Après avoir cogné 45 minutes, les matons sont arrivés. Deux d’entre eux, “ Bras et Costa “ (ce dernier est toujours en exercice ici) sont entrés dans la cellule avec les casse-tête en main et l’ont tabassé de façon barbare, m’ont cassé deux dents, seulement pour avoir frappé à la porte au secours d’un compagnon. Après, ils m’ont amené au pavillon de sécurité où ils m’ont gardé toute la nuit avec les menottes et les mains derrière le dos, m’empêchant de dormir cette nuit-là. Le lendemain, j’ai réussi à ouvrir une brèche et à parler au directeur (dans cette prison, pour arriver à lui parler, il faut beaucoup de demandes écrites qui atterrissent d’habitude à la poubelle). A cette époque, “capitaine Oliveira“ a affrété une voiture pour me transporter au tribunal de Cascais afin de porter plainte contre les gardes incriminés. J’ai fait des déclarations au Ministère Public, mais jusqu’à aujourd’hui le jugement n’a pas eu lieu et, ce qui est certain, c’est qu’il n’y en aura jamais. Actuellement, je suis en train d’effectuer ma deuxième peine de prison. Je suis entré ici le 4 novembre 1994 et me suis rendu compte que rien n’a changé, tout est identique. Voyons :



Le prisonnier Antonio Manuel Varela de Matos (n°35), le 4 février 1995, pour avoir demandé à cantiner comme il en avait le droit, a été brutalement agressé par le garde Mario Gonçalves et soumis à une peine de pavillon de sécurité avec 21 jours d’isolement pour éviter que les compagnons voient les marques de mauvais traitements auxquels il a été soumis. Ensuite, pour le faire taire, ils l’ont acheté avec sa cantine dans le pavillon de sécurité au sein duquel il est interdit de fumer plus de trois cigarettes par jour (une à chaque repas). Cette fois-ci, ils lui ont rendu tout son tabac et un briquet.

Il y a plusieurs compagnons emprisonnés ici qui ont été retrouvés morts. Ils ont dit qu’il s’agissait de suicide. Quelques uns éventuellement pour des motifs inconnus, d’autres certainement pour échapper à l’oppression incommensurable de la prison ; d’autres, simplement, ont été trouvés pendus de façon étrange. J’affirme – et j’ai des preuves – qu’ici, dans cet enfer, s’exerce le terrorisme psychologique sur les prisonniers. Et les prisonniers, “ exceptés les collabos et les privilégiés “, qui ont des problèmes d’ordre personnel, sentimental, familial ou autres, au lieu de leur donner l’attention qu’ils méritent [sic], reçoivent précisément le contraire : ils les assujettissent à un ostracisme total et dans certains cas, ils les isolent et ils leurs appliquent des médicaments précis mélangés à la nourriture. J’ai déjà connu ici plusieurs compagnons qui ont perdu toute notion de la réalité (ils sont passés de l’autre côté) à cause de doses de narcotiques et de “Largotil“, qui constitue un véritable laboratoire chimique.

Ici suit une liste de quelques compagnons qui ont été soumis à la peine capitale (non légalisée) :

Le 28 mai 1995, Paulo Jorge Cardoso Cerrano, a été trouvé pendu dans “sa“ cellule alors qu’il lui restait à peine un mois avant sa mise en “liberté“. Son compagnon de cellule a frappé plus de deux heures à la porte après s’être réveillé au milieu de la nuit et avoir trouvé le corps de son compagnon pendu aux barreaux de la fenêtre avec une corde au cou.

Le 21 décembre 1995, un autre compagnon a été trouvé mort à cause d’un arrêt cardiaque engendré par la négligence médicale, d’après nos informations (à l’époque les journaux ont parlé de ce cas).

Encore en 1995, José Manuel Guerreiro Rodrigues (n°203), a été trouvé pendu dans une salle de bain au cours d’une visite effectuée dans le zoo humain par une commission des droits de l’homme.

Le 12 avril 1996, Paulo Jorge (n°334), de nationalité brésilienne, a été trouvé pendu dans “ sa “ cellule, alors qu’il était à deux mois de la “ libération “.

Le 4 juin 1996, Luis “da Quinta do Louro“ (“careca” de surnom), a été trouvé pendu en pavillon de sécurité. Avant, il avait frappé à la porte de la cellule pendant environ une heure. Un garde, Pardal, qui est venu à sa porte l’a injurié verbalement et menacé en lui disant que s’il continuait ce bruit il lui parlerait d’une autre manière. Il était 23h30 quand Luis a été trouvé pendu dans la cellule. Le lendemain, les compagnons du pavillon, pour protester, ne se sont pas laissés enfermer en exigeant la présence du directeur auquel ils ont manifesté leur indignation.

Le 17 avril 1996, vers 9h50 dans le pavillon de sécurité, le compagnon Bemvindo (n°559), l’ “africain”, détruit physiquement et mentalement par l’oppression de la prison, a agressé un gardien à coups de poings et a été bastonné de façon barbare – coups de pieds et de poings – par différents gardes.

En juillet 1996, João Mendoça (n°211), après un conflit qu’il a eu avec un gardien, a été emmené du PBX [salle commune] par le couloir jusqu’au pavillon de sécurité, frappé par des poings et des pieds. Et je veux qu’il reste clair que le conflit avec le garde qui est l’origine de tout ce sadisme a été uniquement verbal. Beaucoup d’autres tabassages ont eu lieu, mais

par peur des représailles draconiennes, ses victimes préfèrent se taire.

Dans cette prison règne l'arbitraire, l'abus de pouvoir et la discrimination. Chaque fonctionnaire dicte et exécute sa propre loi. La prison est un authentique milieu propice aux maladies. Rare est la semaine où ne meurent pas des jeunes prisonniers dans la prison et l'hôpital de Caxias. D'autres souffrent de l'oppression extrême créée par "l'institution" prison, basculent psychologiquement et ne récupèrent jamais ; d'autres encore préfèrent le suicide au lieu de subir tous ces traitements inhumains.

On se trouve, nous, prisonniers, pour avoir enfreint la loi "selon les juges". Par contre, dans la prison se passent des crimes plus graves que ceux pour lesquels on a été jugés sans que ses auteurs soient jugés ou punis [sic]. Au nom d'une dangerosité abstraite, les prisonniers accomplissent des condamnations à perpétuité (physiques et psychologiques), risquent leur vie en permanence et subissent la négation des droits basiques de l'être humain, quel qu'il soit. Sous le déguisement de la mauvaise foi, des traitements, de la réinsertion, de la réhabilitation et de la resocialisation, on souffre de façon incommensurable de ce chancre mis en place par les "honnêtes gens".

Est-ce qu'on sortira un jour de cet enfer réhabilités ou révoltés ?

Nous exigeons l'abolition de la politique d'extermination !

centre d'extermination de Linhó, 6 octobre 1996.

P.E.L. (prisonniers en lutte, suivent 28 noms) "

[Extrait d'*Anatopia* n°1, avril-juin 1997, p. 23. Ce texte, comme tous les autres, a été traduit du portugais par I. et CS]



Des pratiques de l'Etat portugais

L'AUGMENTATION DU TAUX D'INCARCÉRATION dans les pays européens est particulièrement visible au Portugal où il est passé de 50 prisonniers pour cent mille habitants en 1970, à 140 en 1997, le plus élevé de la communauté et un des plus élevés au monde. En 1998, il y avait dans les prisons portugaises surpeuplées plus de 14 000 détenus pour une population de 9 millions d'habitants, dont une bonne moitié en préventive. De l'époque du régime fasciste à aujourd'hui, le taux d'incarcération a donc pratiquement triplé [1]. A chaque régime ses formes de répression, ses méthodes pour assurer la paix sociale. (...)

En mars 1996, une amnistie présidentielle libère les derniers prisonniers politiques du groupe d'action armée FUP/FP 25 [2]. A l'annonce de cette mesure, un mouvement spontané de protestation éclate parmi les prisonniers de droit commun : ils ne protestent pas contre cette amnistie, mais ils revendiquent l'amélioration des conditions de détention. Ils se considèrent, eux aussi, victimes d'une société injuste. Vingt-deux ans plus tôt, dans les mois qui suivirent le mouvement d'avril 74, quand les prisonniers s'étaient révoltés à Lisbonne pour réclamer une amnistie, les militaires insurgés leur avaient tiré dessus. Nouvelle preuve que la façon dont une révolution traite les prisonniers de l'ancienne société est toujours révélatrice de ses virtualités libératrices.

Le mouvement de 1996 prend vite une ampleur nationale, avec pétitions, grèves du travail et de la faim [3]. Les prisonniers créent des Commissions de détenus et dénoncent la généralisation de la drogue en prison, la promiscuité, l'état déplorable des conditions sanitaires et de la santé des prisonniers. Dans un communiqué, une commission de détenus d'une prison de Lisbonne, écrit : "*On peut penser que le chômage, l'emploi précaire, la faillite du système d'aide social, le manque de respect des minorités, la création des ghettos urbains (où la qualité de vie est sou-humaine), l'inadaptation des jeunes (qui se traduit par l'augmentation de la toxico-dépendance), sont autant de facteurs de dysfonctionnement social qui contribuent à ce que la vie soit de plus en plus conflictuelle dans notre société*". Devant l'ampleur de cette révolte et ses répercussions, les politiciens montent au créneau pour défendre le système. Le parti socialiste s'oppose à l'élargissement de l'amnistie, qui provoquerait "*une augmentation de l'insécurité et de la criminalité dans la rue*", alors que le PC exprime des réserves. Finalement, le 23 mars 1996, les détenus de la prison de Caixas – où l'ancien régime enfermait jadis les opposants dont certains font aujourd'hui partie du personnel politique de l'Etat – se mutinent et refusent de réintégrer les cellules. L'intervention de la police est brutale, provoquant de nombreux blessés. Devant les caméras, les détenus brandissent des panneaux où on peut lire : "*La police assassine, les juges sont des criminels et les prisons portugaises sont des camps d'extermination*" – "*Ici point de démocratie, liberté pour les détenus, les politiciens en prison*". Quatre ans après, les conditions d'enfermement continuent de s'aggraver. Au point que l'idée d'amnistie revient comme solution provisoire, et gagne du terrain, y compris chez ceux qui la réfutaient hier encore.

Qui sont donc ces prisonniers qui s'entassent sous le sommeil lumineux du Sud dans les prisons vétustes de cette périphérie de l'empire européen ? Les laissés-pour-compte de la modernité ! Un cinquième des détenus a moins de 25 ans et 50 % sont des récidivistes, 46 % sont des ouvriers et 10 % des chômeurs. On considère que 70 à 80 % des peines sont liées à des situations de toxico-dépendance, essentiellement le trafic d'héroïne. Comme c'est aujourd'hui le cas dans la plupart des pays, les crimes contre les personnes sont en diminution, alors que les délits pour atteinte à la propriété et aux biens augmentent. (...)

1. Il y a, dans les prisons portugaises, trois à quatre détenus par place.
2. Le groupe clandestin FP 25 (Frente Popular 25 Abril) fut créé en avril 1980 par des activistes révolutionnaires qui, par des actions armées, voulaient s'opposer à la reprise en main capitaliste. Une première amnistie, en 1991, a fait sortir de prison les chefs de l'organisation, dont Otelo.
3. Les informations sur cette révolte ainsi que sur le complexe carcéral portugais sont reprises de : "*Desmontar a farça do sisteme prisional, a verdade sobre os protestos de 1996*", Anatopia, Lisboa. [Nous sommes retournés à cette source citée par C. Reeve en vue de la traduire directement, mais elle est manifestement erronée puisque *Anatopia* ne comporte qu'un numéro dans lequel cet article est absent]

[Extrait de *Les oeillets sont coupés* de Charles Reeve, éd. Paris Méditerranée, avril 1999, pp. 149-154]

Liberté pour Pedro

Pedro José Veiga Luis Pedro, un jeune arnarcho-punk, est actuellement détenu à la prison de Linhó (Portugal). Il a en effet été condamné en février 1999 à 6 ans de prison pour le meurtre d'un homme, dans une situation d'auto-défense. En novembre 2000, il a été a reçu une peine additionnelle de 15 ans lorsque la police a trouvé un pistolet dans la maison où avait l'habitude de vivre.

Comme la prison est le reflet de la société, il n'est pas étonnant qu'on y trouve principalement des individus issus de la classe dominée : immigrés, jeunes des quartiers pauvres, insoumis aux règles de la société. Ce qui est certain, c'est que Pedro, après longtemps nié puis avoir refusé de donner le nom de la personne avec laquelle il était, n'a jamais reconnu la sentence. L'histoire de Pedro n'est ainsi qu'un exemple de la guerre de classe que mènent les riches et qui conduit souvent les pauvres à s'éliminer entre eux.

A Présent, Pedro se trouve dans leur cage et ce n'est bien sûr pas ce qu'il a fait qui lui vaut la répression des matons, mais bien sa défiance à l'égard de l'autorité et son refus de collaborer à la «bonne marche» de la prison. Qu'il lise de la littérature anarchiste et sa cellule seule se trouve privée de lumière ; qu'il écrive des lettres et son courrier met un temps fou à arriver ; qu'il refuse de balancer un détenu et il reçoit des menaces de mort d'un gardien...

Car dedans comme dehors, s'il est bien une chose qui ne passe pas, c'est le refus de se soumettre à la classe dominante et à l'Etat. C'est aussi le refus d'un contrôle qui passe par la dépendance aux drogues dealées directement par l'administration pénitentiaire ou avec son aval, comme l'héroïne (60 à 80 % des détenus sont toxico-dépendants à cette dernière dans de nombreuses geôles portugaises). Le refus de ces dépendances, qui valent bien celle du salariat, correspond trop pour les tenants de l'ordre à l'affirmation d'une liberté qui n'est pas compatible avec leur «réinsertion» et qui justifie à leurs yeux la présence de centres d'extermination comme celui de Linhó.

La prison n'est pas isolée de la société car la «démocratie» tend au contraire à se transformer en une vaste prison où le contrôle devient permanent et nulle réforme ne saurait satisfaire la rage des insoumis. C'est, bien au contraire, la destruction de toutes les prisons (hôpitaux psychiatriques, centres de rétention pour immigrants «illégaux»,...) qui seule saurait nous satisfaire avec celle de la société capitaliste et autoritaire qui la produit.

Pedro souhaite recevoir un soutien extérieur comme des lettres (en anglais, espagnol, portugais) ou des livres.

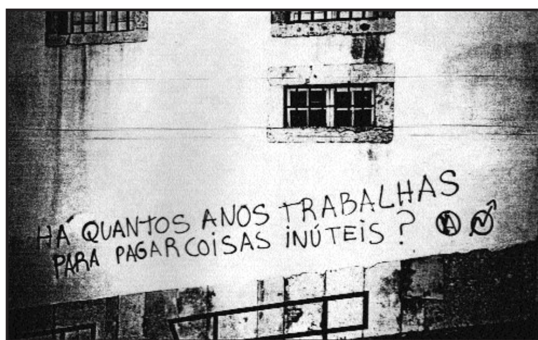
Lorsqu'ils s'attaquent à la liberté d'un d'entre nous, c'est celle de toutes/tous qui est attaquée !

Coordonnées de Pedro :

Pedro José Veiga Luis Pedro
n° 610 ALA. A
E.P. Linhó
2710 SINTRA
Portugal

E-mail pour le soutien : freepedro89@hotmail.com

Feu à toutes les prisons



Liberté pour Pedro
(suite)

Un flyer a été publié en mai 2001 à propos de Pedro José Veiga Luis Pedro, un jeune anarcho-punk, qui est actuellement détenu à Linhó, une prison au Portugal.

Le flyer indiquait qu'il était en train d'effectuer une peine de 21 ans pour homicide, dans un cas de légitime défense. Depuis lors, certains faits sont apparus concernant l'histoire de Pedro. Alors que sa situation reste identique – il effectue 21 ans et 6 mois pour homicide –, les détails qui ont conduit à cette sentence ne sont pas ceux décrits dans le flyer.

En résumé, Pedro a eu une altercation avec le vieux propriétaire de la maison de sa mère. Ce conflit fut l'apogée d'une série de disputes entre le proprio et la mère de Pedro. Le combat s'est terminé par la mort du propriétaire.

Pedro a eu honte, notamment à cause de l'âge du vieux. Ca lui a paru un crime indéfendable, et il a eu peur de perdre tout contact avec ses amiEs s'il découvraient la vérité.

Soutenir un prisonnier de l' "extérieur" requiert un minimum de confiance, spécialement au début, lorsque les personnes n'ont pas encore de contact avec lui. Ce qui importe dans ce cas n'est pas pourquoi Pedro est en prison – nous refusons d'agir comme des "juges" et d'utiliser les catégories de la morale (comme le bien et le mal), ou plus simplement de réduire quelqu'un à un acte qui est survenu un jour.

La réalité de la vie de Pedro avant le crime n'a pas changé et sa situation présente est toujours les quatre murs de la prison de Linhó. Ce qui était écrit dans le premier flyer reste valable : " *La prison n'est pas isolée de la société car la «démocratie» tend au contraire à se transformer en une vaste prison où le contrôle devient permanent et nulle réforme ne saurait satisfaire la rage des insoumis. C'est, bien au contraire, la destruction de toutes les prisons (hôpitaux psychiatriques, centres de rétention pour immigrants «illégaux»,...) qui seule saurait nous satisfaire avec celle de la société capitaliste et autoritaire qui la produit* ".

Avec le présent texte, nous souhaitons informer les personnes qui ont lu le flyer des nouvelles informations que nous avons à présent. Pour certains d'entre nous, sa dissimulation des faits à propos de sa situation ont entamé la confiance que nous avions en lui. Pour d'autres, l'histoire qu'il a racontée ne change rien à son insoumission face l'oppression de l'Etat. La campagne de harcèlement, censure et menaces des gardiens de prison contre Pedro continuent à croître à cause de ses convictions anarchistes.

Lorsqu'ils emprisonnent l'un d'entre nous, personne n'est libre !

Pedro souhaite toujours recevoir du soutien de l'extérieur, en particulier des lettres et des livres. Si vous souhaitez le soutenir, vous pouvez lui écrire directement et construire une relation personnelle :

Adresse de Pedro (écrire en anglais, espagnol ou portugais)

Pedro José Veiga Luis Pedro
N°610 ALA:A
E.P. Linhó
2710 SINTRA
Portugal

e-mail de soutien :
freepedro89@hotmail.com

Contact au Portugal toujours valable :

Centro de Cultura Libertaria
Apartado 40
2801 ALMADA
Portugal

(Vous pouvez envoyer de l'argent à Pedro par le CCL)

FEU A TOUTES LES PRISONS

[Texte reçu de freepedro89 le 21 juillet 2001 et traduit de l'anglais. Nous avons démandé des précisions sur les sentiments de Pedro – honte, etc. – cités dans le texte, et il s'agirait de son explication donnée à la personne qui a eu un parloir avec lui à ce moment-là.]

On ne veut pas de station supersonique, on veut des trains gratuits

L'année dernière, l'Etat portugais a entrepris de moderniser toutes les gares qui se situent le long de la ligne de chemin de fer Lisbonne-Sintra. L'Europe finance en effet bon nombre de chantiers afin de donner un autre visage au Portugal. Celui s'incarne notamment dans la face hideuse du métro lisboète rénové pour l'Expo mondiale de 98 et par la surveillance permanente de cette ligne de banlieue qui convoie chaque matin et chaque soir les travailleurs – en particulier immigrés – vers cette "capitale culturelle du sud de l'Europe". Vigiles privés de la compagnie de transports et police sont omniprésents, les contrôles de ticket permanents au moins une fois sur le trajet... à moins de faire comme ces prolétaires qui migrent d'un wagon à l'autre en fonction de la progression du contrôleur. Dans la ville de Queluz, un tract fit son apparition sur les murs dès le début de la rénovation de la gare ["station"] qui se fait à marche forcée, jusque tard dans la nuit.

Lettre aux chemins de fer portugais, aux entrepreneurs, au pouvoir local et à tous ceux qui se sentiraient blessés par ces paroles sincères...

Votre oeuvre est une merdouille. Un inconfort supplémentaire dans un monde déjà inconfortable en soi.

Votre oeuvre ne vaut pas un pet.

Une aberration, une cochonnerie de plus sortie de votre tête obsédée par le progrès.

Le songe de la classe dominante : un cimetière clinquant plein d'ascenseurs, de tapis roulants, d'air conditionné, de station spatiale, etc.

Quel est l'abruti qui a ordonné l'arrachage des arbres le long de la ligne, la destruction de l'ancienne gare, a chassé les agriculteurs de baldio [1] ?

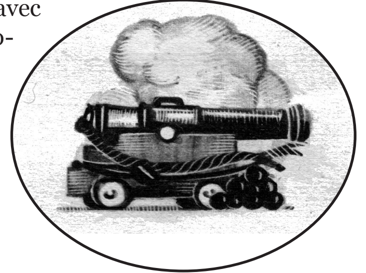
C'est le prix de l'efficacité !

Quelle efficacité pour vous qui n'utilisez bien sûr pas ces trains, bande de connards ?

Allez construire vos oeuvres dans les égouts, vautours.

Enfermez-vous dans une église et sniffez de l'encens à deux balles.

Mais foutez-nous la paix avec vos attaques mégalo-maniaques au nom de l'Europe, avec vos leurres, votre ordre, votre béton armé, avec vos centres commerciaux... vos histoires à endormir les bovins.



Vive la guerre sociale !

Vive l'anarchie !

Vive moi !

Vive toi !

Queluz, octobre 2000

1 Baldio : terres sans propriété cultivées librement
[Texte traduit du portugais par I et CS. Et ci-dessous de l'anglais.]



R.
(adresse)

Almada, 15/02/2001

Chers camarades,

Tout d'abord, j'aimerais vous féliciter pour l'excellent journal que vous continuez de faire et pour l'intérêt que vous portez à la situation du mouvement anarchiste portugais. Malgré tout, en tant que membre de la section portugaise de l'IWA-AIT [la CNT portugaise, ndlr], je me sens dans l'obligation d'effectuer certaines corrections à certaines informations que vous avez publié dans votre article sur le Portugal et qui ne correspondent pas à la vérité [1].

Dans une interview d'un membre de la *Biblioteca dos Operaios e Empregados da Sociedade Geral*, dont je suis également membre, il est dit à propos de la section de l'IWA (AIT-SP) que nous ne sommes qu'un petit groupe de 4 ou 5 personnes. C'est, je dois le dire, un mensonge. Nous sommes en effet un petit groupe d'environ 25 membres, mais plus que tout, au cours des quatre dernières années, notre nombre a augmenté, et pas seulement à Lisbonne mais dans tout le pays. Plus important, nous ne sommes pas *Acção Directa*. En effet, les camarades de ce groupe militent aussi à l'AIT-SP, mais ils le font avec de nombreux autres groupes et individus.

Oui, nous restons un petit groupe de propagande, mais comme vous devez le savoir, cela arrive à la plupart des organisations anarchistes et anarcho-syndicalistes dans de nombreux pays. Une chose est exacte, nous sommes la seule organisation qui croît au Portugal, exceptés les athénées (dans lesquels le seul qu'on peut vraiment appeler complètement anarchiste est le *Centro de Cultura Libertaria*). Avoir 25 membres n'est pas quelque chose que vous pouvez simplement négliger, lorsqu'on connaît les difficultés que rencontre le mouvement anti-autoritaire à travers le monde.

Nous avons maintenant créé le *Circulo de Estudantes Anarquistas* (groupe d'étudiants anarchistes-IWA) qui compte environ 10 personnes et bien plus encore d'intéressées. Notre propagande et notre journal (Boletim Anarco-Sindicalista) sont distribués dans plusieurs villes portugaises. Nous organisons des actions, nous mettons en place des débats et nous dénonçons l'oppression et l'exploitation. Nous pourrions faire plus, mais il est ridicule de dire que nous ne faisons rien. Nous ne sommes pas une grande organisation mais nous en sommes une qui a une grande volonté de grandir, composée principalement de jeunes comme moi.

J'espère que vous publierez ces corrections, parce que les fausses informations que vous avez publiées peuvent sérieusement endommager notre crédibilité internationale. Je m'engage à continuer de vous donner des informations à propos de notre développement et de nos activités.

Salutations. A vous, dans la camaraderie.

P.S. : D'autres corrections :

L'adresse exacte de l'AIT-SP est : Apartado 50029 / 1701 Lisboa / Portugal (*anarcosindicalista@hotmail.com*)
L'adresse exacte de la Cruz Negra Anarquista est : Apartado 21290 / 1131 Lisboa / Portugal (*cna_lisboa@hotmail.com*)

[1 : Voir *Cette Semaine* n°82, février 2001, pp. 2-3]

Huye hombre huye

Les extraits ci-dessous sont tirés du livre *Huye hombre huye* de Xosé Tarrio Gonzàles. Ce prisonnier incarcéré au régime FIES ne raconte pas "*une histoire exceptionnelle mais une triste histoire qui se répète dans les prisons espagnoles. C'est l'humble tentative d'un néophyte de transmettre une réalité façonnée sur papier avec les limites d'un brevet des collèges. Pourtant, j'ai pensé que dans ce premier essai je pouvais vous offrir ma sincérité. Je n'ai pas prétendu embellir un thème aussi sérieux avec des ornements littéraires. J'ai voulu être sincère, dur, cru et critique comme le sujet l'exige, sans me poser en victime mais sans renoncer à raconter des faits que les médias on tu. J'en assume les risques et les conséquences, étant toujours enfermé dans une cellule à la merci des excès de ceux que je critique ouvertement dans ce livre*". La traduction est tirée de la version italienne éditée en septembre 2000, et est parue dans un recueil d'articles contre les prisons diffusé par *Tout le monde dehors !* début juin 2001.

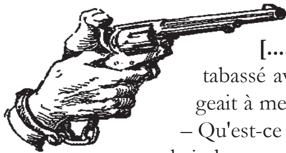
Ces "sans coeurs" au cours d'une révolte le 18 mars 1991

[....] Entre temps la tension grandissait autour de la prison. Les Unités Spéciales d'Intervention (UEI) de la garde civile étaient prêtes à intervenir. Les détenus misaient le tout sur la doctoresse prise en otage. Les forces anti-émeutes ne seraient pas intervenues tant qu'elle serait là à cause de sa grossesse. Ils ne voulaient pas être responsables d'une lésion du fœtus ou risquer qu'elle soit tuée par les "bêtes sauvages"qui la retenaient en otage.

La réalité était différente : à l'intérieur, nous discutions de sa libération. C'était une décision compliquée car cela augmentait les risques d'un blitz des UEI. L'état de grossesse de l'otage remettait en cause, de part notre éthique, la séquestration puisque cela compromettait un innocent. Donc nous avons décidé de la libérer tout en sachant que cela augmentait les risques d'une intervention.

En fait ce geste humain dicté dans un moment de "faiblesse" ouvra la voie à l'intervention des troupes d'assaut. En fait, une fois la femme libérée, l'administration donnait une valeur mineure à l'échange d'otage. C'est ainsi que l'administration pensait et agissait. A l'aube du 19, les faits se sont précipités. Les forces d'assaut recevaient l'ordre d'intervenir pour mettre un terme à la séquestration. S'en suivirent des charges explosives et des rafales de mitraillettes. Tous se passa rapidement. Les détenus furent localisés et immobilisés pour être ensuite sauvagement tabassés avec des battes de baseball. C'était la méthode habituelle des assauts qui voulaient terroriser les autres détenus. Cela se termina par le transfert de trois détenus à l'hôpital, deux autres mis en isolement et la libération des otages. L'assaut mit un terme aux revendications qui ne furent jamais divulguées. L'administration pouvait se sentir heureuse du devoir accompli.[...]

Visite d'un maton de Zamora



[....] Dans la prison de Zamora il m'avait tabassé avec ses collègues, et maintenant il m'obligeait à me souvenir de ce fait pour lui héroïque.

– Qu'est-ce qui se passe fils de pute ?–- me dit-il à travers le judas.

– T'en as pas marre de recevoir des coups de triques ? Aujourd'hui c'est mon tour de garde, fais donc attention, au premier faux-pas tu vas manger, ou bien tu m'as oublié ?

– Je m'en souvenais parfaitement.

– Bien sûr que je m'en souviens – lui répondis-je en m'approchant de la porte.

- Bien, car je n'ai pas envie de t'écouter toute l'après-midi. Compris ?

Je ne répondis pas à la provocation.

Une heure après, ils vinrent me chercher pour la promenade. Dans une de mes tennis, j'avais caché un petit couteau en fer de ma fabrication. Ce fils de chienne l'aurait payé une fois pour toutes.

Je n'eus pas de problème à passer le couteau à la perquisition qu'on me faisait d'habitude à la sortie de la cellule.

Il était près de la porte d'accès à la cour. Sa figure reflétait l'arrogance de celui qui se sent protégé par l'uniforme, par le système, car il sait qu'il peut agir en toute impunité. Il s'approcha pour me dire quelque chose, et mon poing le toucha en pleine figure, le faisant tomber. Surpris qu'un détenu ose lever la main sur lui, il se dirigea vers la guérite et sortit armé d'une matraque.

– Tu vas en chier – cria-t-il furieux en s'élançant sur moi .

Me baissant, je sortis le couteau de ma chaussure. En le voyant, il s'arrêta, jeta la matraque et leva les mains sans opposer de résistance.

– Calme-toi, Tarrio, s'il te plaît...

Je m'approchais de lui en le faisant s'agenouiller devant moi. Je lui lançais un coup de couteau à hauteur de la tête qui s'arrêta sur l'une de ses mains avec laquelle il essayait de se protéger.

– Qu'est ce qu'il y a ? Tu ne fais plus le dur ? – hurlais-je, hors de moi.

– Ou bien es-tu courageux seulement devant un adolescent tout nu et sans défense ? ajoutais-je en faisant allusion au tabassage de Zamora.

– Reste calme, mec, tranquille. On arrangera cela avec calme, OK ? criait un garde à l'autre bout du module.

– Déconnes pas Tarrio, s'il te plaît calme toi ...

Je regardais mon otage. J'avais envie de le tuer, mais j'ai résisté en pensant aux conséquences qu'une telle action auraient pu me causer. Je le libérais.

– Regarde porc, cette fois-ci je te libère. Si un jour tu essaies de prendre ta revanche et de me toucher à nouveau. Je te tuerais. Est ce clair ?

– Oui , Tarrio. Promis, cela n'arrivera pas....

Je me dirigeais vers la cellule et me débarrassais du couteau en le lançant à Camaño par la fenêtre. Je m'allongeais sur le lit, tendu pour les possibles conséquences.

Peu après, plusieurs gardiens sont arrivés, ils m'ont menotté et transféré dans une autre cellule. Ils ne me frappèrent pas ni me menacèrent, ils se limitèrent à me changer de cellule. Ils me demandèrent le couteau et je répondis l'avoir jeté dans les WC. Ils me laissèrent seul avec les menottes dans une cellule vide.

Plus tard, le gardien blessé vint me voir. Il avait la main bandée et était habillé en civil. J'ai supposé qu'il était suspendu, nous parlâmes à travers le judas.

– Ecoute Tarrio, je sais que ce que j'ai fait à Zamora n'était pas bien, mais je n'obéissais qu'aux ordres, ainsi que les autres agents – s'excusa-t-il. Ce qui s'est passé aujourd'hui m'a fait voir les choses différemment. J'ai parlé avec mes collègues pour qu'il n'y ait pas de représailles contre toi.

– Bien.. – répondis-je surpris par son attitude.

– Avec le temps, nous nous abrutissons tous, ne penses pas que ce soit facile de travailler ici, mais il faut bien manger quelque chose.

– Il est préférable d'avoir faim plutôt que de torturer pour l'éviter – ai-je répondu.

– Oui, mais il faut bien que quelqu'un fasse ce travail. Ecoute, y avait-il du sang sur le couteau ? Je te demande cela à cause du sida, car tu es séropositif...

– Non, il était propre.

– Il faut que je m'en aille. Désolé que cela se termine ainsi.

– C'est la prison – ai-je répondu en résumant avec ce mot tous les maux du monde, cette institution devrait être éliminée de la surface du globe par les hommes et les femmes. [...]

Le chemin de la répression

[...] A cette époque, j'ai reçu une lettre avec deux mois de retard, elle était d'Ana, elle m'envoyait aussi des photos. En me la donnant, le gardien me dit :

– Lis-la, et quand tu auras fini, je viendrai la reprendre car c'est interdit de garder les lettres en cellules.

Je ne répondis pas et je commençais à la lire. Elle voulait venir me voir, mais il lui fallait le permis du juge d'application des peines. Je regardais les photos, elle était assise et je trouvais qu'elle était belle, comme toujours. Je l'aimais et j'espérais pouvoir la voir au plus tôt. Je lui répondis vite et préparais la lettre pour le tribunal afin de solliciter un permis de visite. Ensuite, je m'allongeais sur la plaque en fer qui servait de sommier et je mis une serviette en guise d'oreiller, je regardais de nouveau les photos en me laissant bercer par le sentimentalisme. A l'heure du déjeuner, le gardien me demanda la lettre, mais naturellement, je refusais.

Il se fâcha et me menaça :

– Si tu ne me donnes pas la lettre, nous viendrons la chercher nous-mêmes.

Donc après avoir ramassé le plateau et l'avoir posé sur le lit, j'ai déchiré la lettre et les photos et je les ai jetées dans les toilettes. J'ai appuyé sur la chasse, et malgré la douleur de voir ainsi disparaître des fragments de ma vie, je répondis en souriant à l'agent :

– C'est tout pour toi.

– Vous aurez un rapport, dit-il en claquant la porte avec force.[...]

LUTTE CONTRE LE FIES DE PICASSENT

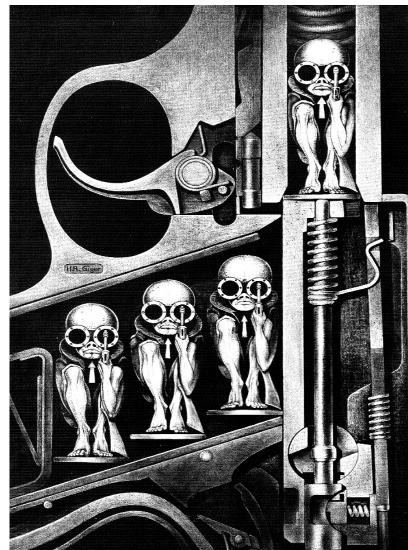
SALUT À TOUS/TOUTES ! JE M'APPELLE PACO Ortiz Jimenez, je suis arrivé de Picassent au FIES [1] de Huelva le 6 avril dernier, où se trouvaient déjà Claudio et Gilbert. Tous les trois nous parlons beaucoup, et comme vous pouvez l'imaginer, toutes nos conversations tournent autour de la lutte, nous échangeons nos idées et nos préoccupations. Nous avons reparlé de l'histoire des luttes carcérales de ces 20 dernières années et nous avons pensé qu'il serait intéressant de faire des récits de taule sur les luttes, évasions, mutineries, etc. écrits par les protagonistes mêmes, pour les publier sous forme de livre. Paco nous a fait part de son manque d'information total quant à l'isolement auquel ils sont soumis à Picassent ; c'est avec son arrivée à Huelva qu'il a pris conscience de la répercution que nos luttes ont eu sur le mouvement anti-prisons et des causes d'une si grande ignorance : mise au secret, rétention du courrier et des publications légales (à Huelva par exemple, ils ont retenu deux publications avec dépôt légal, el GUEI et el BORINOT). Pour éviter cela, nous insistons et nous répétons que les groupes et les amis de l'extérieur devraient mieux se coordonner qu'ils ne le sont maintenant.

Ensemble, nous avons constaté qu'en 20 ans de luttes carcérales, c'est la première fois que nous avons le soutien des compagnons de la rue. Grâce à leur effort et leur sacrifice, ils ont su donner de la couleur à ces luttes. Il faut ici mentionner les montages médiatico-judiciaires [3] dirigés contre ces compagnons/nes de la rue, accusés injustement d'être les auteurs matériels de l'envoi de colis piégés, sans oublier non plus les attitudes mesquines et misérables de certains éléments du mouvement qui les ont accusés d'être des provocateurs et d'être infiltrés. Nous considérons que des stupidités de cet ordre n'apportent rien de bénéfique, au contraire, elles créent un dommage irréparable qui provoque un isolement, un abandon et une rage qui nous brûle le coeur.

Les difficultés que nous avons pu constater sont énormes, les propositions de lutte élaborées dernièrement, comme celle des "bras croisés", nous ne savons pas exactement quel accueil leur ont réservé les prisonniers. Les txapeos [2] ont une diffusion limitée parce qu'ils ont été sanctionnés dans plusieurs prisons. Les jeûnes se sont répétés trop souvent, perdant une grande part de leur force et de leur efficacité (ici à Huelva, nous avons jeûné tous les trois, les 7 et 8 avril et nous continuerons à le faire tous les mois). La nécessité de trouver une nouvelle proposition de lutte qui mette en avant la solidarité et permet la participation de tous les prisonniers, sans trop de sacrifices, nous la voyons dans la GREVE DE PLATEAUX, qui consiste à refuser la nourriture de la prison (pour quelques jours ou semaine). Ce n'est pas un jeûne parce que ça nous permet d'acheter la nourriture à l'économat (pour celui qui peut... bien sûr) ou de l'économiser (là où c'est possible) au cours des jours qui précèdent la grève. L'autre avantage que nous lui voyons est qu'ils ne peuvent pas nous sanctionner si nous refusons la bouffe merdique de l'Administration. Sincèrement, nous pensons que cette proposition est assez bonne parce que l'on arriverait à rompre la barrière que le régime FIES essaie d'imposer aux prisonniers. Logiquement, cela exige pas mal d'efforts pour contacter et convaincre ceux du 2e degré, c'est un boulot qui serait plus facile si les groupes de la rue laissaient de côté leurs préjugés et arrêtaient de se mettre en avant. De toute façon, il y a toujours un revers à la médaille, étant donnée la répression incessante, qui nous obligera à un moment donné à adopter des ripostes chaque fois plus conformes aux dures réalités qu'ils nous obligent à vivre... Mais nous ne sommes sûrs de rien... Nous essayons simplement d'être plus créatifs pour que la flamme de nos luttes ne s'éteigne jamais. Le témoignage de Paco sur les dernières actions organisées à Picassent nous apportent de la matière à réflexion :

"Mon transfert à Huelva est dû aux motifs suivants : à Picassent, José Manuel Luengos Fernandez (aujourd'hui à Jaen II), Bernardo Sevilla Borrego (aujourd'hui à Cordoba) et moi-même, avons maintenu une grève de la faim pendant tous le mois de décembre (2000) et par la suite pendant 18 autres jours au cours du mois de mars 2001. Comme réponse, la direction de Picassent II a accru la répression et nous y avons répondu dans un premier temps par une confrontation directe, par des propos et par de la désobéissance. Face à notre attitude, les bourreaux ont répondu par le tabassage de Sevilla et de Juan (le Tondu). Ils nous ont séparés et nous sommes restés trois prisonniers FIES, chacun de nous confiné dans une cour. Mais, par accord commun, nous sommes arrivés à la conclusion que dans le module FIES de Picassent, les luttes comme les txapeos, les grèves et les actions similaires ne font que nous conduire à plus de répression, pleine de restrictions, de rétention du courrier et d'isolement par rapport aux autres compagnons/nes du dedans comme du dehors. En même temps, nous avons pris conscience que tout ce qui arrive à Picassent II est systématiquement passé sous silence. Personne ne sait ce qui s'y passe. Face à cette situation difficile, notre nouvelle stratégie fut la suivante : après le dernier tabassage de Juan et notre isolement respectif, nous avons décidé de détruire tout ce qui était possible. L'ennemi nous a attaqué un par un, protégé par son nombre supérieur, ses matraques, ses casques et ses boucliers. Notre compagnon Sevilla a été transféré le 16 janvier à l'Hôpital Général Universitaire (pendant une journée), et moi-même j'ai fini le même jour dans le même hôpital car lors de notre affrontement avec les bourreaux, je brandissais une pointe de 16 centimètres qui pendant l'agitation de ce combat acharné a fini par se planter dans mon poumon gauche (et pas par main), de là à m'interroger... Tentative d'assassinat ? J'ai été admis 6 jours aux urgences, en passant par la salle d'opération dudit hôpital. Après tout ce temps, du fait de l'inquiétude que je ressentais quant à l'état de mes compagnons, j'ai moi-même insisté pour sortir de l'hôpital le 8 [février], bien que mon poumon ne soit pas guéri. A mon arrivée dans le module 9bis (l'aile du contrôle direct), j'ai constaté que Luengos et Sevilla se trouvaient encore en bas (j'étais au premier étage). Tout continua comme avant : article 75, isolement, restriction de promenade, nourriture dégueulasse...

Que faire ? Penser à une nouvelle stratégie qui ne se retourne pas contre nous, mais qui ne laisse pas de doutes sur nos intentions. La répression continue : lors des fouilles quotidiennes, toutes nos affaires sont jetées au sol sans le moindre respect pour les objets auxquels nous tenons (photos, etc.). Il ne s'agit plus de fouilles mais de mise à sac, réalisée avec l'intention de nous soumettre. C'est à ce moment que nous avons décidé de rendre inutilisable le module FIES en utilisant des draps, des housses de matelas, des serviettes et des chemises coupées en morceaux que nous avons introduits dans les WC pour créer des bouchons qui bloquent les canalisations, empêchant l'évacuation des déchets. Le résultat fut l'inutilisation totale de trois cellules, avec de la merde et de l'eau nauséabonde qui inondaient tous les couloirs, qui descendaient par les escaliers jusqu'à arriver au pied des gardiens. Pour couronner le tout, on leur demandait par l'interphone pourquoi il y avait autant de merde qui sortait des WC. Eux savaient parfaitement ce qui se passait, et ils nous ont changé de cellules. Une équipe de plombiers est venue pour essayer de déboucher l'énorme bouchon qui s'était formé jusque dans les égouts de la cour de promenade... Mais tu parles... ils n'y sont pas arrivés.



Dans les nouvelles cellules dans lesquelles ils nous ont mis, nous avons répété l'opération avec les mêmes résultats néfastes pour les structures du module ! Conclusion finale... ils ont fermé le FIES de Picassent et on nous a transféré tous les trois. Une délicieuse et joyeuse sensation de victoire m'envahit alors que j'étais assis dans le fourgon de la Guardia Civil, une grande joie et un sourire m'ont accompagnés pendant tout le voyage, avec l'idée que la merde flottait dans les couloirs pestilentiels et vides du module FIES de Picassent".

Chaleureuse accolade !

1. FIES : Fichier interne de suivi spécial. Modules spéciaux qui comportent plusieurs degrés en fonction de la soumission des détenus. On y trouve en général les meurtriers de flics, les braqueurs, des insoumis à l'armée et plus généralement à cette société. La torture et les tabassages y sont le lot quotidiens. Voir les infos diffusées par Tout le monde dehors ! – 21ter rue Voltaire – 75011 Paris qui a publié quatre lettres d'infos et deux brochures sur le sujet. / 2. Grève de promenade. / 3. Le 9 novembre 2000, la police a arrêté Eduardo Garcia Macias (membre de l'ABC) et Fany Maurete (une 3e personne est en fuite) en les accusant de liens avec sept colis piégés postés à des journalistes et un politicien en solidarité avec la lutte contre les FIES. Edu est depuis lors incarcéré en FIES.

[Traduit de l'espagnol par CS. Extrait du bulletin de l'ACOP'S – qui diffuse des lettres de prisonniers en lutte contre les FIES –, numéro publié vers mai 2001. Adresse : A COP'S – Apt. 24103 – 08080 Barcelona]

Lettre d'un prisonnier anarchiste turc

" **Je suis prisonnier anarchiste** depuis cinq ans maintenant. Ils (le DGM– cour de sûreté de l'Etat – et les autorités pénitentiaires de Malatya) m'ont condamné à 15 ans de prison parce que je refusais de dénier mes convictions et mon identité anarchiste. J'ai été confronté depuis à toutes sortes de problèmes. A la prison de Malatya, je fus placé dans le bloc dominé par les marxistes-léninistes qui cependant ne m'acceptèrent pas. On m'autorisa à demeurer là en tant qu'être humain ordinaire et non-politisé, mais pas en tant qu'anarchiste. Seuls les prisonniers du PKK m'acceptèrent mais à une condition : je n'étais pas autorisé à parler d'anarchisme à qui que ce soit. Bien qu'ils finirent par me laisser faire après insistance, ils ne reconnurent pas mon identité anarchiste [sic]. Ils étaient plutôt modérés envers moi étant donné que je m'étais défendu en tant qu'anarchiste kurde lors de mon procès à la DGM dans le passé. Si cela n'avait pas été le cas, je suis sûr qu'ils ne m'auraient pas permis de rester dans leur bloc.

Je n'eus pas d'autre choix que celui de demander mon transfert à la prison de Burdur. Il y avait en effet quatre autres détenus anarchistes. Ils s'étaient convertis [sic] à l'anarchisme après leur incarcération. Comme de nombreux anars en prison, ils venaient de milieux de gauche. A ce moment-là, j'étais torturé. Difficultés de respirer, maux de foie, problèmes de vue et d'ouïe. Plus important, je souffrais d'un sérieux traumatisme. Ma cellule n'avait alors pas d'air conditionné et ma santé commença à se détériorer d'autant plus. J'avais beaucoup de mal à respirer et parfois, je m'évanouissais. Je suggérais alors à mes camarades anarchistes de faire une demande de transfert dans une cellule équipée d'air conditionné. Nous nous mîmes d'accord mais les autorités de la prison rejetèrent notre demande illico. On nous dit alors de contacter les représentants du comité de prisonniers qui était contrôlé par les organisations marxistes-léninistes. Je leur expliquai alors le problème. Entre temps, je ne pus voir un docteur pour faire un bilan de santé. Je demandai également de l'aide aux représentants du Parti communiste marxiste léniniste (MLKP) et à ceux du PKK. Ils furent bouleversés par cette demande. Ils refusèrent de nous aider parce que nous sommes des anarchistes, pas des "révolutionnaires". Ils ne pouvaient nous considérer comme des révolutionnaires et nous suggérèrent de ne plus causer d'autres problèmes. Mes camarades et moi-même débattîmes du problème entre nous.



Nous décidâmes de demander notre transfert dans une autre prison où il n'y avait pas de marxistes. Des amis me suggérèrent de rester dans un des blocs politiques jusqu'à ce que ma santé s'améliore. Dans un premier temps, je refusai, mais je m'inquiétai alors du fait que je m'évanouissai plus fréquemment.

Je décidai d'en parler aux représentants du comité des prisonniers. Le MLKP refusa directement de me laisser rester dans leur bloc. Le PKK en revanche m'autorisa à rester à condition que je demeure un "citoyen ordinaire". Je fus réellement blessé par cette remarque et refusai. Entre temps, certain-e-s de mes visiteur/euses furent renvoyé-e-s par le comité de prisonniers – pour la bonne raison que nous n'étions pas des révolutionnaires (...). Nous fûmes alors transférés dans différents endroits.

Je me retrouvai moi-même à la prison de Konya/Ermelek. Je vécus là pendant deux ans. Pendant un moment, je restais avec les trotskistes car eux aussi étaient rejetés et traités comme nous par le comité de prisonniers. Je me rendis compte finalement combien il était difficile de vivre avec les marxistes. Seules mes tendances politiques en étaient la raison. Ma santé était en danger en isolement et je fus alors envoyé à l'hôpital d'Ankara Numune pour subir une opération. Cependant, ils ne purent rien faire pour mes sévères maux de tête et mes problèmes d'ouïe.

Comme vous pouvez le voir, la pénalité d'être un anarchiste peut être très sévère. On est confronté de tout bord. Je pense que cela est quelque chose dont les anars sont hautement conscients. J'espère que cette lettre aidera à vous informer des conditions auxquelles se trouve confronté un anarchiste dans les prisons turques".

[Cette lettre a été transmise par le 5th of May Group – P.O. Box 2474 – London N8 – Angleterre. D'après l'ABC Dijon qui leur a écrit (voir bulletin n°27, mai 2001, p.5), ce prisonnier, qui tient à rester anonyme, vit à présent en clandestinité après avoir été libéré. Il a tenté de se faire soigner sans succès et fait l'objet de nouvelles recherches pour "*propagande écrite visant à diviser la société turque*".]

MORT AUX VACHES

Les espaces non régis par les lois s'amenuisent à mesure que notre société progresse : on légifère sur la sexualité, la mort, l'hospitalité, les chiens, la nourriture, l'expression artistique, l'amitié, notre langage, nos désirs, sur des domaines qui jusqu'à présent s'abritaient derrière un vide juridique, seul espace en somme où nous pouvions vivre pleinement, mais la machine est en route. On criminalise à tour de bras, on codifie l'ensemble des actes sociaux, on quadrille les individuEs dans des grilles de plus en plus étroites et nous avons cette vague impression que personne n'y prend attention ou que chacun chacune perçoit ce rétrécissement angoissant des griffes du pouvoir sur nos vies comme une fatalité. Non, la tolérance zéro, le tout carcéral et l'extension du pouvoir sur des sphères incalculables ne sont pas plus inéluctables que la prison elle-même. Oui, nous sommes abolitionnistes et nous n'avons pas honte de le dire, pas même devant votre mine de dégoût, un Guy George sur le coin des lèvres. La prison ne protège pas la société contre les crimes atroces puisqu'elle n'a jamais réussi à les dissuader ; pire, le système qui la légitime en est en partie responsable.
La prison ne sert que les dirigeants dans la peur qu'elle inspire à ceux et celles qui auraient idée de ne pas respecter ses lois. Et surtout, elle représente la clef de voûte d'un système répressif bien plus large qui ne profite qu'aux tenants de l'Autorité : sans prison, plus de flics, de juges, d'avocats et donc de travail, de propriété privée etc... car l'abolition de la prison va de paire avec la destruction de ce monde. La grande force aujourd'hui de la prison, c'est de faire croire à sa nécessité. Nous tenons aujourd'hui à tuer en nous cette évidence et à réfléchir sur les stratégies d'extension du pénal dans nos vies.



Nous voulons démarginaliser cette idée de l'abolition dans un discours à la fois radical et proche de chacun, chacune puisque tout le monde se trouve aujourd'hui menacé par la prison dans ses actes les plus quotidiens. Nous refusons les discours tantôt citoyennistes tantôt vieille garde révolutionnaire qui font des différences et des degrés chez les détenus entre petites et grandes peines, élite politique et droits communs, confortant ainsi le pouvoir dans son discours sur l'utilité de la prison. Nous refusons de cautionner cette extension du dedans au dehors.
Nous ne voulons plus de prisons, même pour les innocent-Es.

Des squatteurEs. Quelques criminelles parmi tant d'autres.

[Tract reçu de la région lilloise vers mai 2001]



FLICAGE... DÉGAGE !

LIBERTÉ POUR FREE ET CRITTER

Free et Critter, deux jeunes anarchistes américains d'Oregon, ont été arrêtés en juin 2000 puis incarcérés pour incendie volontaire et tentative, confection et possession de matériel explosif pour l'incendie d'un négociant automobile et une station essence [1]. Critter a reconnu les faits sans plaider coupable et a été condamné le 22 novembre 2000 à 5 ans et demi de prison. Quant à Free, il a été condamné après plusieurs péripéties à 22 ans et 8 mois de prison le 11 juin 2001 [2]. Il a uniquement reconnu le premier incendie. Ci-dessous, nous publions la traduction d'une lettre que lui adresse Lorenzo Komboa Ervin, ancien prisonnier toujours actif contre les prisons [3].

28 juillet 2001

Salut Free,

J'ai été où tu en es maintenant lorsque j'étais plus jeune (j'avais alors 21 ans), en devant passer le reste de ma vie en prison.

Condamné à une peine d'emprisonnement "à vie", qui était supposée garantir que je ne sortirais jamais de prison avant ma mort, qu'est-il arrivé ? Je ne suis pas mort et je suis sorti bien plus tôt que tout le monde l'espérait. Ne te méprends pas. J'ai passé environ 15 longues années en prison, où je fus sujet à toutes les formes de terrorisme et de brutalité que l'Etat pouvait me faire subir. J'ai passé neuf ans en isolement et en unités de contrôle [de haute sécurité]. J'étais tabassé et torturé, affamé et battu. Ils voulaient me briser et me voir ramper. Malgré cela, j'avais décidé de résister par tous les moyens possibles. S'il y avait une émeute, je voulais en être, s'il y avait une évasion, je voulais y participer ; s'il y avait une grève, je bougeais en faveur des moyens les plus extrêmes – toutes formes de luttes pour lesquelles je vivais et j'étais prêt à mourir.

Ne te méprends pas, je n'étais pas un héros, et j'aurais voulu par tous les diables être ailleurs, mais comme toi je comprends pourquoi il est si important de défier ses gardiens, même lorsqu'on lutte pour survivre, littéralement en enfer. Je n'étais pas un héros ou une "personne spéciale" et si je suis sorti de captivité c'est grâce à une campagne internationale de soutien, de l'Anarchist Black Cross, HAPOTOC (Comité d'aide aux prisonniers et de refus de la torture), et de diverses parties de la gauche et même de mouvements libéraux, partout dans le monde. Ce n'était pas ce que le directeur de prison voulait, et les juges d'application des peines me promettaient que j'y resterais "pour toujours" à cause d'une émeute en prison en réaction à la rébellion d'Attica en 1971 et au massacre qui a suivi. Plusieurs matons furent blessés et je fus le bouc émissaire, avant d'être condamné à 30 années supplémentaires. C'est à cela que j'étais confronté, et j'ai fini par sortir en 1983 ; depuis lors, je fais un raffut de tous les diables.



Qu'est-ce que cela signifie ? Que tu peux lutter et que tu peux survivre. Plus important encore, qu'une campagne active pourrait te libérer, quelles que soient les conditions dans lesquelles tu te trouves. Eh, c'est bien la campagne de soutien international qui a permis à Mumia Abu Jamal de rester vivant et qui augmente maintenant ses chances d'être finalement relâché, pas les avocats classieux. Son avocat s'était assoupi lors du procès et sa première équipe d'avocats "des droits civiques" l'ont vendu contre la renommée et la gloire procurées par un bouquin.

Tu a l'air d'avoir des idées fortes, et je suis sûr qu'elles le sont. Nous ferons tout ce que nous pourrons d'ici pour retourner ta condamnation injuste. Je dois venir à Eugene pour y parler de toi cet automne et j'espère récolter de l'argent pour ton comité de défense. Tu es actuellement en bien meilleure forme que je ne l'étais lorsque je suis allé pour la première fois en prison ; je n'avais aucune source de soutien parce que le gouvernement avait déjà écrasé la gauche au début des années 70. Les choses peuvent sembler décourageantes maintenant, elles étaient pire alors. Mais j'ai appris que c'est le mouvement dans les rues qui décide si tu languis en prison ou si tu es relâché, pas l'Etat. S'il devient suffisamment puissant, il peut déboucher sur une issue favorable, même si les officiels te jurent que tu seras exécuté ou que tu mourras en prison. Nous devons lutter durement pour toi et tous les prisonniers politiques [sic], spécialement ceux qui sont enfermés depuis des décennies. Nous devons vaincre ce gouvernement raciste et corrompu. Prison, où est ta victoire ?

Amitié et lutte

Lorenzo Komboa Ervin

1 Plus de détails dans *Cette Semaine* n°82 (fév. 2001), p.31
2 Adresse : Jeffrey Luers #13797671 / TRCI / 82911 Beach Access Rd. / Umatilla / OR 97882
3 Auteur de *Anarchism and the Black Revolution* (1979).

AUSTRALIE

ÉMEUTES EN CENTRES DE RÉTENTION

Dans notre dernier numéro, nous avions publié un texte sur quelques émeutes qui s'étaient passées l'an dernier dans des centres de rétention australiens. Depuis, nous avons trouvé d'autres traces de ces révoltes collectives...

DES IMMIGRANTS " ILLÉGAUX " ARMÉS de briques et de barres de fer, ont engagé une bataille avec la police dans un centre de rétention dans le nord-ouest de l'Australie.

Plus de 180 détenus, la plupart du Moyen-Orient, ont tenté rapidement de submerger le centre avant que la police n'en reprenne le contrôle.

Le ministre australien de l'immigration, Philip Ruddock, a déclaré que les Chinois qui sont à l'origine de l'émeute sont également responsables des troubles dans un autre centre du sud de l'Australie en septembre 2000, au cours desquels treize gardiens furent blessés et les dommages estimés à plusieurs millions de dollars.

Les demandeurs d'asile qui tentent de rentrer en Australie illégalement sont automatiquement placés en rétention avec des délais d'attente très longs.

22 janvier 2001 (BBC)

PRÈS DE 200 DEMANDEURS D'ASILE ONT SACCAGÉ un centre de rétention éloigné en Australie, brûlant les bâtiments et abattant les clôtures au cours de la seconde émeute de la semaine dans un camp pour immigrés de ce pays.

Le Département de l'Immigration a précisé que la police a été appelée après que 200 détenus aient commencé à tout détruire dans le centre Curtin à l'ouest de l'Australie, qui héberge environ 850 détenus.

"*Ils ont abattu quelques clôture intérieures, fait des trous dedans, allumé des feux et incendié entièrement deux préfabriqués*" d'après son porte-parole.

Mardi dernier, environ 40 détenus ont trouvé moyen de retourner des armes contre le personnel pour protester contre l'expulsion de trois personnes vers le Moyen-Orient.

Lundi, un pakistanais s'était immolé devant le parlement australien à Canberra après le refus d'un visa pour sa femme et ses trois soeurs.

Le ministre de l'Immigration Philip Ruddock a déclaré que les protestations ne changeraient pas la politique du gouvernement conservateur qui est d'étudier chaque cas de réfugié selon ses stricts mérites.

4 avril 2001 (Reuters)

[Les dépêches et le texte ci-contre ont été traduits de l'anglais par CS]

Le citoyennisme, stade suprême du réformisme

NOUS NE SOMMES RIEN - SOYONS TOUT

À nous, exploités, opprimés, aliénés, marchandisés bref prolétaires, il ne nous est jamais proposé que de revendiquer plus de démocratie, plus d'égalité, plus de droits sociaux, plus de... sans jamais toucher à la base de tous nos problèmes : le capitalisme comme système d'exploitation et rapport social entre les humains. Partout dans les rangs des soi-disants opposants à la mondialisation des marchés, ce n'est souvent qu'une sinistre apologie de l'économie et de l'état, comme chez Bové, leur vedette médiatique.

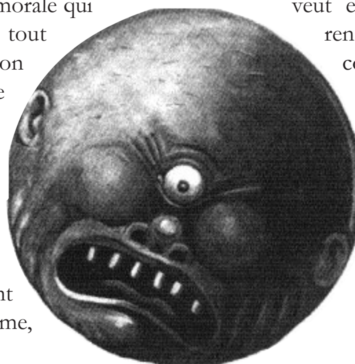
Ce Walesa du roquefort qui traite les autres d'en face d'anti-économiques soutient que lui et ses ami-e-s sont les mieux placés pour faire rouler (!) l'économie... évidemment de façon durable et équitable. Il s'agit bien sûr d'une allégeance manifeste aux termes centraux de la domination capitaliste. Mais plus insidieuse parce que proche de nous, marchant à notre pas, est cette nouvelle tendance à l'extrême du citoyennisme respectable : il s'agit bien entendu de cette mouvance qui se proclame "anti-capitaliste", "anti-autoritaire", "autogestionnaire", et tutti quanti.

SOUS LE NOUVEL ANTI-CAPITALISME : LE CAPITAL ! ! !

À cette aile radicale qui s'y connaît en rhétorique anti-capitaliste et manie bien les déclarations de principes on serait porté à répondre : cause toujours, mon lapin ! En fait, ils en veulent au capital financier, aux corporations ; c'est le vieil anti-impérialisme qui revient par la porte d'en arrière. Le socialisme puéril d'hier s'est transformé en un anti-capitalisme de bon aloi assorti d'une exigence de démocratie totale. Toutes les séparations capitalistes y sont magnifiées comme autant d'identités réelles à sauvegarder et à promouvoir (sexe, âge, race, nationalité, rôles sociaux ou économiques, minéraux, végétaux et cosmos, la liste est infinie...). Cette aile turbulente brasse bien, timidement, la cage de leurs aînés plus respectables mais c'est pour les accuser, devant la galerie médiatique, de trahison. En outre elle agit le plus souvent comme troupe de choc des partis et syndicats qui s'en servent à leur tour comme épouvantail.

Pétries de messianisme militant, toutes ces bonnes âmes veulent radicaliser les luttes, organiser la résistance voire préparer l'offensive mais la radicalisation et l'extension des luttes n'est pas une question de volonté et d'organisation militante (quoiqu'une certaine forme de volonté et d'organisation y soit nécessairement présente). Notre rejet de la frénésie activiste non-critique n'est pas un rejet de la possibilité de luttes réelles dont nous serions, comme tous, partie prenante à divers niveaux. Simplement, toute formalisation organisationnelle de ces luttes n'est plus envisageable et c'est au sein même de la classe dont nous faisons partie que doivent se trouver les lignes de rupture avec la prison consensuelle du Capital et le fétichisme des catégories économiques et sociales. L'inévitable assaut contre tous les dispositifs citoyens, étatiques et para-étatiques, devra évidemment se débarrasser de ce dogme faisandé de la non-violence ainsi que du vieux fond de morale qui maquillent actuellement, au point de le défigurer, tout mouvement de contestation. Pour tendre à la production de nouveaux rapports sociaux, les attaques contre le capitalisme doivent déjà contenir une communisation de la lutte et des rapports qui s'en dégagent.

Il n'y a plus aucun projet positif, aucune affirmation prolétaire possible à l'intérieur du Capital. Les limites mêmes de toutes les luttes revendicatives (démocratisation et "humanisation" du système) posent plus que jamais la nécessité de l'abolition du capitalisme, donc du prolétariat.



2. LE CITOYENNISME, STADE SUPRÊME DU RÉFORMISME

Après Seattle, Davos, Porto Alegre, nous revoici conviés à une de ces grandes messes citoyennes qui accompagnent chaque réunion internationale des gestionnaires du Capital. Ce face à face maintenant prévisible nous renvoie une même image des deux côtés de la célèbre clôture : celle d'une confrontation politique - la politique étant cette vieille et tenace illusion que l'on peut aussi bien maîtriser la dynamique du Capital que civiliser l'exploitation en démocratisant son dispositif. Dès lors, le vrai "périmètre de sécurité" n'est plus celui, dans lequel on veut nous empêcher d'entrer par un barrage de flics, mais bien celui dans lequel on se voit confiné tous les jours : l'incontournable Marché et son indispensable corollaire, l'État.

D'un côté de la clôture policière, les forces de l'ordre capitaliste triomphant sont bien connues : si des corporations, voire des individu-e-s, y sont facilement identifiables, ils ne sont évidemment que les gérant-e-s (que certain-e-s d'en face voudraient bien remplacer) d'un système qui leur profite. Avec la restructuration du mode de production capitaliste, fondée sur la précarisation et le déracinement de larges secteurs du prolétariat (tiens, il n'était pas enterré, celui-là ?), la dérégulation actuelle est aussi nécessaire à la relance du Capital que l'était sa régulation dans "les beaux jours" de l'État-providence. Comme toujours, la crise économique est la crise du rapport social d'exploitation, car le Capital est avant tout un rapport social. En ce sens, le camp retranché des exploiteurs d'en face tient plus de la représentation spectaculaire des "forces du MAL" que d'un quartier général que les "forces du BIEN" devraient investir. Quant à ces forces du bien, les fameux citoyens-citoyennes, il s'agit de ceux et celles dont l'exaltant objectif est de contrôler démocratiquement l'économie, tous ces organismes de sous-traitance de l'encadrement social (CSN, FTQ, FFQ, CSQ, PQ et autres trous du Q, plus les groupes communautaires, ONG, etc.) qui, paraît-il, "représentent la société-civile". Ils n'ont bien sûr que le mot "alternative" en gueule, des plus réalistes aux plus "radicaux" : on passe d'un capitalisme "humanisé" grâce au partage du temps de travail et autres balivernes à l'exigence d'une démocratie directe et totale pour le partage des "richesses" (entendons : des marchandises).

En somme, aucune remise en question du caractère marchand des biens et de la force de travail qui les produit : PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL = PARTAGE DE L'EXPLOITATION ; PARTAGE DES RICHESSES = PARTAGE DES MARCHANDISES.

Le citoyennisme est donc cette idéologie qui voit dans le Capital une sorte de force neutre qui, gérée autrement, pourrait faire le bonheur de l'humanité au lieu de sa perte. Maintenant que seuls des déchets idéologiques passés de date réclament encore une gestion ouvrière du Capital, dans la trousse militante, la lutte des classes a fait place à la lutte démocratique. C'est avec cette revendication comme "arme" qu'on veut encadrer ladite mondialisation, tout cela par un renforcement de l'État avec des citoyens responsables comme base active de soutien.

Les pseudo-solutions réalistes avancées par les citoyennistes apparaissent dès lors pour ce qu'elles sont réellement : les moyens pour le Capital de maintenir l'ordre des choses et de contenir, voire réprimer, toutes velléités de subversion des rapports sociaux.

des libertaires - avril 2001

Compte-rendu de la journée d'action du 20 avril à Québec

QUÉBEC, LE 20 AVRIL 2001. CONTRE TOUTE ATTENTE, la plus importante opération de sécurité de l'histoire du Canada accompagnée d'une vaste campagne d'intimidation, s'est révélée impuissante à étouffer l'opposition de rue au Sommet des Amériques !!!

Malgré leurs 6500 flics (incluant 1500 affectés à l'anti-émeute), leurs 1200 militaires, leurs dépenses d'au moins 70 millions $ en mesures de sécurité, il n'aura fallu qu'un seul manifestant bien déterminé, épaulé par une poignée de camarades, pour faire chuter un pan complet de la clôture sur la rue René Lévesque !!! Depuis le milieu de l'après-midi, la clôture de 4 km qui ceinture le périmètre de sécurité a été attaquée sur quatre fronts, soit sur le boulevard René-Lévesque, la côte d'Abraham, la rue Dufrain et la Grande Allée. C'est ainsi plus de 100 mètres de distance de la clôture qui furent abattus par les opposantEs à quelques pas du Centre des congrès.

Sur la rue Dufrain, des manifestantEs réussirent à provoquer l'écroulement d'une portion de la clôture à l'aide de cordes mais décidèrent de ne pas pénétrer dans le périmètre vu leur manque d'équipement pour affronter des forces policières armées jusqu'aux dents. Environ 300 protestataires se sont relayéEs pour lancer des vagues d'assauts contre les lignes de l'escouade anti-émeute. Des projectiles, surtout légers, mais incluant aussi d'occasionnels cocktails Molotov, furent lancés contre les escouades anti-émeute de la SQ (Sûreté du Québec). Des stations de radio telles que CHRC et CHOI ont permis de suivre à la minute près le déroulement des manifestations de la journée.

Devant tant de grabuge, la cérémonie officielle d'ouverture du Sommet des Amériques, qui devait débuter à 18h30 , a dû être retardée d'au moins une heure !! D'autres activités prévues dans le cadre du Sommet, telle que la rencontre entre le premier ministre canadien Jean Chrétien et le président du Chili Ricardo Lagos, ont été carrément annulées. Les nuages de gaz lacrymogènes ont enveloppé la haute-ville, empoisonnant les dignitaires et obligeant les autorités à verrouiller et sceller les édifices où se déroulaient les travaux du Sommet, de même qu'à interdire l'accès au périmètre à tout véhicule.

Sur l'heure du souper, les journalistes accrédités étaient devenus carrément prisonnierEs du Centre des congrès, où se déroule le Sommet des Amériques, les policiers leur refusant l'accès à l'extérieur, donc, à leur salle de presse. En effet, vue la débandade complète de l'opération ultrasécuritaire, il est clair que les flics et le gouvernement n'ont pas du tout intérêt à ce que ces événements puissent être rapportés à temps pour les dates de tombées des bulletins d'information des grands réseaux de télévision.

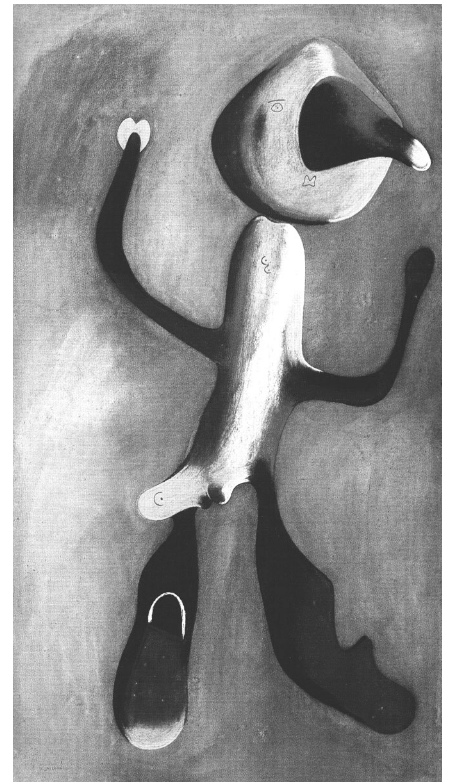
Sur l'heure du souper, l'exaspération des journalistes est à un point tel qu'ils ont tenu une manif improvisée, à l'intérieur du périmètre de sécurité, en bloquant temporairement un convoi de véhicules de la GRC (Gendarmerie Royale du Canada) ! Parallèlement à cela, plusieurs véhicules des réseaux de télévision furent aussi vandalisés par des manifestantEs et un journaliste de TVA a été blessé à la tête par le jet d'une bouteille.

Déroulement du Carnaval contre le capitalisme

Environs 5000 personnes étaient présentes au rendez-vous, à l'Université Laval, à Sainte-Foy, sur l'heure du midi, pour participer au Carnaval contre le capitalisme organisé conjointement par la CLAC (Convergence des Luttes Anti-Capitalisme), de Montréal, et la CASA (Comité d'Accueil du Sommet des Amériques), de Québec. La CLAC et la CASA sont des organisations à tendance anti-autoritaires favorables à la diversité des tactiques. Ainsi, la journée d'action du 20 avril a prévu trois différentes zones verte-jaune-rouge, selon le degré de risque des actions (vert étant les manifs à risque minimal, jaune à risques à niveau intermédiaire, rouge à hauts risques).

La foule était très diversifiée, comprenant à la fois des jeunes et des moins jeunes, des anarchistes parfois bien équipés (casques, boucliers, masque à gaz, etc.) parfois non, des maoïstes avec leurs drapeaux rouge, des contestataires sans allégeance politique définie, des étudiantEs, un groupe de cheer-leaders radicales, etc. Les éléments combatifs, toutes tendances confondues sont estimés à 200, 300 personnes. Parmi les attractions les plus populaires du Carnaval, mentionnons une magnifique catapulte (grandeur nature !). Pour vous donner une idée de la grosseur de la foule, celle-ci s'allongeait sur distance de 15 coins de rues.

Aussi présent sur les lieux, le GOMM (Groupe Opposé à la Mondialisation des Marchés), une coalition d'associations étudiantes et de syndicats apparemment sous l'influence du PDS (Parti de la Démocratie Socialiste, ex-NPD-Québec). Peu après le départ de la marche, les militantEs du GOMM ont tentéEs de détourner le Carnaval pour lui imposer leur propre parcours, une tentative qui a finalement échouée lorsque les activistes de la CLAC et de la CASA ont découvert le coup fourré, donnant ainsi lieu à une confrontation verbale qui aurait pu, mais n'a pas, dégénérée en bagarre.



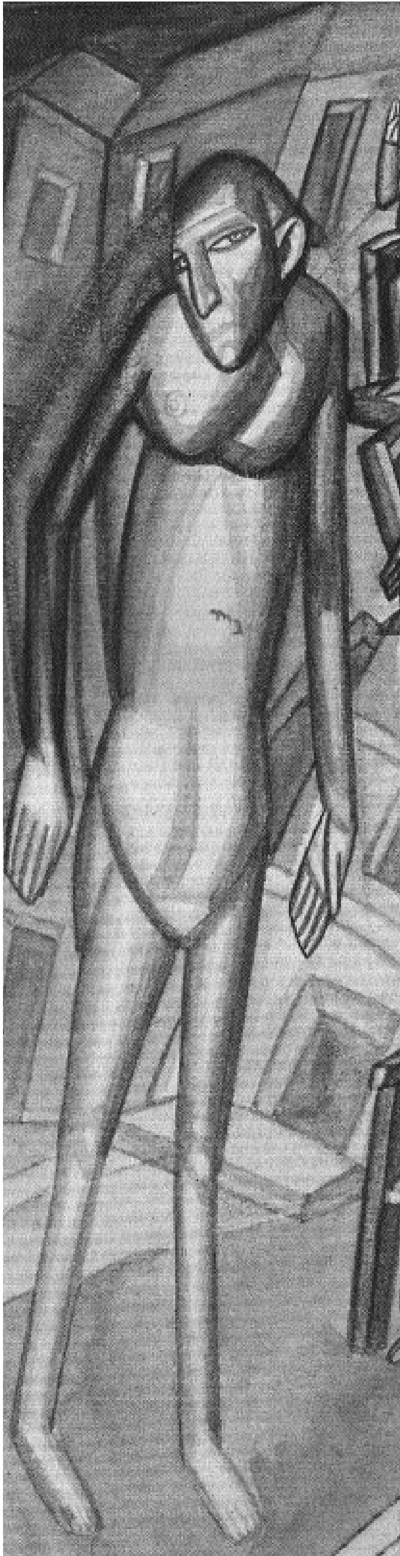
Sur la route, la présence policière se limite à diriger le trafic. Des manifestantEs s'en sont parfois pris aux auto-patrouilles : un activiste a été vu en train de dégonfler un pneu, un autre véhicule policier a été décoré d'un graffiti (" fuck you", classique, mais efficace). L'incident le plus sérieux a été lorsqu'un flic a reçu un coup de poing en pleine sale gueule par ce qui semblait être un anarchiste cagoulé, vers 15h00. Le flic a sorti son arme à feu mais ne l'a pas dégainée, lorsqu'il s'est aperçu que la scène faisait l'objet de l'attention de photographes.

À un moment au cours de la marche, les participantes se sont vus offrir la possibilité de soit tourner à gauche pour se rendre à l'îlot Fleuri, pour une fête de rue avec DJ (zone verte), ou encore continuer tout droit sur René-Lévesque pour aller manifester devant le périmètre (zone jaune). Quant aux zones rouges, elles n'avaient pas d'endroits précis, mais on pouvait supposer que les actions rouges se dérouleraient à l'intérieur de la zone jaune. La majorité des participantEs, environs 4000 personnes, ont opté pour continuer jusqu'au périmètre.

Rendu là, un manifestant est monté sur la clôture, sur René-Lévesque, et s'est mis à la faire balancer. Avec l'aide d'une poignée d'autres camarades, un pan entier de la clôture a foutu le camp dans le temps de le dire sous les hurlements triomphalistes de la foule en délire. Il est

environ 15h30. Une trentaine de flics anti-émeute sont présents de l'autre côté et répliquent en tirant des grenades lacrymogènes, qui sont aussitôt relancés dans leur direction. D'ailleurs, le vent pousse dans la direction de la flicaille, limitant ainsi l'efficacité de leurs gaz. Des manifestantEs pénètrent à l'intérieur du périmètre sur une distance d'environs dix mètres et sont suivis par la catapulte qui bombarde l'escouade anti-émeute d'oursons en peluche !!!

Durant environ une heure et demie, des projectiles surtout légers, mais aussi quelques pavés, volent en direction des flics, qui eux, font parfois semblant de charger la foule, provoquant certains mouvements de panique, mais s'arrêtent pas loin. La stratégie policière consiste essentiellement à regagner mètre par mètre le territoire aux mains du Carnaval.



Un des événements les plus déterminants sera l'apparition de deux monstrueux camions équipés de canons à eau. Il s'agit de véhicules gigantesques que l'on retrouve habituellement sur les aéroports et sur lesquels le mot "POLICE" a été inscrit en grosses lettres. Les deux mastodontes se sont mis à avancer parmi les manifestantEs et, après un court moment d'hésitation incrédule, la réplique ne s'est pas fait attendre.

Un manifestant a commencé par installer une banderole sur le canon, situé au devant du véhicule. Puis, d'autres protestataires se sont mis à assaillir le camion de coups de bâtons. La fenêtre côté conducteur a rapidement été fracassée, ce qui a entraîné automatiquement l'envoi d'un puissant jet d'eau en direction de la foule. Encore là, ce fut la débandade totale pour la SQ, les mastodontes ont fui honteusement sous les huées hostiles aussi vite qu'ils étaient apparut. Hourra !

Fête populaire sur la rue Saint-Jean

À un coin de rue au sud du champ de bataille se déroulait une fête populaire organisée par le Comité Populaire Saint-Jean Baptiste. Débutant à midi, avec la présence de quelques centaines de personnes sur place, l'affluence a grossi pour atteindre plusieurs milliers de personnes répandues sur une distance de 9 coins de rue dans le courant de l'après-midi.

De nombreux commerces décorèrent leurs vitrines avec des posters annonçant la création d'une "Zone de Libre-Expression". Quant à la clôture, elle fut aussi décorée de pancartes, tissus colorés, au point où il restait peu d'espace où accrocher des trucs dessus. Plusieurs messages à la craie furent inscrits un peu partout sur les trottoirs et des pierres tombales signifiant la mort (?) de la liberté d'expression étaient disposées à plusieurs endroits.

Vers 15h00, le Collectif de résistance ludique a organisé une action rigolote consistant à lancer trois tonnes de rouleaux de papier de toilettes au-dessus de la clôture à l'intérieur du périmètre de sécurité, afin de permettre aux dignitaires du Sommet des Amériques de ramasser toute la marde qu'ils vont faire avec leur ZLÉA. Certains flics, visiblement blasés, ont répliqué en relançant quelques rouleaux aux participantEs à la fête populaire.

Bien que la présence policière sur la rue Saint-Jean soit demeurée quasiment inexistante tout le long de l'après-midi, les responsables du Comité conseillèrent aux parents accompagnant leurs enfants de commencer à quitter les lieux. C'est que le vent risquait de repousser les vapeurs de lacrymos dans la zone verte et ainsi incommoder les personnes en bas âges. À ce moment-là, un gros nuage de lacrymos était visible à partir de la rue Saint-jean. D'ailleurs, plusieurs combattantEs usèrent de la zone verte comme une aire de repos, relaxant une demi-heure le temps de reprendre pour retourner sur le front pour résister aux flics.

Répression

C'est peu après cette annonce qu'une équipe de cinq agents en civil déguisés en manifestants procédèrent à l'arrestation, qui ressemblait en fait à un kidnapping, de l'organisateur le plus connu, et le plus criminalisé de la CLAC, Jaggi Singh. Les gros porcs lui ont sauté dessus sans aucun avertissement en frappant Jaggi juste en face des locaux du Comité populaire Saint-Jean Baptiste devant des dizaines de témoins. Une poignée de camarades eurent le réflexe de lui venir en aide, frappant les flics et tentant de libérer Jaggi de leurs sales pattes. Débordés, les agents crièrent qu'ils étaient de la police et sortirent de leurs manteaux des matraques télescopiques en menaçant physiquement les camarades impliqués dans la mêlée.

Les agents créèrent un effet de surprise dont ils profitèrent pour prendre la fuite, avec leur prisonnier qu'ils jetèrent brutalement à l'intérieur de leur véhicule banalisé, qui lui fut la cible de plusieurs projectiles avant de disparaître définitivement de la rue Saint-Jean. Il s'en fallu de peu pour que les camarades parviennent à libérer Jaggi, tout ce qu'il manquait c'était davantage de monde pour jouer des bras avec cette bande de brutes.

Lors d'une conférence de presse, les flics présentèrent Jaggi Singh comme étant un "leader du Black Bloc", ce qui est évidemment un grossier mensonge. Il est à craindre que Jaggi connaisse des difficultés pour être remis liberté [qui fut obtenue plusieurs jours après, ndlr], puisqu'il fait déjà l'objet de sévères conditions suite à son arrestation lors de la manifestation du 23 octobre 2000, à Montréal, contre la réunion du G-20.

Ces conditions lui stipulent qu'en cas d'arrestation dans le futur il devra débourser pas moins de 4000$ (soit 1000$ pour chacune de ses accusations) pour être remis en liberté. De plus, une camarade s'était portée garante de la bonne conduite de Jaggi en signant un engagement lui contraignant de payer 1000$ en cas de non-respect de ses conditions. (plus d'info sur ce cas particulier suivra bientôt).

Lors de leur point de presse, les flics ont aussi précisé qu'ils en étaient rendus à 24 arrestations (ce nombre a grimpé à 28 au moment d'écrire ces lignes). Ce chiffre comprend l'arrestation de deux personnes à l'intérieur d'une automobile en matinée, à Sainte-Foy. Les flics

prétendent avoir saisi dans le véhicule des tiges de métal, des casques, des balles de granit, des batteries, etc. L'un des individus est accusé de "complot", tandis que l'autre a été libéré par la police sans aucunes accusations.

En fin de journée, les flics revendiquaient cinq blessés dans leurs rangs. Du côté des manifestantEs, nous avons connaissance de quatre cas de blesséEs, qui n'incluent pas les personnes affectées par les effets des gaz. Cela comprend une personne ayant reçu six points de suture sur la tête et un cas d'hémorragie sérieuse.

La répression a été dénoncée par la CLAC et la CASA au cours d'un point de presse, de même que par la coalition non-violente OQP-2001 (Opération Québec-Printemps), qui revendiqua elle aussi la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées par le biais d'un communiqué. Ce n'est pas une surprise qu'on ne puisse pas en dire autant des dirigeantEs collabos-réformistes du Sommet des peuples, qui se sont empressés de dénoncer la "violence" à la fois des flics et des opposantEs, qu'ils et elles ont mit sur un même pied d'égalité.

Françoise David, la présidente de la FFQ (Fédération des Femmes du Québec) et Claudette Charbonneau, la vice-présidente de la centrale CSN (Confédération des Syndicats Nationaux) pointèrent du doigt "*un très petit groupe bien organisé depuis longtemps*" comme étant à l'origine des troubles alors que leur teach-in sur la ZLÉA qui était offert plus tôt dans la journée par l'Alliance continentale des peuples n'a pas attiré un chat !

Les échauffourées entre flics et manifestantEs se sont poursuivies jusqu'à tard en soirée alors que des vans remplis d'agents en civil ratissaient les rues à la recherche de proies à embarquer. Et pendant ce temps, le bruit des hélicoptères de police donnait un caractère de ville assiégé à la vieille capitale…

À suivre!

Bubuv, en direct de Québec

[Texte posté le 22 avril 2001
sur a-infos]

MARCHE CITOYENNE À QUÉBEC : LES PIEDS DANS LE PLAT

La manifestation du 21 avril est appelée, dans le cadre du "Sommet des peuples", par tous les organismes de sous-traitance de l'encadrement social que constituent les syndicats, Ong, groupes communautaires, groupes de femmes, asso-étudiantes, etc., bref ceux et celles qui se définissent comme la "société civile". Cette initiative, qui est du même type que la "Marche mondiale des femmes" ou le forum social de Porto-Alegre, vise à asseoir le mouvement citoyenniste comme alternative et partenaire social dans le système capitaliste.

A Québec, cette manifestation est sous le contrôle absolu de ces organismes tant par ses buts clairement affichés de régulation et d'aménagement du capitalisme que par son déroulement et son encadrement socio-flic.

Il nous semble pour le moins étrange que, dans un tel contexte, une fédération se réclamant de l'anarchisme-communisme et prônant un anticapitalisme radical ait lancé un appel à former un contingent libertaire (voir note 2). Plus troublant encore est le libellé même de l'appel qui qualifie cette manifestation d'"unitaire", ce qui ne serait vrai qu'en autant qu'on ait admis bêtement qu'il faille tous s'unir derrière ces capitalistes syndicaux et sociaux sans se poser ces questions élémentaires : unité, avec qui ? et sur quoi ? De plus, devons-nous préciser que même les organismes consensuels et confusionnistes que sont la CLAC et le CASA(1) se sont vus imposer toute une série de conditions pour participer à la table de concertation qui, entre autres, organise cette marche. La CLAC, en particulier, a été fermement tenue à l'écart de l'organisation. Au sein de la CLAC du moins, on sait que des débats ont eu lieu sur la pertinence de participer à cette parade, ce que, conformément à leur nature (voir note 1), ils ont naturellement accepté…

Unitaire, cette marche ne l'est donc que pour ceux et celles qui se prennent pour des citoyens et citoyennes responsables et s'opposent seulement à la "mondialisation". Plus déconcertant et paradoxal encore est l'appel de la NEFAC(2) lorsqu'elle donne à l'avance des garanties aux capitalistes syndicaux et sociaux qui contrôlent cette marche, en affirmant : "*Nous respecterons l'esprit des paramètres de cette manifestation… à moins d'une attaque de la part des policiers ou des services d'ordre qui nous obligeraient à nous défendre, nous resterons non-violents lors de cet événement*".

Nous pensons qu'il s'agit là d'un dangereux précédent : offrir à l'ennemi la respectabilité qu'il nous réclame pour faire parti de "son mouvement". Et nous restons persuadés qu'il n'est point besoin de rappeler à nos camarades fédérés que la rue ne se marchande pas, que ceux et celles qui se disent libertaires et/ou anarchistes ou simplement révolutionnaires n'ont rien en commun avec ces marches citoyennes et qu'ils n'ont surtout pas à payer de ticket d'entrée pour prendre la rue.

Dernières remarques. Lorsque cet appel ajoute : "*Lors de la journée du 21 avril, l'idée pour nous n'est pas de diviser le mouvement, ni de le provoquer mais bien que les*



tendances libertaires se déploient et se rendent le plus visible possible. (…) directement visible pour le peuple, avec nous dans la rue (ou, à la rigueur visible pour les quelques scribouilleurs réellement alternatifs)" il y a quelques questions à se poser. De quel mouvement s'agit-il, celui qui veut l'abolition des conditions existantes, qui se positionne en tant que classe sociale antagoniste, bref avons-nous affaire à un mouvement s'inscrivant dans la lutte de classes, même avec des buts mystifiés ? Nous ne le croyons pas, et avec nous beaucoup de gens non plus. Et enfin dites-nous donc en quoi consiste ce "peuple" pour qui il faudrait être "directement visible" ? Comme le disait un aïeul : "*quand j'entends le mot "peuple", je me demande toujours quel mauvais coup on prépare contre les prolétaires*". Cette logique du vouloir-être-visible-pour-le-peuple peut nous conduire bien loin…

Pour finir, souvenons-nous qu'il y a à peine quelques mois beaucoup, disons des "anarchistes lutte de classes" qualifiait tout ce cirque anti-mondialisation de piège à rats où il n'était pas question de s'investir en priorité sinon avec une stratégie autonome et pour s'en démarquer. On n'en était pas encore à tricoter la queue de la comète du citoyennisme…

Il n'en tient encore qu'à nous de ne pas se laisser circonscrire. Et de riposter.

des libertaires

Contact : C.P.266, Succ. " C ", Montréal, Québec Canada H2L 4K1

(1) La CLAC (Convergences des Luttes Anti-Capitalistes) et le CASA (Comité d'Accueil du Sommet des Amériques) affirment haut et fort dans leurs chartes un anti-capitalisme qu'ils disent radical et une autonomie qu'ils affirment sans faille… En réalité, leur principale caractéristique tient dans leur volonté de démocratisme à tout crin, en fait on veut jusqu'à… démocratiser le capital. Aile gauche du citoyennisme, beaucoup de bonnes volontés et de réelles combativités s'y perdent dans l'activisme à court terme et les déclarations de principes.

(2) La NEFAC (North-Eastern Federation of Anarchists-Communists) est une récente fédération de groupes se réclamant de l'anarcho-communisme. L'appel dont il est question est paru sur Ainfos du 29 mars 2001.

[Texte posté le 10 avril 2001 sur a-infos]

La globalisation du Roquefort

La " mondialisation " correspond à une évolution logique du capitalisme, qui a toujours besoin de s'étendre, et qui veut que le pouvoir se concentre toujours plus entre les mains des plus puissants. Forcément, cela ne peut se faire qu'au détriment de pans entiers de la moyenne bourgeoisie (ça, on s'en tape) et, comme toujours, aux dépens des plus faibles (prolétaires, petits producteurs…).

Pour autant, tous ceux qui depuis toujours connaissent trop bien les conditions de leur domination auront sans doute du mal à ne pas rester dubitatifs face à des discours diabolisant la mondialisation au point de laisser entendre que la bête immonde viendrait juste de pointer son nez, comme si, avant, l'exploitation n'existait pas ou était supportable.

Si les rassemblements anti-mondialisation restent dans une tradition militante de grands rendez-vous thématiques et médiatiques, ce cadre a pu être débordé par rapport aux grandes marches moribondes des années précédentes (type marche de chômeurs, Cologne …) parce qu'il n'y avait pas que des militants bien rodés, et que le discours labellisé par les organisations gauchistes et les syndicats a pu être dépassé.

Le but de ce texte n'est ni d'encenser un activisme sûrement sympathique, quoique pas suffisant, ni de prendre des poses ultra-radicales en mettant à la poubelle tout ce qui bouge, mais simplement d'exprimer des réflexions que cela a pu nous inspirer. Il n'est pas ici question d'avoir une démarche manichéenne, de jeter l'anathème, de dénoncer des individus, mais de remettre en cause une logique qui consiste à instrumentaliser et à rendre inoffensive toute forme de résistance collective.

Depuis maintenant presque deux ans, de nombreux sommets d'institutions telles que l'OMC, le FMI ou même l'UE ont été plus ou moins perturbés par des contre-manifestations. Le point de départ de cette vague peut être donné - au moins au niveau médiatique - à partir du "blocage" du sommet de l'OMC à l'automne 1999 à Seattle.

Pour beaucoup à Seattle - et sûrement ailleurs, le blocage de l'OMC a été la première expérience de critique de ce monde, d'affrontement avec l'ordre du Capital. Que des centaines ou des milliers de personnes - de jeune génération ou pas - contestent leur vie et ce qui les régit, c'est toujours une bonne chose. Davos, Seattle, Washington, Prague, Nice... furent autant d'occasions pour les gôches-de-la-gôche occidentales d'organiser leurs grandes kermesses internationales, où les manifestations font un petit tour et puis s'en vont. Les sujets comme le chômage, le racisme, le logement… n'étant plus suffisamment porteurs pour mobiliser les médias et les troupes, les professionnels de la protestation érigée en spectacle se sont reconvertis dans le secteur de l'anti-mondialisation, nettement plus tendance.

Quel que soit le terrain où ils interviennent, ces gestionnaires de la contestation canalisée ne veulent surtout pas que soient remis en cause les fondements de l'exploitation capitaliste (société de classes, Etat, police, fric...).

On les voit susciter fatalisme et confusion, prônant le "réalisme" réformiste "face à tous les extrémismes". La seule chose qu'ils réclament c'est de pouvoir corriger les abus du système, de réduire "l'excès de misère". A les entendre, il suffirait de prélever une infime partie des transactions financières, d'instituer un revenu de galère optimal, ou mieux d'exercer un contrôle citoyen pour que cette société fondée sur l'exploitation, la peur, l'aliénation, l'accumulation (pour certains)... cesse d'être ce qu'elle est, et cesse de nous écraser !!!

" *Paradoxalement, dans la mesure où elles accélèrent l'intégration sociétal dans les critères financiers, les manifestations spectaculaires style José Bové éloignent la perspective du choc frontal. Encore quelques MacDonald's détruit et assurément "la guerre antimarchés n'aura pas lieu!"* "

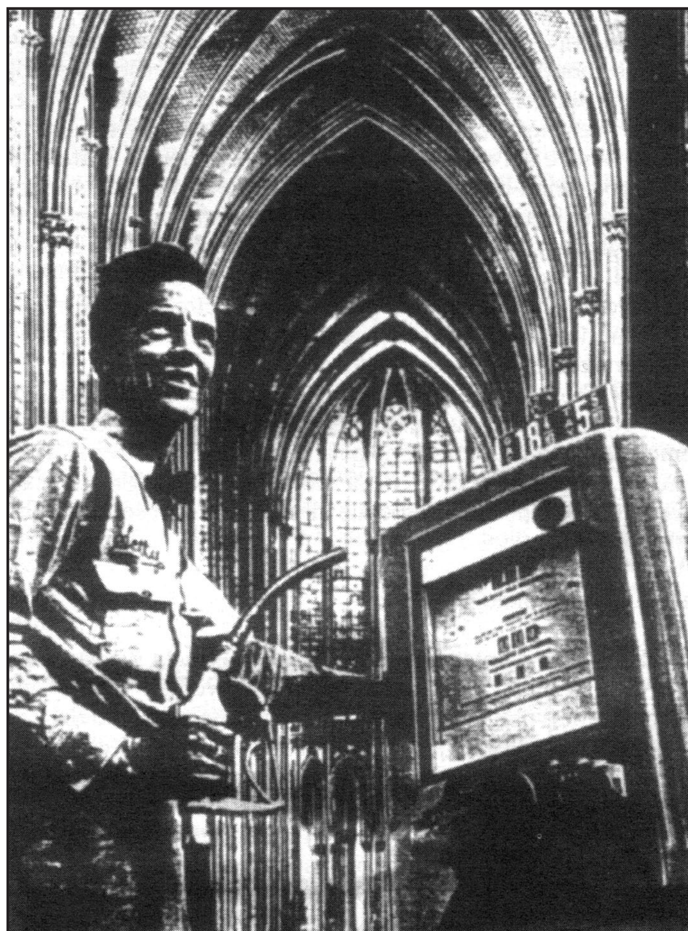
Octave Gélinier. Président d'honneur de la *Cegos*. In *un article publié dans Echanges (n°170), "le mensuel des directeurs financiers et des contrôleurs de gestion."*

Quand la partie officielle de ce mouvement avance une demande "radicale" de démocratie, avec pêle-mêle la revendication d'un contrôle "citoyen" des instances économiques mondiales, d'un contrôle des marchés et même d'y apposer une taxe libératrice, cela procède d'une volonté de pousser à un capitalisme "plus humain où tout le monde aurait sa place", et également de défendre l'Etat-nation... Première tarte à la crème, la notion de contrôle citoyen, très présente puisque essence de leur position pour toute une frange de ceux qui manifestent (INPEG, José Bové, etc.). Cela revient à dire que la façon dont tourne le monde n'est pas source d'exploitation, mais qu'il faudrait mieux gérer les institutions pour que tout le monde ait droit à sa part du gâteau. Et la part du gâteau pour les leaders de cette revendication, c'est une reconnaissance et une part de pouvoir. Ce n'est d'ailleurs rien d'autre que ce que disait une dirigeante de l'INPEG à Prague après avoir fait une table ronde avec les hauts fonctionnaires du FMI : "*Les gens du FMI et de la Banque mondiale ne sont que des fonctionnaires du G7 ; c'est avec eux (les dirigeants du G7) que nous devrions discuter.*"

Avant-garde et arrière-pensées

Il faut tout de même reconnaître que certains de ces pompiers sociaux ont le mérite de dire les choses clairement. Un de leurs arguments est que leurs revendications visant à aménager le capitalisme peuvent être salvatrices pour ce dernier, qui, s'il est tenté par l'envie de déréguler pour accroître les profits, a également besoin de réguler pour assurer une stabilité minimale ; les 2 oscillant en fonction des conjonctures socio-historiques. Il nous faut bien avouer que sur ce point nous sommes totalement d'accord avec eux : ils sont l'avant-garde éclairée… du capitalisme.

Ainsi voyons-nous des économistes opposés aux ultra-libéraux, mais néanmoins défenseurs du capitalisme, dans une version

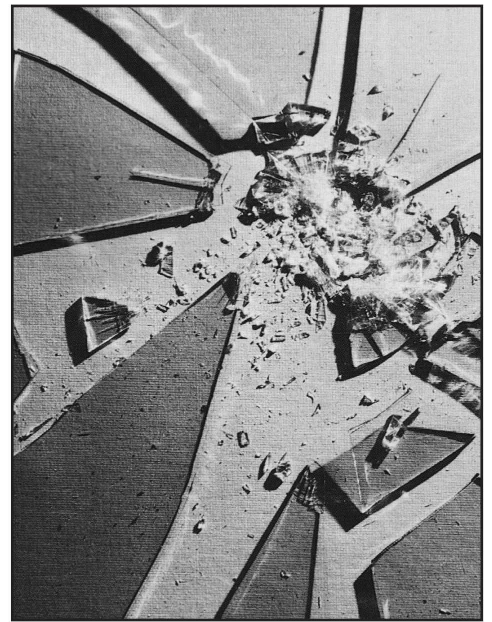


néokeynésienne relookée, se faire les fervents partisans de la taxe Tobin, qui pourrait, selon eux, protéger le(s) marché(s) des dangers dus à ses (leurs) délires spéculatifs incontrôlés. De la même manière, d'autres universitaires du même tonneau n'hésitent pas à nous expliquer que l'instauration d'un revenu garanti généralisé est à présent le meilleur moyen de réhabiliter l'Etat et de préserver le système. La gôche-de-la-gôche - qu'elle soit écolo, relookée José Bové et tutti quanti - va donc jusqu'à réhabiliter le concept d'un Etat-nation fort, dernier rempart face au marché mondial, lui vraiment trop méchant... Sombrant parfois dans le chauvinisme, on les voit s'attacher à des frontières, à des marchés niches ou régionaux. On en vient même par exemple, à soutenir le marché du roquefort, "Roquefort Société" étant une entreprise capitaliste comme toutes les autres. Pourtant José Bové ne s'est jamais présenté comme un salarié - un exploité - de ce consortium, comme si leurs intérêts étaient liés. Pour la petite histoire, Roquefort Société sponsorisait l'événement de Millau.

" *[A Seattle] Il y aura peut-être une centaine de milliers de manifestants, certains pour protester contre l'OMC, d'autres pour souhaiter qu'elle fonctionne mieux. Je pense que vous faites partie de la seconde catégorie ! Je vois en vous un allié, nous sommes d'accord sur au moins 40 % des sujets !* "
Mike Moore - directeur général de l'OMC - lors d'une entrevue avec José Bové le 4 novembre 1999. (in *Libération* le 5 novembre 1999). Le round de l'OMC a eu lieu le 30 novembre 1999 à Seattle.

Alors que dans le fond peu de choses ont changé, l'habillage de la gauche de la gauche a évolué. Elle s'est parée d'une radicalité de façade. En réinvestissant le terrain social (souvent virtuellement), en posant un discours de non-marchandisation de la vie, d'élargissement militant, d'investissement citoyen… bref, en sortant, dans la forme, de la politique politicienne pour être aux côtés des "gens", pour devenir plus concret. Le tout accompagné de pratiques labellisées radicales. Tout cela reste évidemment du flan puisque, d'une part, les propositions de réappropriation de la vie se cantonnent dans les limites de la démocratie représentative et ne bousculent ni les notions d'Etat, ni le capital. D'autre part, les formes des actions, "les pratiques", n'ont jamais été garantes du fond. On se souvient d une grève autogérée en Afrique du Sud menée par des ouvriers blancs afin d'empêcher… des Noirs de bosser avec eux.
Ce glissement de la gauche de la gauche suit le glissement général des milieux militants. Depuis (au moins) dix ans, un ras-le-bol des différents discours langue de bois a permis d'amener ces différents milieux à s'investir plus concrètement dans les luttes et les mouvements sociaux (mais en y développant souvent un discours totalement aseptisé), à faire exister cette fameuse société civile. Créant ainsi de nouveaux espaces politiques et de nouveaux interlocuteurs pour l'Etat. Certaines crapules underground devenant alors des crapules officielles. Ces dernières étant souvent présentes depuis longtemps sur ces nouveaux terrains à investir, il n'est pas étonnant qu'elles aient gardé des pratiques et des discours d'avant ; participant ainsi à l'habillage radical de la gauche de la gauche. Cette façade liée au "réalisme" (à opposer à notre "utopisme") leur apporte un important soutien.
La gôche-de-la-gôche étant ce qu'elle est, c'est-à-dire l'illusionnisme social de l'illusionnisme social, il n'est pas étonnant qu'il n'y ait pas de frontières entre eux et la gôche plurielle. On peut d'ailleurs d'ores et déjà parier que bon nombre des figures de la gôche-de-la-gôche s'y recycleront rapidement.
Dans ce monde marchand où tout s'achète, tout se vend, leur monnaie d'échange sera de permettre à la gauche plurielle de se régénérer et de s'offrir un ravalement de façade sociale. A commencer par les grands shows anti-globalisation comme Porto Alegre où se sont fait remarquer les Français Guy Hascoët, secrétaire d'Etat Vert à l'Economie solidaire, François Huwart, secrétaire d'Etat au Commerce extérieur et… et, bien sûr, celui qui se fait maintenant surnommer le Che : Jean-Pierre Chevènement. Et par qui a-t-il été invité à Porto Alegre ? Par son ami… Bernard Cassen, directeur général du Monde Diplo et président d'Attac.
Pour sûr, plus ils arriveront à réduire toute forme de contestation à cette logique d'aménagement revendicatif et "responsable" de l'exploitation, plus la bourgeoisie pourra dormir tranquille.
Par contre, plus on se situe sur le terrain réel de la lutte sociale (toute forme au quotidien de résistance à l'exploitation, qu'elle soit individuelle ou collective), en contact direct avec les gens concernés, plus on est loin du domaine de la "lutte" virtuelle mise en scène pour les médias, plus on a de possibilités de maîtriser collectivement nos actions. Même si là encore il, peut arriver que l'on se fasse instrumentaliser par les gauchistes.
De toute façon, on constate que tous ceux qui passent par les sphères plus ou moins importantes du pouvoir foutent nos révoltes au tombeau. Et cela vaut pour tous les leaders quels qu'ils soient. Sans doute, certains sont-ils moins manipulateurs, et plus sincères, mais le résultat est le même : c'est bien parce qu'il est nuisible qu'il faut se passer du chef.
Il nous semble, en revanche, important de ne pas mettre dans le même sac manipulateurs et manipulés et d'éviter de rentrer dans une logigue de guéguerre (ou de mépris) contre ces derniers, même quand ils se retrouvent amenés à faire le jeu à leur insu de quelque ambitieux petit leader.

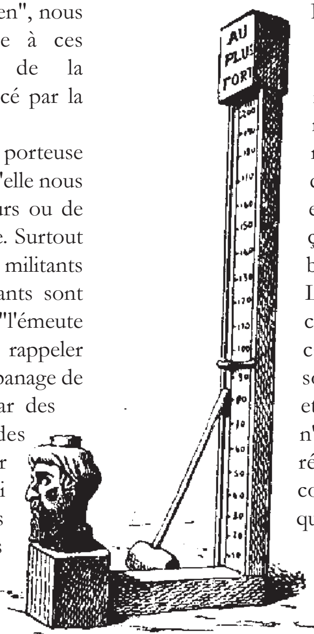
Des franges plus radicales émergent lors de ces rassemblements où s'expriment des exigences en dehors de l'aménagement de ce système, avec un certain refus de la marchandisation, de la propriété, de toute négociation et la volonté d'attaquer le capitalisme lui-même ainsi que l'Etat. C'est bien cette potentialité de critique qui nous intéresse. C'est toujours agréable de savoir que des milliers de gens ont pu s'organiser pour gêner le "bon" fonctionnement du système dans telle ou telle ville, mais, quand ces grandes kermesses



internationales deviennent des rendez-vous incontournables pour toute une partie de ce que l'on pourrait appeler la "mouvance radicale occidentale" et que celle-ci semble s'y élaborer des mythes, cela ne va pas sans poser quelques questions.
La limite évidente d'un type de mouvement qui se traduit en une répétition de mobilisations ponctuelles lors d'événements précis est de rester enfermés dans une opposition uniquement volontariste. Car même en critiquant et en s'attaquant au capitalisme lui-même, ce n'est pas à coup de démonstrations symboliques et ponctuelles que l'on peut détruire tout un système social. Ceci est bien démontré dans le texte *Give up activism* (traduit en français par *Je Sais Tout*), notamment en disant : " *Il semble que nous n'avons qu'une très petite idée de ce que requiert, en fait, la destruction du capitalisme. Comme s'il suffisait de parvenir à une sorte de masse critique d'activistes occupant des bureaux pour avoir une révolution… (…) Nous continuons à penser en termes "d'activistes" faisant une "campagne" sur un "thème", et parce que nous sommes des activistes pratiquant "l'action directe", nous allons "faire une action" contre notre cible. La méthode de campagne contre des développements spécifiques ou des entreprises isolées a été transplantée telle quelle sur ce nouvel objet qu'est l'attaque du capitalisme. (...) On a ainsi le spectacle bizarre de "faire une action" contre le capitalisme - une pratique profondément inadéquate.* ".
On peut également se demander dans quelle mesure on ne fait pas le jeu des gauchistes qui instrumentalisent ces mouvements, notamment avec l'aide des médias. Pour pouvoir être reconnus, négocier avec les institutions, exister vis-à-vis des médias, ils ont besoin de pouvoir manœuvrer des troupes et, dans bien des cas, ils s'accommodent d'une aile gauche tant qu'elle ne risque pas de les déborder. Du moment que cela ramène des gens ! Et puis aussi une aile gauche, ça leur permet de se présenter comme ayant une position centrale, ce qui est toujours plus confortable pour négocier. On pourrait penser que, dès lors qu'il y a des affrontements, on ne serait plus instrumentalisés par les gauchistes. Ne tentent-ils pas de les empêcher ? Ne les dénoncent-ils pas publiquement ? On pourrait le croire… Mais tenter de limiter la casse, c'est se donner les moyens de la contrôler,

condamner publiquement, c'est vouloir se donner une dimension " respectable " vis-à-vis des institutions. Ainsi le deal peut se résumer ainsi : " *Vous nous reconnaissez comme interlocuteurs ou l'on se fait déborder et il y aura de la casse.* "
D'autre part, est-ce qu'une flambée d'une semaine dérangera des gens dont les business sont très loin. Nous ne touchons pas en ces moments à quelque chose qui les préoccupe (Nice, Davos, Seattle : ils s'en foutent). Peut-être pouvons-nous dire qu'ainsi des villes vont refuser d'héberger ces sommets. Mais dans ce cas-là, d'une part, c'est faire l'aveu du non-discours de ces actions (si ce n'est "Non au sommet"), et d'autre part, puisque le problème ne serait que logistique (ou militaire), faisons-leur confiance pour trouver des solutions. Ils ont plus de moyens que nous (on parle de déplacement à Dubaï…). S'il se passe quelque chose d'intéressant entre les émeutiers, ce n'est pas en nombre de vitrines éclatées que cela se calcule.
De toute façon, ce n'est pas par la simple casse que l'on reconnaît ses camarades. En effet, certains groupes politiques aux alliances et aux discours douteux font leur beurre et leur publicité sur de simples faits d'armes (les Tute bianche par ex.) ou sur des appels à la casse ou l'ouverture de squats. Certains publient des articles dans lesquels le sommet n'est abordé que d'un point de vue technique (ouverture de lieu, organisation collective de l'affrontement…). Mais leur discours est par ailleurs hallucinant : alliance avec la CGT, revendication du revenu garanti… Cet investissement dans la violence fait croire un temps (à eux y compris) qu'ils sont (restés ?) dans une logique de rupture. En cultivant le mythe "la violence, c'est forcément bien", nous redonnons une légitimité politique à ces "radicaux" tentés par l'appel de la reconnaissance et de l'intégration lancé par la gôche-de-la-gôche
Il est naïf de penser que l'émeute est porteuse d'un message clair par elle-même et qu'elle nous permet de faire l'économie de discours ou de recherche d'autres formes de présence. Surtout à l'occasion de grands rassemblements militants où l'on sait que 90 % des manifestants sont militants (donc nous sommes loin de "l'émeute populaire et/ou spontanée"). Faut-il rappeler que l'illégalité et la violence ne sont l'apanage de personne, qu'elles sont pratiquées par des réac, des fachos, des stals, des réformistes, des beaufs ? Sans parler bien sûr de l'Etat et des bourgeois qui sont les premiers à violer leurs propres lois et dont la violence bat tous les records ? Les exemples de manifs ou d'actions aussi speed que réac ne manquent pas : paysans de la Coordination rurale, chasseurs, Corses...
La palme revenant à la CDCA - organisation de petits commerçants et artisans - d'obédience ultra droite, qui sait se donner les moyens de mettre à sac une sous-préfecture.
Autre chose, la croyance en le mythe "violence = radicalité" participe à susciter un faux clivage qui va fractionner les gens selon qu'ils sont (avec toutes les variantes imaginables) plutôt non-violents, simplement mal à l'aise face à la violence physique, partisans de l'insurrection au "bon" moment ou adeptes de l'émeute permanente… Une fois de plus, le (véritable) clivage de classes, celui qui oppose possédants et possédés, manipulateurs et manipulés, se voit masqué par un faux clivage entretenu (comme toujours de façon non concertée mais néanmoins implacable) par tous ceux qui ont intérêt à susciter la division : pas seulement l'Etat, mais aussi tous les (petits ou grands) chefs (qu'ils se disent légalistes, responsables, radicaux ou illégalistes…), qui entendent ainsi garder la mainmise sur leurs troupes.
Bon d'accord, non-violence rime trop souvent avec légalisme, mais ça n'est pas systématique. Evidemment, quand des "non-violents" au cerveau moisi se font le relais de la répression et vont livrer à la police des émeutiers, comme ont pu le faire certains membres du *Direct Action Network* à Seattle, ils choisissent clairement leur camp ! Message reçu 5 sur 5 : le clivage est, là, net et total. A bon entendeur, salut !
Apologie de la violence ou de la non-violence : voilà 2 idéologies qui finalement ne diffèrent guère pour nous imposer leurs modèles moralisateurs. La libération face à l'aliénation n'a besoin ni de héros ni de curés, bien au contraire !

" *Grèves économiques et politiques, grèves de masses et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades, toutes ces formes de lutte se croisent et se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre : c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants.* "
Rosa Luxembourg in Grève de masses, partis et syndicats. 1906.



Bien évidemment, il ne s'agit ici en aucune façon de faire une propagande non-violente et encore moins de condamner les révoltés sociaux qui décident d'affronter l'Etat et ses sbires. Par contre, ça ne fait pas de mal de bousculer les mythes. L'émeute pour faire ses courses n'est qu'une forme capitaliste des rapports sociaux, certes violente et/ou justifiable, mais qui n'a rien n'à voir avec la révolution et le communisme. De même que la casse pour la frime et les gros bras relève d'un trip militaro-machiste. De plus, dans les manifestations où l'on a pu se retrouver à l'affrontement face soit à la police, soit au mobilier urbain ou commercial, nos trop régulières situations parcellaires nous ont bloqués dans le spectaculaire. Il est symptomatique de voir que les débordements en question se font toujours dans un lieu (généralement la manifestation et ses alentours) et un temps précis (quelques heures après la manifestation, les plus malins sachant partir avant de se faire arrêter). Et même s'il y a un phénomène de répétition des affrontements, cela reste totalement cantonné à ces kermesses et on ne voit pas comment cela peut sortir de cette logique médiatique qui ne produit que virtuel et consumérisme.

Romantisme ou guerre de classes ?

Un véritable effet boule-de-neige peut-il être espéré autrement que lors de luttes sociales ?!!! Tout cela ne risque-t-il pas de n'être qu'un feu de paille de plus s'il n'y a pas une volonté au quotidien de lutter avec l'ensemble du prolétariat (*).
Ce qui nous semble donc plus intéressant dans ce qui a pu se dérouler à Seattle, Washington, Prague... c'est comment des milliers de gens se sont auto-organisés avant, pendant et après, les liens qu'ils auront pu tisser, quelles dynamiques collectives s'y sont développées, ce qu'elles auront engendré comme ruptures avec le système et toutes les structures hiérarchiques qu'il nous impose... Que se fait-il en dehors des grands rassemblements pour que les idées et les pratiques antagonistes se propagent ? A quel point les individus ou les collectifs ayant participé à ces rassemblements sont-ils impliqués quotidiennement dans la lutte de classes sur le terrain social ?
Ce qui semble, lors d'une émeute, autrement plus subversif que le score au nombre de vitrines éclatées, c'est le fait qu'elle peut potentiellement engendrer ou accélérer une dynamique collective de rupture avec le cadre revendicatif légaliste. Le but de l'émeute est de se réapproprier la rue, de libérer un espace non pas d'un strict point de vue géographique, mais d'une position sociale. Libérer un espace social donc, pour créer dans l'émulation du moment de nouveaux rapports sociaux, et s'organiser pour la guerre de classes.

C'est bien toujours la même crainte qui hante la bourgeoisie. Horst Köhler (président du FMI), lors de son discours d'ouverture du colloque du FMI et de la Banque mondiale à Prague le 26 septembre 2000, fut explicite. Ainsi, il expliqua qu'une des missions majeures du FMI est la lutte contre la "pauvreté", exactement dans ces termes : " *Les fractures idéologiques du passé se sont estompées. […] La pauvreté fait peser une menace grave sur la stabilité politique de notre monde.* " On voit clairement que bien plus que n'importe quel krach boursier, instabilité du marché ou obstacle bureaucratique, ce qui fait peur c'est le risque d'atteinte à la paix sociale. L'atteinte à la paix sociale qui serait générée par un excès de "pauvreté" comme le dit pudiquement Horst Köhler n'est rien d'autre que la révolte des classes sociales exploitées. Exploitées pour pouvoir accumuler richesses et profits que le FMI tente de défendre.
Et ce qui peut inquiéter les décideurs dans les manifestations anti-globalisation, c'est qu'elles pourraient être les prémices d'un brasier plus général. D'où l'empressement de les rendre raisonnables comme le dit James D. Wolfensohn (président de la Banque mondiale) " *[Je] trouve un réconfort dans le fait que parmi les manifestants, beaucoup témoignent d'un engagement sincère et qu'ils déplorent sincèrement, comme nous le déplorons, qu'il y ait des individus dont la seule motivation était de détruire.* ". C'est que tant qu'il ne sera demandé qu'une répartition un peu plus

juste, le capitalisme aura toujours moyen de composer et de se recomposer.
Les forces de gauche, qui veulent faire du neuf avec du vieux, nous resservent le vieux mythe que, dans ce monde se voulant démocratique, la sage organisation de citoyens respectueux permettra de corriger ce qui serait des abus, et ainsi de vivre dans un monde juste et équitable. Foutaises que tout cela, c'est une folie de croire que le moteur même d'un système - l'exploitation et l'accumulation de richesses pour une minorité - puisse être qualifié d'abus quand cela va trop loin (exploitation accrue, accaparation des richesses scandaleuse) et corrigé par le jeu des institutions actuelles. Parce que le tout est compris dans le reste, ce n'est que dans le combat contre toutes les formes d'exploitation que se situe la possibilité de libération.
La question est de se battre contre l'exploitation que l'on subit, qu'elle soit transnationale ou pas, avec ou sans protection sociale. C'est bien là que se situe l'émancipation des prolétaires, et pas dans la défense de tel ou tel choix pour le capital. La question n'est pas plus d'abolir le FMI, par exemple, ou une autre institution. Ce ne sont que des outils à un moment pour réguler le marché. Ce n'est pas en éliminant une institution gestionnaire que l'on se débarrasse du problème.
De toute façon, la marche historique du Kapital avance, le problème n'est pas de savoir où ni comment, mais de s'en affranchir.
C'est dans des luttes sur nos vies quotidiennes que se définit notre exploitation, c'est là aussi que doivent émerger nos luttes, notre contestation. Et ce ne doit pas être un vœu pieux que de vouloir intervenir sur les raisons, les moments qui modèlent notre vie. C'est dans les moments quotidiens de la lutte de classes que se définissent les possibilités de changer ce vieux monde.

Des brebis égarées
Quelque part en ce début de siècle

Contact : tlcwebzine@free.fr + à lire sur http://tranquillou.free.fr/ glob/

(*) Ou du moins avec ses franges les moins réactionnaires : aux USA, parmi les manifestants anti-mondialisation bon nombre de salariés craignant pour la survie de leur boîte ont développé ou repris des discours protectionnistes avec des relents racistes. Cela dit, on a pu constater que justement quelques-uns, au moins, ont changé après avoir côtoyé des étrangers qui tentaient de résister comme eux, à une même logique capitaliste, et après avoir été confrontés à d'autres idées au sein des manifs à Seattle.

[Ce texte a été diffusé vers fin avril 2001, soit avant Göteborg et Gênes]

AUX MAINS DE L'ETAT,
LA FORCE S'APPELLE DROIT.



AUX MAINS DE L'INDIVIDU,
ELLE SE NOMME CRIME.

Sommet de Göteborg (14-16 juin), un point sur la répression

Le journal suédois *Arbetaren* affirme que 50 personnes sont encore en prison (pour la plupart des suédois, environ 15 Danois et quelques personnes d'Allemagne, de Grande-Bretagne et d'Italie). Jusqu'à présent, 29 d'entre eux ont ou ont déjà eu leur procès et 19 sont en attente de procès.

Seize personnes ont été condamnées à des peines de prison :
- un suédois de 24 ans accusé de sabotage. Il aurait cassé une radio de police pendant les émeutes. Il maintient son innocence. Apparemment, il y aurait eu plusieurs personnes qui auraient brouillé le système de communication de la police pendant les émeutes. Il est le seul à avoir été pris. Sentence : 1an et 2 mois.
- 2 jeunes suédois de 19 ans accusés de "participation une émeute violente". Sentences : 8 mois chacun
- un suédois de 30 ans accusé de "participation une émeute violente". Sentence : 10 mois
- 7 Danois accusés collectivement de "participation une émeute violente". Ils auraient été suivis par un flic en civil, qui a déclaré les avoir vu jeter des pierres sur la police. Ce flic en civil les aurait suivis dans un café où ils ont enlevé leur cagoule. Sentence : variant de 1 mois pour le plus jeune à 8 mois pour le plus âgé
- Un Allemand de 19 ans accusé de "participation à une émeute violente". Il a reçu deux balles dans la jambe durant les affrontements avec la police, suite à l'attaque des néonazis sur la fête de *Reclaim The Streets*. Il sera poursuivi pour d'autres accusations plus tard. La poursuite a montré des vidéos sur lesquelles on peut le voir jeter des pierres sur la police et il a reconnu les faits. Sentence : 6 mois
- Un suédois de 20 ans accusé d'avoir mené et organisé les émeutes. Un groupe de 5 à 10 agents de la police secrète suédoise le suivaient depuis un mois, parce qu'il avait été arrêté au cours des manifestations de Prague. Pendant le procès, les témoins de la police ont refusé de dire pourquoi il était suivi. Ils ont simplement déclaré suivre les ordres. L'accusé est un militant du groupe *Tout en Blanc* suédois, *Globalisering Underifrån*. Ses parents ont écrit une lettre au quotidien suédois *Expressen* (le 26 juillet), dans laquelle ils écrivent que leur fils milite dans plusieurs groupes non-violents et qu'il semble que les décisions du procès aient été prises avant qu'il ne commence. Sentence : 2 ans et demi (3 ans s'il avait été plus âgé)
- Un suédois de 38 ans accusé d'avoir mené et incité des émeutes violentes. Sentence : 9 mois
- Un allemand de 24 ans accusé de "participation une émeute violente". Il sera interdit de territoire en Suède après avoir purgé sa peine. Il est possible que tous les étrangers expulsés seront bannis des accords de Schengen pendant 5 ans, c'est à dire interdiction de voyager dans un autre pays du territoire de Schengen. Sentence : 1 ans et 3 mois
- Un bibliothécaire anglais de 38 ans accusé de "participation à une émeute violente". Sentence : 1 an

Note sur l'accusation de "participation une émeute violente" : en fait, pour être accusé de ce crime, il suffit d'être dans une foule qui commet des actes dits violents contre des biens ou des personnes. Apparemment, la loi stipule aussi que pour être coupable, il suffit en outre d'avoir seulement l'intention d'être violent.

Libérés des accusations :
- Un suédois de 26 ans, et 5 Danois accusés grosso modo de méfaits et complot, pour lesquels la police n'a pas découvert de preuves.

Procès en cours :
- un militant suédois de 24 ans accusé d'incitation à l'émeute par la police de Hvitfeldska. Il était un des organisateurs d'une réunion décisionnelle, au cours de laquelle une action non-violente avec le *Tout en Blanc* a été décidée. Il risque une longue peine de prison
- un suédois de 25 ans qui a reconnu avoir lancé des pierres sur la police, après que la police ait montré des photos et une vidéo du jeune homme en action.

[Texte paru sur a-infos le 30 juillet 2001]

Feu à volonté !

– Cohn-Bendit, extraits de l'interview donnée à La Republica le 19 juin 2001 [avant le sommet] **:**

Berlin -- *Député Daniel Cohn Bendit, leader des Verts européens, pensez-vous que Gênes soit toujours une ville sûre en tant que siège du G8 ?*
"Je ne sais pas. Après Göteborg, tout est sens dessus-dessous. Y compris entre les nommés "militants anti-globalisation". Ceux-ci font flèche de tout bois et mettent dans le même sac toutes les organisations ou rencontres internationales en les considérant comme adversaires. Chacun de ces rendez-vous leur semblent bon pour organiser des manifestations."
Et donc, également à propos de la prochaine grande occasion à Gênes…
"Oui. Et je crois que l'on doit agir à deux niveaux. Il faut organiser la présence de la police pour affronter cette partie de manifestants qui cherchent l'affrontement de rue. Et organiser une présence politique pour répondre aux manifestants qui au contraire cherchent le dialogue".
Comment faire la différence ?
"En concédant aux manifestants non-violents tous les espaces nécessaires pour organiser leurs manifestations et débats, mais ceci dans des lieux très éloignés du sommet. Et en isolant par des cordons de police rigides et sûrs toutes les zones des bâtiments qui abriteront les travaux, et les rues qui y mènent".
(...)
Ligne dure, donc ?
"Ce n'est pas ce que je dis, je dis qu'il faut bien faire la distinction. On ne peut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. On ne peut pas permettre aux groupes violents d'empêcher les manifestations pacifiques. Le risque est que la grande masse se solidarise avec les quelques violents".

– Peacelink, extrait du texte "Nous qui avons cru dans la non violence".

" Cher directeur,
Nous avons commencé à recueillir - juste après les événements sanglants de Gênes - des témoignages terrifiants sur le comportement des forces préposées à l'Ordre publique. Les témoignage sont sensés être envoyés à *Amnesty International.* Ce sont des récits difficiles à accepter pour qui a confiance dans les institutions démocratiques, des événements à la limite de l'incroyable. Mais maintenant nous arrive une confirmation : ont été destitués de leurs fonctions, Anzoino Andreassi, vice-chef de la police, Arnaldo La Barbera, chef de l'antiterrorisme et Francesco Colucci, préfet de Gênes. Sur le site de *Peacelink* (www.peacelink.it) nous avons lancé un appel tout azimut, afin de raconter toutes les violences, et ce non pas à sens unique. Notre récolte de témoignages et de plaintes sur les violences se rapporte autant aux forces de l'Ordre qu'aux groupes d'extrémistes violents (si nous pouvions aider à mettre en prison ceux qui ont dévasté des rues entières de Gênes nous en serions heureux : les violents sont nos ennemis). Mais alors que la condamnation des violents Black block (les tute nere) à été nette de la part des manifestants pacifiques (de fait, de nombreux récits d'actes de vandalisme nous sont parvenus de la part des pacifistes), d'un autre côté la dissociation des hommes des forces de l'Ordre vis à vis des comportements violents de certains de leurs collègues n'a pas été évident. (...) "

– Extrait du texte "Répression et géométrie euclidienne" publiée par Giap n°1 nuova serie, bulletin sur le net de Wu Ming (proche des Tute Bianche de Bologne).

" (...) Il y a un grand motif de satisfaction, dans la tragédie. S'ils ont décidé de mettre sur pied un tel niveau de répression, cela signifie que ce mouvement global fait peur, par son extension géographique et par son hétérogénéité. La stratégie de l'Etat est toujours la même : favoriser les franges forcenées, les désespérés, faciles à infiltrer, les lascars éclatés des banlieues, pour qu'ils prennent le dessus sur les âmes intelligentes du mouvement. Un piège dans lequel nous sommes tombés à Gênes, et dont maintenant, nous devons sortir au plus vite. Et je crois aussi que c'est notre unique possibilité d'échapper au régime en train de s'instaurer dans ce pays.

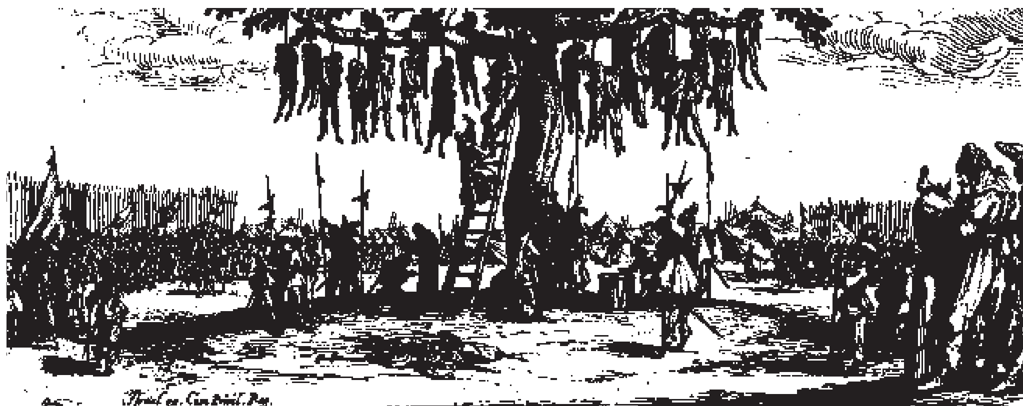
Wu Ming 4
25 juillet 2001

NB : il faut être clairs dans la condamnation des pratiques du BB comme inutiles et dommageables pour le mouvement. L'expérience du BB n'est pas une expérience intéressante, et même, dans cette phase - avec ou sans infiltrés- elle est dommageable pour nous et conforte les jugements qualunquistes et permet de faire feu de tout bois. Il est juste de dire la vérité sur les BB et de ne pas tomber dans de faciles criminalisations ou chasses à l'anarchiste, mais sans jamais oublier que le choix des pratiques " destructrices " est un choix qui a démontré son caractère dangereux, parce qu'il a permis l'infiltration flicarde et l'agrégation des bandes de jeunes déconnants qui se foutent éperdument de tout et veulent seulement tout casser, permettant ainsi à l'Etat de jeter de la merde sur tout le monde et de déchaîner des représailles indiscriminées.

LES EVENEMENTS DE GENES (infiltrations, dévastations, saccages) SIGNENT LA MORT EFFECTIVE DU BLACK BLOC COMME EXPERIENCE "POLITIQUE" QUI S'EST DETERMINEE A PARTIR DE CERTAINES PRATIQUES. Aucune indulgence pour les idiots utiles qui se sont fait utiliser par l'Etat et par les forces de l'ordre CONTRE le mouvement. Ils ont une responsabilité très grave justement pour le rôle nuisible qu'ils ont eu. Dans le moment où les pratiques des BB ont été utilisés par l'Etat contre nous, nous devons dire avec force qu'aujourd'hui ces gens-là sont en tous point politiquement morts. Et s'ils avaient un peu d'intelligence, ils devraient être les premiers à faire un examen de conscience et à SUICIDER une expérience qui, répétons-le, à Gênes s'est DE FAIT terminée. "

– Extrait de l'introduction de l'article de Susan George, à la Une du Monde Diplomatique, août 2001

" (...) La machination montée par le gouvernement de M. Silvio Berlusconi, qui a sciemment laissé dévaster des quartiers entiers de la capitale ligure, visait à faire porter la responsabilité de la violence aux centaine d'organisations non violentes rassemblées dans le Genoa Social Forum (GSF). Cette tentative a échoué, grâce aux multiples témoignages de la complicité entre carabiniers et éléments du "Black Bloc", mais à quel prix : un mort, six cents blessés... "



Feu à volonté

– Susan George après Göteborg, dans le journal d'ATTAC (Le grain de sable) n°246, 19 juin 2001 :
" (...) J'en ai franchement marre de ces groupes qui ne sont jamais là pour le travail préparatoire, qui ne fichent jamais rien dans la politique de tous les jours mais qui arrivent dans les manifs comme des fleurs ("vénéneuses") pour casser, quels qu'aient pu être les accords négociés par les autres. De plus, cela va casser les alliances entre ceux qui condamnent ces violences et ceux qui les tolèrent et refusent de le faire. (...) Bref, j'en ai assez de ces tyranneaux et je crains que si on continue à les laisser faire, ils finiront par détruire le mouvement, le plus bel espoir politique depuis trente ans".



– Communiqué d'ATTAC France du 20 juillet 2001, paru idem qu'au dessus, n°256, 21 juillet 2001 :
" (...) Ensuite, le comportement, que l'on ne peut même plus qualifier d'équivoque, de la police italienne qui a délibérément fermé les yeux sur la préparation et l'armement de quelques centaines d'éléments provocateurs, dits du Black Block, et sur leur passage à l'acte (...). Ces éléments, dont personne n'imagine qu'ils seraient inconnus des services de police en Europe, ont pu en toute impunité multiplier les agressions et les déprédations. Ils n'ont pas non plus hésité à s'attaquer à des organisations membres du GSF. Attac France s'associe à la condamnation, par le GSF, de ces éléments provocateurs et de la complaisance de la police à leur égard. (...)"

PRECARI NATI : Théorie et action communiste à Bologna

Brûler et piller toutes les illusions ce soir...

Si nous sommes ici, ce n'est pas en tant qu'activistes professionnels de l'anti-globalisation, essayant de trouver une position de médiation entre les marionnettes de l'économie et ses "victimes", agissant au nom de l'Autre ("l'Invisible", les prolétaires révoltés contre le FMI ou la banque mondiale, les réfugiés, les travailleurs précaires). Nous ne voulons pas représenter qui que ce soit, et nous crachons à la face de celles et ceux qui souhaitent nous représenter. Ce que nous appelons exclusion, ce n'est pas l'exclusion des centres de prise de décision économique, mais la perte de notre vie quotidienne et de notre activité de prolétaires par la faute de l'économie.

Si nous sommes ici, ce n'est pas parce que nous préférons le commerce équitable au libre-échange, ni parce que nous croyons que la globalisation affaiblit l'autorité des états-nations. Nous ne sommes pas ici parce que nous pensons que l'état est contrôlé par les institutions non-démocratiques, ni parce que nous voulons plus de contrôle du marché. Nous sommes ici parce que tout commerce est commerce de la misère humaine, parce que tous les états sont des prisons, parce que la démocratie cache la dictature du capital.

Si nous sommes ici, ce n'est pas parce que nous voyons les prolétaires comme des victimes, ni parce que nous voulons nous poser comme leurs protecteurs. Nous ne sommes pas venus ici pour nous laisser impressionner par des émeutes spectaculaires, mais pour apprendre la tactique de la guerre de classe quotidienne menée par les grévistes d'Ansaldo et les prolétaires insoumis de l'industrie métallurgique. Nous venons ici pour échanger nos propres expériences de dépossédés du monde entier.

Si nous sommes ici, nous ne venons pas comme membres des nombreuses ONG, des lobbies officiels, d'Attac ou de tous ceux qui souhaitent simplement être inclus dans les discussions sur la modernisation du capitalisme et qui espèrent que leurs propositions (par exemple la taxe Tobin) pourront sauvegarder les rapports sociaux capitalistes, c'est-à-dire les mêmes rapports qui perpétuent notre aliénation et notre exploitation.

Si nous sommes ici, c'est bien comme prolétaires qui n'identifient pas le capitalisme aux réunions de gangsters, mais au vol quotidien de nos vies -dans les usines, dans les centres d'appel, dans le chômage - pour les besoins de l'économie. Nous ne parlons pas au nom de n'importe qui, nous partons de nos propres conditions d'existence. Le capitalisme n'existe pas à cause du G8, c'est le G8 qui existe à cause du capitalisme.

Le capitalisme n'est rien d'autre que l'expropriation de notre activité, qui se retourne contre nous comme une force étrangère. Notre festival contre le capital n'a pas un début ou une fin, ce n'est pas un spectacle prédéterminé, il n'a pas de date fixe. Notre futur se trouve au delà de toutes les médiations, au-delà des états-nations, au-delà de toutes les tentatives de réformer le capitalisme. Notre futur se situe dans la destruction de l'économie.

Pour l'abolition totale de l'état et du capital. Pour la communauté humaine mondiale.

Des prolétaires contre la machine

[Hier, la police militarisée a arrêté treize camarades hors de chez eux et les a gardés durant sept heures à la station centrale des carabinieri de Bologna. Deux camarades ont été accusés de possession de couteaux (des couteaux suisses). Plus de mille tracts ont été confisqués. Les camarades impliqués font partie des groupes suivants : *Precari Nati* [réseau des précaires] (Bologna, Italie), *Kolinko* [Collectif du mouvement communiste] (Allemagne), *Workers against work* [ouvriers contre le travail] (Grande-Bretagne). Ci-dessus se trouve le texte du tract en question, rédigé pour les manifestations de Gênes. Cette traduction est du *Cercle social* et a été diffusée sur a-infos le 24 juillet 2001]

Gênes :
La police infiltrée par les Black Blocs...
...ou le contraire ?



Ce que les événements de Gênes ont mis en crise c'est l'absurde croyance aveugle des classes moyennes envers la démocratie. Ce qui a été remis en question à Gênes c'est la pratique de la "gauche de la gauche" ("le peuple de Porto Alegre", la fraction mouvementiste de la social-démocratie, le Ministère Européen délégué à la manipulation et au contrôle des "mouvements sociaux") qui consiste à utiliser la révolte réelle des "masses" contre le système capitaliste, pour servir dans la guerre inter-impérialiste, Socio-Européens contre Libéralo-Américains.

L'affirmation gratuite de l'infiltration des Black Blocs par la police veut nous masquer les enjeux qui ont été posés pendant et depuis Gênes. A savoir transférer le débat, qui porte sur le dilemme gestion citoyenne du capitalisme (1) ou transformation radicale (révolution ?), sur la question subsidiaire et afférente violence/non-violence.

Casarini (porte parole des Tute Bianche) a déjà tranché, puisqu'il déclare le 22 juillet : "*nous devons combattre sur deux fronts, contre la répression policière et contre les violents*", évidemment, pour lui il s'agit de combattre "démocratiquement" la répression, et d'affronter "la fraction violente" à coups de manche de pioche.

Ce sont les Tute Bianche et le GSF qui ont décidé de clouer le mouvement dans cette impasse en pratiquant la bonne vieille méthode stalinienne, la calomnie, affirmant sans en apporter aucune preuve que les Black Blocs seraient manipulés par les services secrets.

Ce mensonge a une triple fonction :
- disqualifier comme "extrêmement dangereux", "sujets à toute les manipulations" (toujours et partout), tout ceux qui posent de façon radicale et pratique la question du renversement de l'ordre du monde (de manière violente ou non-violente) ;
- renforcer la croyance selon laquelle l'action directe auto-organisée serait inatteignable : cela serait affaire de spécialistes ou de flics (de sujets mythiques, mais en tout cas pas de "tout un chacun") ;
- ramener l'ensemble des pratiques, et donc des théories, dans le cadre du jeu démocratique : les calculs politiciens, la délégation aux leaders.

Dès le 20 juillet au soir, les "leaders du mouvement" (Casarini des Tute Bianche et Agnoleto du GSF) déclaraient qu'ils avaient des preuves irréfutables de la collusion entre Black Blocs et police, que ces preuves étaient en lieu sûr. Ils dévoilaient une photo et un film vidéo.
- La photo : sept personnes en civil, agressifs, qui gardent le portail entrouvert d'une caserne de carabiniers. L'un est armé d'un bâton, un autre est casqué (casque de moto) et deux d'entre eux ont le visage masqué par un foulard. Il s'agit de carabiniers qui sont sortis en civil pour protéger leur caserne au passage de la manif, d'ailleurs les deux foulards sont des foulards d'uniforme en dotation chez les carabiniers, facilement reconnais-sables.
- La vidéo : sur une place tout à fait calme, un type balèse - blue-jean, T-shirt noir, un foulard blanc (un bout de drap visiblement) sur le bas du visage, un manche de pioche à la main - discute avec un flic en tenue anti-émeute. Le premier est un flic en civil, indéniablement. Deux jeunes en scooter s'arrêtent à leur hauteur et leur adressent la parole, puis repartent. C'est tout ! (2)



Des appels à témoin sont lancés par tous les "leaders" du "peuple de Seattle" : il faut à tout prix des preuves, des témoignages, des dépôts de plaintes (sic) pour prouver la collusion Black Blocs/police. Tous les journaux reproduisent cet appel, les télés s'en font l'écho, des sites internet sont ouverts à cette fin.

Cette assurance dans le ton et ce martelage médiatique ont atteint leur but, ça y est la manipulation des "violents" est considérée comme acquise, presque un "fait historique".

Plus le mensonge est gros et plus il se pose comme une évidence qui n'aurait pas besoin d'être étayée par des faits. Impossible de parler de Gênes avec qui que ce soit sans que l'on entende : c'est prouvé, les Black Blocs étaient infiltrés. Prouvé par qui, par quoi ? On ne sait pas.

Et chacun de raconter son anecdote. Pour ma part j'en ai entendu des salées, mais absolument jamais une seule de sérieuse. "*J'ai bien vu que les premières personnes qui ont chargé les flics sur la place Kennedy n'étaient pas masquées, c'est bien la preuve que c'étaient des flics*", j'imagine que s'ils avaient été masqués cela aurait également constitué une preuve.

Je suis allé éplucher les "témoignages" recueillis sur internet et j'ai remarqué que tous les récits faits à la première personne, dès qu'ils abordent la question des "violents", deviennent indirects (on m'a dit que… des gens m'ont dit qu'ils avaient vu que… je sais de source sure que… etc.) et généraux (on ne précise jamais le lieu ni le moment). Beaucoup, par ignorance, ne décrivent que l'activité classique des flics en civil : infiltrer les cortèges pour renseigner et éventuellement procéder à des interpellations (j'ai vu des flics en civils traverser le rang de flics en uniforme, j'ai vu des flics en civil portant des bâtons, etc.). Quand ce n'est pas un mélange des deux : "*on m'a dit que quelqu'un avait vu des civils charger des bâtons dans un fourgon de flic*".

On trouve surtout des délires paranoïaques (3) :
- l'un a vu des casseurs vêtus de noir parler avec un type habillé avec des vêtements clairs ;
- plusieurs témoignages font mention de gens habillés en noir qui se cachent pour changer de vêtements et se fondre dans la foule ;
- beaucoup s'étonnent que les "casseurs armés jusqu'aux dents" aient pu traverser les frontières avec "tout leur matériel"… (oui, toutes ces pierres qu'ils ont ramenées d'Angleterre et ces bâtons qu'ils ont taillés dans la Forêt Noire !) ;
- plus nombreux encore sont ceux qui, ayant tellement intériorisé leur impuissance, trouvent probant que "les violents arrivent à s'en tirer" alors que les pacifistes (qui refusent de s'enfuir devant les charges de police) se font matraquer ;
- un perspicace a reconnu des "nazi-skin" à leur "crâne rasé".

On trouve quelques faits troublants, mais assez délirants et très peu étayés (en fait des

mensonges grossiers), quand on dit des grosses conneries on s'arrange pour le faire dans le style indirect (on m'a dit que) :
- "*des amis belges m'ont dit avoir vu un groupe de Black Bloc avec des transmetteurs et des microphones installés dans leur casque de moto, ils se déplaçaient de manière coordonnée après avoir reçu des ordres via les transmetteurs…*" ;
- "*j'ai échangé quelques mots avec un gars du Bici-G8 […] il me dit avoir vu des policiers* [en uniforme] *casser des cabines téléphoniques…*" ;
- "*des témoins directs ont déclaré avoir vu des Black Blocs parler tranquillement avec la police…*".

Des témoignages criants de vérité (mais pas d'intelligence) :
- "*pour repartir de Gênes, les trains étaient complètement désorganisés et volontairement désorganisés pour augmenter la tension […] il y a eu de l'obstructionnisme de la part des cheminots, eux aussi alignés sur la stratégie de la terreur…*" ;
- [dans le cortège pacifiste, aux abords de la zone rouge] "*un jeune homme commence à insulter les policiers en allemand.* […] *Je le regarde dans les yeux et je lui demande pourquoi il fait ça. Aucune réponse. Il continue imperturbable.* […] *Il s'éloigne* […] *Je le suis, lui tape sur l'épaule et lui demande comment il s'appelle. Il ne me répond pas* […] *me dit de ne pas le toucher.* […] *Il s'en va. Toute relation est impossible, il est clair qu'il récite un rôle.* [… le lendemain] *B. me dit "regarde, ce sont des types du Black Bloc qui descendent de cette camionnette".* […] *Parmi eux il y a le type [que j'ai vu la veille], maintenant c'est clair : ce n'est pas un manifestant.*"



Ce qui me stupéfait c'est que ce vieux tour de passe-passe stalinien fonctionne aussi bien, y compris dans "nos" rangs. De nombreux camarades qui ont participé aux Black Blocs à Gênes me disent en gros : "*il n'y a pas de fumée sans feu, si autant de gens l'affirment, cela est certainement vrai. Qu'il y ait eu une poignée de provocateurs ne change pas grand chose à l'affaire vu que ce sont des milliers de personnes qui ont participé aux affrontements*".
En dehors de toute considération sur le rôle de la "vérité", ce point de vue me semble dangereux car il ne prend pas en compte le rôle stratégique que cette calomnie occupe. Ce mensonge va jouer un rôle prépondérant dans les débats qui vont suivre la "fracture de Gênes", un rôle de disqualification à priori de toute prise de position radicale. De plus ce mensonge joue un rôle également (et paradoxalement) dans le dispositif répressif qui va se mettre en place contre les "violents". Paradoxalement parce que, suivant une étrange logique, si les Black Blocs sont de mèche avec les flics il n'y a aucune raison de leur affirmer une quelconque solidarité. Sans remarquer la contradiction : si les Black Blocs étaient de mèche avec les flics, ils ne subiraient pas la répression.
Déjà cette logique a servi à mettre en place des instruments de délations, des sites internet ("*Notre recueil de témoignages et de plaintes sur les violences visent autant les forces de l'Ordre que les groupes d'extrémistes violents. Si nous pouvions aider à mettre en prison ceux qui ont dévasté des rues entières de Gênes nous en serions très heureux : les violents sont nos ennemis*" - Peacelink).

Certains qui, jusqu'à présent, pouvaient passer pour "être du mouvement", ont d'ores et déjà choisi de se positionner contre les "forces du désordre", de rajouter à la confusion en alimentant la calomnie. Par exemple Serge Q. qui aurait "*remarqué un trio de types masqués, sportifs à la petite quarantaine qui s'agitaient beaucoup et que les autres BB, manifestement évitaient.*"(4) Ce ne serait que bouffon si notre ex-camarade n'était pas conscient que ce sont ces genres de saloperies qui ont permis de former les pelotons d'exécution tout au long de l'histoire du stalinisme.

Je joins ici quelques éléments afin de comprendre quels sont les enjeux et la situation en Italie.

1- Les Tute Bianche
Les Tute Bianche ne sont pas des "autonomes", à moins de considérer que Serge July est toujours maoïste et Jospin trotskiste. Ce ne sont que (sous diverses appellations) des ex de l'*Autonomia Operaia*, héritiers de la dissociation, ayant virés au gauchisme (type trotskard) dans les années 80 et qui, depuis dix ans, pratiquent l'entrisme chez les Verts et le PCI (refondation). Une sorte de Gauche Socialiste, un mélange entre SOS racisme, Motivé et Droit Devant, pratiquant tant un simulacre d'action directe médiatique que l'organisation de méga-concert frites-merguez.

Les Tute Bianche constituent en premier lieu une très grosse entreprise commerciale, avec les plus grosses salles de concert et les plus grands débits de boissons du pays (accompagné bien sûr du monopole des substances illicites qui se vendent dans leurs "espaces libérés", libérés de tout sauf du rapport marchand). Un "Centre Social" Tute Bianche est un hybride entre le Zénith (pour la taille et le SO) et un bar branché de la rue Oberkampf (pour les rapports sociaux qui s'y développent), c' est un lieu auprès duquel la moindre MJC de banlieue passerait pour un antre de la subversion. Leur énorme richesse financière s'accompagne évidemment d'un système de clientèlisme puisqu'elle représente un nombre considérable d'emplois salariés.

Les Tute Bianche sont une institution (aux deux sens du terme) elles sont complètement imbriquées dans la gauche parlementaire, elles possèdent des conseillers municipaux dans certaines grandes villes et font partie de la majorité municipale aux côtés de la coalition de l'Olivo (ex-communistes, démocrates chrétiens de gauche, verts, centre gauche). Aux élections les Tute Bianche appellent à voter PC(refondation).

Les tute Bianche, pour tout ce qui précède et aussi pour leurs pratiques staliniennes du manche de pioche à l'encontre des radicaux (5) réussissent à faire l'unanimité du mouvement contre elles. Chose intéressante puisque la critique de leur crapulerie tend à produire une radicalisation et une homogénéisation de l'ensemble du mouvement, dans un espèce de "front du refus". A tel point qu'au rassemblement de Naples en avril, où l'on a vu pour la première fois depuis dix ans des assemblées communes autonomes, anti-impérialistes et anarchistes (insurrectionnalistes ou non), les Tute Bianche on été exclus de la manif.

Ceci étant posé, les Tute Bianche étaient en osmose avec le GSF (un autre nom d'ATTAC-international, c'est à dire de l'Internationale Socialiste) et elles ont formé un cortège commun avec les jeunesses communistes (refondation) et la LCR (6). La "stratégie" de tout ce beau monde était de faire massacrer leurs troupes pour se poser en victime devant les caméras et ainsi dénoncer la violence unilatérale de l'Etat ("créer du consensus" comme dirait le lèche-botte Casarini). Ceci au seul profit électoraliste de la gauche qui a intérêt à diaboliser Berlusconi (ponctuellement, car ils peuvent être copains comme cochon). Leur illusion a été de penser qu'ils allaient pouvoir rejouer l'affrontement simulé (et négocié auparavant avec la police, comme ils avaient l'habitude de le faire avec la gauche (7)), franchir les cordons de flics par un usage modéré de la force et que ces derniers réagiraient avec une violence proportionnée, reconnaissant avec fair-play leur défaite (?).

L' "objectif militaire" étant posé, regardons maintenant l'objectif politique, le discours. Contrairement à ce que beaucoup croient en France, le discours des Tute Bianche n'est en rien différent du discours social-chrétien que l'on peut trouver dans Le Monde Diplomatique, mélange de démagogie et de bons sentiments : abandon de la Dette (on aimerait bien savoir ce que ça va changer pour les prolétaires de l'hémisphère sud, que leurs dirigeants s'en mettent encore plus plein les fouilles), taxe Tobin et citoyennisme à tout crin. Des conneries du genre "les 8 grands qui dirigent la planète et que l'on va influencer".

2 - Les Black Blocs à Gênes

Pour ce qui regarde la fraction radicale, les nombreuses discussions préalables ont mis en lumière deux approches différentes. D'un côté ceux qui voulaient coller au mouvement et donc participer à l'attaque de la "zone rouge", mais avec du matériel et des méthodes adaptées, de l'autre ceux qui pensaient que cela signifiait rentrer dans un piège, non seulement militaire mais aussi politique (le capitalisme est un échafaudage de rapports sociaux et de dispositifs et non pas 8 chefs d'Etat qu'il faudrait changer). Les propositions de porter l'attaque sur divers objectifs symbolisant l'Etat et le Capital furent bien accueillies, en revanche celle de mettre une raclée aux journalistes a soulevé des objections.

Tous ont cependant fonctionné solidairement. Le Black Bloc, constitué principalement par les étrangers, a rejoint les autonomes et anarchistes des Centre Sociaux au lieu où ils s'étaient fixé rendez-vous (à midi, place Nuovi) et où nous attendions les trains du Sud Rebelle. Les cortèges (1500 des Black Blocs et 2000 des Centres Sociaux) ont fusionné. Mais le retard des trains a eu raison de notre patience et après les premières banques attaquées les charges de flics (vers 12h 30) ont fait que 500 d'entre nous se sont perdus sur le front de mer. Ils ont rejoint les COBAS (syndicat de base) qui les ont acceptés (malgré quelques tensions) dans leur cortège, ont attaqué une caserne, monté des barricades et ont réussi à rejoindre la zone-est deux heures après. Durant ce temps, le gros de la troupe, poursuivie par la flicaille et des nuages de lacrymogènes est parvenue à occuper une zone d'à peu près 1 km^2 autour de la Piazza Giusti (8) en bloquant un tunnel et en dressant systématiquement des barricades partout où cela était nécessaire (9).

Alors que nous étions continuellement rejoint par de nouveaux groupes de manifestants et des jeunes prolétaires du coin (des "casseurs"), une épicerie, un tabac, un magasin d'accessoires de moto et une station service (qui n'a pas pu être mise en route pour fabriquer des molotovs mais où nous avons trouvé des ballons, ce qui nous a permis d'improviser quelques parties de Foot) ont été pillés. Tous les édifices administratifs ainsi que les banques ont étés saccagés.

Cela faisait déjà deux heures que nous combattions et courions, alors nous avons pris quelques répits et pique-niqué (en oubliant de payer l'addition, il est vrai).



De là, un cortège s'est formé pour partir à l'assaut de la "zone rouge", et un autre pour attaquer la prison, de nombreux camarades restaient à l'arrière pour garder les barricades.

Après avoir mis les carabiniers en déroute, le groupe d'assaillants de la prison a incendié le bâtiment administratif puis a été obligé de se replier vers l'Ouest, les renforts de flics ayant réussi à le couper de sa base arrière. Il s'est donc retrouvé dans la zone dévolue aux pacifistes où les flics l'ont poursuivi. Finalement, il s'est dissout pour revenir, "en civil", vers la Piazza Giusti.

Vers 16h les affrontements se concentraient au sud-est de "notre" zone (Corso Torino, Piazza Alimondi) où luttaient au coude à coude, Black blocs, autonomes, anarchistes, racailles et Tute Bianche de base (au grand dam de leurs chefaillons qui couraient partout en tentant désespérément d'arracher les pierres et les bâtons des mains de "leurs" petits soldats).

Cette bataille a débuté vers 15h et a duré plus de trois heures, les flics en ont pris pour leurs grades, plusieurs fois ils ont dû battre en retraite, laissant des fourgons à la proie des flammes… pour s'achever par l'assassinat de notre compagnon Carlo (à 17h30). Il n'y a rien à raconter sur ce fait que vous ne sachiez déjà.

Ensuite ce fut l'amère défaite…

En guise de conclusion

Aujourd'hui en Italie, la rupture entre tenants de la participation citoyenne au capitalisme et mouvement radical est consommée. Alors que les "de gauche" continuent leur œuvre de criminalisation, la principale activité actuelle du mouvement s'est recentrée sur la solidarité avec les emprisonnés de Gênes. La campagne de diabolisation du Black Bloc n'a pas fonctionnée puisqu'anarchistes et autonomes travaillent ensemble contre la répression.

A Venise, les Tute Bianche ont d'ores et déjà attaqué à coups de manche de pioche un stand de solidarité.

Pas de doute, qu'en France aussi les débats vont être âpres. Il doit être clair que la rupture est inévitable à très court terme, autant "la gauche de la gauche" a l'intention de donner toujours plus de gages de respectabilité au Pouvoir, autant il est exclu que le mouvement radical se contente du rôle de mercenaire au service du jeu politicien. La seule question est de savoir dans quel camp chacun va se ranger. Qui d'entre les soi-disant "anti-capitalistes" va considérer que sa tâche prioritaire est de déclarer la guerre aux subversifs ?

Notes :

(1) Pour une documentation plus complète, cf. les débats en cours sur http://web.tiscalinet. it/anticitoyennisme

(2) Cf., dans Le Monde du 24 juillet, un article qui tourne en dérision cette conférence de presse.

(3) toutes les citations qui suivent sont extraites d'un recueil de témoignage trouvé sur italy.indymédia.org, site proche des Tute Bianche, je n'en ai omise aucune.

(4) Dans un texte "*Les multiples visages de la révolte globale et la face assassine de Big Brother*", où il fait l'apologie des Tute Bianche, dont il aime "*la façon de faire respecter leurs propres principes en respectant ceux des autres*". Il doit surtout apprécier leurs appels à



la délation et leurs pleurnicheries sur la trahison de la gauche. Lire à ce propos le texte "*Répression et géométrie euclidienne*", traduit et diffusé par Serge Q. sur samizdat.org.

(5) A Gênes, l'année dernière, les Tute Bianche ont chargé le cortège qui s'affrontait avec les flics, sans parler des escarmouches quasi quotidiennes ni de la violence débile que peuvent déployer ces "militants" quand ils accomplissent leur tâche habituelle c'est à dire celle de videurs de concert.

(6) Sud Ribelle par contre a refusé de fonctionner avec les Tute Bianche, ainsi que la grande majorité des Centres Sociaux italiens. Les autonomes n'ont plus aucuns rapports avec ces gens-là. Voir le communiqués, du Ska de Naples, du 25 juillet où ils affirment "*nous sommes tous des Black Blocs*" ce qui est le contre-pied des Tute Bianche qui eux réclament à grands cris l'arrestation des "casseurs" et déplorent la faiblesse de la répression à leur encontre.

(7) "*Quand à l'intérieur des régimes démocratiques se manifestent des mouvements collectifs de contestations, un quota de violence est physiologique et constitue un coût incontournable. Il s'agit de décider si il faut le réprimer de manière indiscriminée, ce quota, au risque de radicaliser la violence et de l'étendre ; ou alors justement "de la contenir". […] Au cours d'une réunion à la préfecture d'une ville du Nord, les responsables de l'ordre public et certains leaders du mouvement [des Tute Bianche] discutèrent pointilleusement et enfin convinrent minutieusement tant du trajet que de la destination finale du cortège. Et nous nous sommes mis d'accord sur le fait qu'il y avait une limite, matérialisée par un numéro de rue, atteignable avec le consensus des forces de l'ordre, et un autre point délimité par un autre numéro de rue plus élevé, non "consenti", mais "toléré". L'espace entre ces deux lignes imaginaires - une centaine de mètres - fut ensuite le "champs de bataille" d'un affrontement non sanglant et presque entièrement simulé (mais il n'apparaissait pas ainsi sur les retransmissions télévisées) entre les manifestants et la police*". In *La repubblica* du 14 juillet 2001, interview de Luigi Manconi, ex responsable du SO de Lotta Continua, porte-parole des Verts jusqu'en 2000, actuellement sénateur du Centre Gauche et sociologue.

(8) Contrairement aux Tute Bianche, les radicaux ont évité de pénétrer au cœur du dispositif policier (la zone orange) sans assurer leurs arrières.

(9) D'après un ex-camarade (Serge Q.), dresser des barricades et répondre aux lancers de grenades lacrymogènes envoyées à tirs tendus par des jets de pavasse serait "*tomber dans le piège de la violence spectaculaire*".

TÉMOIGNAGE D'UN ANARCHISTE SUR LES ÉVÉNEMENTS DU VENDREDI 20 JUILLET 2001 À GÊNES

Ce témoignage est anonyme pour des raisons de "tranquillité personnelle". Il concerne uniquement la journée du vendredi 20 juillet 2001. Il peut être utilisé, reproduit et diffusé par toutes et tous. Je vais essayer de m'en tenir essentiellement à ce que j'ai vu, même si, à l'occasion, il m'arrivera de formuler quelques hypothèses. Quelques aspects des événements et de leur traitement médiatique feront l'objet d'un commentaire personnel en fin de texte. J'invite tou(te)s les anars ayant "assisté" aux affrontements du vendredi 20 et du samedi 21 juillet 2001 à décrire ce qu'ils/elles ont vu et à mettre ces témoignages en circulation.

RECIT DE "MA" JOURNEE DU 20 JUILLET

C'est à partir de 10 heures du matin environ que la majeure partie du black bloc a commencé à se rassembler et à se préparer au fond du square Valletta, un square pas mal boisé qui servait de camping pour les manifestants anti-G8 près de la via Alvaro. Un hélico de la police survolait régulièrement le square. Le black bloc a dû entrer en mouvement vers 11 h 30 approximativement (je n'avais pas de montre sur moi). Il est sorti du square par un escalier situé au fond. Il devait y avoir au moins 500 ou 600 personnes vêtues de noir pour une bonne partie d'entre elles. Certaines avaient des casques (noirs aussi), des barres de fer, des bâtons, des sacs avec des cocktails Molotov ou des pierres, des masques à gaz... Les provenances nationales étaient diverses. Il y avait des petits groupes assez bien organisés et des individus isolés. Je pense que la majorité des gens avait entre dix-huit et vingt-cinq ans. Tout le monde était masqué ou cagoulé. Nous avons marché dans des petites rues en mettant de grosses poubelles métalliques et des containers en plastique ou en métal pour les bouteilles et les papiers au milieu de la route (il y en avait pas mal dans les rues, tous les 150-200 mètres environ) pour que la police ait du mal à nous suivre avec ses véhicules. Un hélico nous survolait régulièrement. Notre destination était le corso Buenos Aires, où se trouvait la manifestation des Cobas (un syndicat de base, indépendant, "lutte de classe", majoritairement marxiste et assez radical d'après ce que je sais) et du réseau Diritti Globali (assez radical lui aussi apparemment). Nous avons rejoint la queue de cette manif de plusieurs milliers de personnes aux environ de midi. Nous avons alors été rejoints par d'autres participant(e)s au black bloc. Le black bloc regroupait alors environ un petit millier de personnes dont pas mal de filles (un cinquième ou un quart ?). Les gens des Cobas et de Diritti Globali avaient organisé un service d'ordre (SO) assez nombreux qui a fait la chaîne pour séparer leur cortège du nôtre. Il y avait pas mal de gens des Cobas et de Diritti Globali (DG) qui avaient des casques de moto ou de chantier, des manches de pioche, des gants, des protections sur les avant-bras, des masques à gaz ou des foulards et des masques anti-poussière blancs. Ils étaient plutôt bien équipés. On ne s'est pas imposés dans leur cortège. Nous étions attendus et acceptés en queue de manif. Le black bloc a déployé quelques banderoles, crié quelques slogans (comme "*No borders, no nations, stop deportations*" et "*No justice, no peace. Fuck the police !*") en anglais, quelques autres ont été scandé en italien et allemand. Ça a duré a peu près dix minutes pour laisser aux gens âgés ou avec des enfants qui manifestaient dans le cortège des Cobas et de DG le temps de s'éloigner.

Puis, très vite, la première banque a été attaquée ainsi qu'une agence immobilière. Des poubelles et des containers ont été mis au milieu de l'avenue. La police, qui n'était pas loin, est arrivée et a pris position pas très loin du black bloc. L'ensemble de la manif a commencé à descendre l'avenue vers la mer. Des tambours battaient le rythme au sein du black bloc (BB). Des policiers ont pris position dans une rue latérale. Des participants au BB ont commencé à lancer des pierres. Les flics ont tiré les premières grenades lacrymo et ont commencé les charges. Il y a eu des jets de cocktails Molotov et aussi une ou deux fusée de détresse tirées sur les flics. C'est comme ça qu'ont commencé les affrontements. Rapidement, la police a chargé en provenance de plusieurs rues, ce qui a eu pour effet de disloquer la manif en deux morceaux apparemment. Ce qui est sûr, c'est que le contact a été perdu avec une partie du cortège Cobas-DG et une petite partie du BB. Je ne sais pas ce qu'ils ont fait par la suite. La partie de la manif dans laquelle je me trouvais est descendue vers la mer avec les flics pas loin derrière. On continuait à mettre des obstacles en travers de la route. Je pense qu'on descendait la via Casaregis et on est vite arrivés devant le Genoa Social Forum, côté scène de concert. Là, on s'est arrêtés. Il devait y avoir environ 2 500 personnes, peut-être plus. C'est pas évident à évaluer.

La majeure partie du BB se trouvait dans ce cortège. On avait le dos à la mer, les flics en face et il y en avait aussi qui s'approchaient sur la gauche près du forum, côté point d'information. On savait plus trop quoi faire. Au bout de cinq minutes, 150-200 personnes environ du BB ont pris un escalier assez raide qui mène à un quartier qui surplombe la place Martin Luther King. Ils sont partis cartonner dans leur coin (j'y reviendrai plus tard). La majeure partie des gens du BB sont restés et ont cherché à remonter le corso Torino en laissant la mer droit derrière eux. On a remonté le corso Torino sur 200 mètres. Des vitrines ont été cassées (une banque et un

concessionnaire Fiat plus deux ou trois autres trucs). On a commencé à construire une barricade. Les flics sont arrivés en face. Il y a eu des heurts et on a été refoulés encore une fois vers le forum près duquel les Cobas et DG étaient restés. Les flics se ramenaient de partout, à gauche, en face, à droite. On avait plus le choix, on a été forcés de rentrer dans le forum qui était presque désert à ce moment-là. Le SO des Cobas et de DG tenait les grilles. Ils ont laissé rentrer tout le monde et les ont refermées. En face, les flics étaient à 50 mètres et tout le monde s'est mis à barricader la grille avec tout ce qui nous tombait sous les mains. Il était un tout petit peu plus de 14 heures (j'ai demandé l'heure). Les flics tiraient des grenades lacrymo dans le forum et des gens ripostaient en lançant des pierres, mais les flics étaient trop loin. Bref, on était cernés et ça sentait le roussi.

Au bout de dix minutes, des gens ont trouvé un petit chemin qui longeait la mer. Quelques groupes sont partis reconnaître le terrain et tester la réaction des flics. Pas de réaction policière. Du coup, on a quasiment tous filé par là. Le chemin était pas large et le cortège s'est étiré. Il a fallu du temps pour que tout le monde passe. On s'est regroupés du côté de la punta Vagno puis on est reparti en manif en remontant le corso Italia, vers l'est donc, en longeant la mer. Un gros mirador et quelques caméras de l'arrière de la caserne de carabiniers (qui donne sur le corso Italia) ont été copieusement lapidés avec les galets ramassés le long de la mer en sortant du forum. Pour une raison que j'ignore, il y a eu des engueulades entre des gens des Cobas et d'autres du BB. Ça a fini en une bousculade où quelqu'un a été blessé assez légèrement apparemment. Une ambulance est passée prendre cette personne. Pendant ce temps-là, les flics sont entrés dans le forum et ont tout gazé. Les quelques dizaines de personnes qui y étaient restées n'ont apparemment pas été embarquées (peut-être quelques-unes ?) et les flics sont vite ressortis. Nous, on a continué à suivre le corso Italia jusqu'à une petite église et ensuite l'avenue a obliqué droit vers le nord. Je crois qu'à partir de cet endroit le corso Italia devient la via Felice Cavallotti.

Le cortège était calme depuis la caserne. On mettait juste les poubelles au milieu de la route. A partir de la via Felice Cavallotti, on a recommencé à rencontrer des banques. Elles ont systématiquement été attaquées et parfois vidées de leurs sièges, ordinateurs, etc. On laissait toujours des obstacles derrière nous. On remontait toujours à plus de 2000 (dont au moins 400 personnes des BB) vers le nord. D'une rue latérale assez large, sur la gauche, de l'ouest, sont arrivés deux camions blindés des carabiniers (en provenance de la caserne qui avait été lapidée ?). Ils sont arrivés à fond et ont pris position, côte à côte, à une trentaine de mètres de la manif. Ils sont tombés sur la queue de manif, là où les gens du BB se trouvaient. Les gens ont commencé à courir, surtout les derniers de la manif, car ils avaient peur d'être séparé du gros du cortège. Les flics ont tiré quelques lacrymos. Je sais pas vraiment ce qu'ils foutaient là les flics, mais c'était pas prudent parce que les gens ont assez vite compris que, dans les deux camions, il devait y avoir 30 flics au maximum et que nous, on était des centaines. Alors, il y a au moins 60 personnes qui ont chargé les camions en leur lançant plein de pierres et de bouteilles vides. Les flics restaient dans les camions. Il y avait juste un flic par camion qui ont tiré deux ou trois lacrymos à partir d'une ouverture sur le toit mais, comme ils ont pris des pierres dans la gueule, ils sont vite rentrés complètement à l'intérieur.

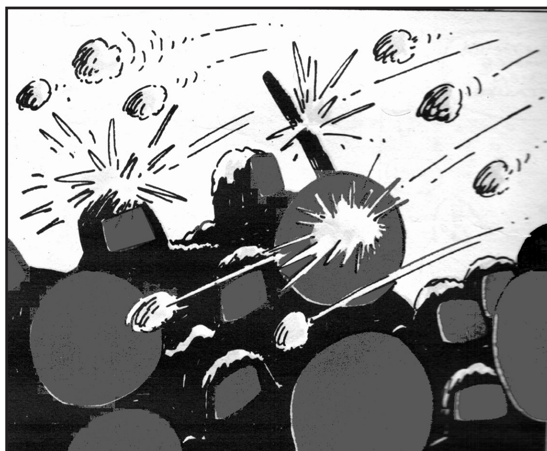
Les gens ont continué à charger et ont commencé à entourer les deux camions et à taper dessus avec des barres de fer, des manches, etc. Bizarrement, les deux camions ont pas bougé. Celui de gauche à fini par reculer à fond de 30 mètres mais pas celui de droite. Leurs vitres spéciales étaient toutes fendues mais elles tenaient. Des gens ont eu l'idée de vérifier si les portes avant du camion étaient fermées. Manque de pot pour les flics, elles l'étaient pas. Elles se sont ouvertes !!! Le flic à côté du chauffeur a réussi à refermer la sienne très vite mais pas le chauffeur, qui a à moitié été extrait du véhicule, a été rattrapé, in extremis, par l'autre flic mais a quand même eu le temps de se faire démonter la tête. Ça craignait pour les flics. A ce moment-là, il y a eu plusieurs détonations. Ça venait du deuxième camion qui avait reculé. J'ai vu le chauffeur de ce camion dehors près de sa portière. Des gens m'ont dit après que ça devait être des tirs de balles en plastique, mais j'ai pas vu le flic tenir de carabine. Peut-être que j'ai mal vu ? Peut-être que le flic a sorti son arme de service et tiré ? En l'air ? Je sais pas ce qui s'est passé exactement, mais il y a eu au moins deux ou trois détonations d'arme à feu. Toujours est-il que les gens ont un peu reculé, que le chauffeur du premier camion (en sang) a pu refermer sa portière et faire reculer le camion malgré son pneu arrière droit crevé à coups de couteau. La manif est repartie, toujours vers le nord. Les gens étaient remontés. Quelques banques ont encore été attaquées et cette fois-ci les gens du BB n'étaient plus seuls à le faire... La vitrine d'un magasin LIDL a été défoncée et des gens ont pris de la boisson (il faisait chaud), de l'eau (pour les lacrymos) et des liquides inflammables (ça peut toujours servir) dedans. J'ai pas vu l'intérieur, mais je pense pas qu'il ait été dévasté (trop peu de gens, trop peu de temps à l'intérieur). D'ailleurs, dans ce cortège, c'est surtout les banques qui ont été attaquées. Une voiture de haut de gamme a eu deux ou trois vitres cassées. La petite enseigne Coca-Cola d'un petit bar a aussi été cassée. Avant de renverser les containers sur la route, les gens poussaient précautionneusement les scooters qui étaient garés à côté pour pas qu'ils soient abîmés. Un début de feu de container à papier a finalement été éteint parce qu'il risquait d'abîmer un arbre et de noircir une façade d'immeuble. C'était pas la grande dévastation dans ce cortège. C'était ciblé et très bien comme ça. On a encore marché vers le nord. On était pas loin du stade Carlini. On s'est retrouvé dans des petites rues. Le parking d'une société de vigiles a été attaqué et quelques voitures pour les patrouilles de gardiennage ont été brûlées. Ensuite, on a obliqué vers l'ouest, toujours dans des petites rues, car les responsables du SO des Cobas en avaient, je cite, "marre de la périphérie". Ils avaient envie de se rapprocher du centre et de la zone rouge. Le cortège s'étirait et les gens étaient assez crevés (plusieurs heures de marche, le soleil, les incidents, le stress…). A ce moment-là, des camions de la police ont déboulé assez vite derrière nous, les flics sont descendus à fond et ont chargé direct en courant vite, suivi de très près par leurs camions. Les rues étaient étroites et il n'y avaient pas de grosses poubelles ni de containers à cet endroit. Les flics nous ont collé au train de manière agressive pendant pas loin de 200 mètres en s'arrêtant juste de temps en temps pour reformer correctement leur ligne. Ça a été chaud pour les gens qui étaient en queue de manif. On a débouché dans une rue où il y avait des poubelles et des containers et on les a mis sur la chaussée. On était serrés et on a pas traîné. Les flics ont lâché l'affaire.

On a fini par déboucher sur le haut d'une grande avenue qui descend vers la gare de Brignole, dans le centre, et qui longe de nombreuses voies de chemin de fer (qui se trouvent nettement en contrebas par rapport à l'avenue en question). A l'endroit où on est arrivés, cette longue avenue doit s'appeler corso Gastaldi. Là, les gens étaient vraiment crevés. On apercevait le centre-ville, du côté de la "zone rouge", avec un immense nuage jaunâtre de lacrymo qui flottait au-dessus. On est descendus un peu vers le centre et on est arrivés au cul d'une grande manif qui était, à l'origine, celle des Tute bianche, des jeunes cocos italiens, du comité grec, des Basques, etc. Il devait y avoir au moins une quinzaine de milliers de personnes à vue de nez. A la queue de ce cortège, il y avait la LCR (200-300 ?) et un groupe un peu plus nombreux de cocos italien. Ces deux groupes ont fait la chaîne pour empêcher une partie de notre cortège de descendre vers les affrontements en bas de la grande avenue. Des gens du BB ont pété une banque (la pauvre !) et les cocos sont devenus furieux et agressifs. Tout ça a provoqué des bousculades entre les cocos d'un côté et des gens des Cobas, de DG et du BB de l'autre côté. La LCR a pas bougé une oreille

et s'est tenue à l'écart. Finalement, ça s'est un peu calmé et par petits groupes, sur les trottoirs, une partie de la manif est allée, en ordre très dispersé, et peu à peu, assez lentement, rejoindre la zone d'affrontement, qui était assez loin. J'ai l'impression que la majorité du cortège avec lequel j'avais manifesté est resté au cul de la manif, fatiguée et trop éloignée pour comprendre que les heurts se poursuivaient de manière intense loin devant, à près d'un kilomètre, je crois. Je pense vraiment pas qu'on ait été très nombreux de ce cortège à aller jusqu'au cœur de la zone d'affrontement, là où le corso Gastaldi se rétrécit et devient la via Tolemaide. A peu près au milieu de la descente, il y avait le camion des Tute bianche avec sa grande plate-forme, à plusieurs centaines de mètres de la zone d'affrontement. Il y avait fréquemment des ambulances qui passaient en descendant et en remontant pour aller chercher les blessés. Comme il y avait pas mal d'ambulances, il était clair qu'il y avait pas mal de blessés.

Il y avait des milliers de personnes dans cette zone proche des affrontements qui se reposaient, observaient, s'aéraient après avoir reçu des gaz lacrymo plus bas. J'ai continué à descendre vers la via Tolemaide. Il y avait toujours plein de gens et les premières traces d'affrontements commençaient à apparaître : pierres par terre, débris de bouteilles qui avaient été lancées, grosses poubelles et containers au milieu de la route, une voiture retournée et calcinée, petites rues latérales obstruées tant bien que mal pour gêner l'approche de la police, atmosphère de plus en plus chargée en gaz lacrymo... Il y avait vraiment beaucoup de gens qui portaient des équipements ou des éléments d'équipement "à la mode Tute bianche" : casques divers, épaulettes de mousse, protections sur les avant-bras, cuirasses de mousse, boucliers en plexiglas, masques antigaz, lunettes de protection... Il y en avait des centaines... et des centaines d'autres sans équipements particuliers si ce n'est des masques divers pour se protéger des gaz. En fait, après avoir tenté à plusieurs reprises de passer "pacifiquement" dans la zone rouge en poussant avec leurs boucliers et leurs murs de plexiglas montés sur roulettes les barrages de flics , les Tute bianche (et les masses de gens qu'ils avaient agglomérés derrière eux) ont commencé à basculer assez massivement (et efficacement) dans des pratiques violentes. Ils semblent n'avoir pas eu d'autres solutions face aux importantes violences policières qu'ils subissaient.

J'ai continué à descendre. Il y avait toujours plein de gens. L'avenue se rétrécissait. Il y avait plein de gaz et des centaines de pierres par terre. Des gens remontaient s'aérer après avoir été gazés, d'autres redescendaient se battre après s'être aérés. Il y avait en fait un roulement des émeutiers qui fait que leur nombre, leur "fraîcheur" et leur combativité ne diminuaient pas. Des petites équipes de gens s'occupaient de donner des soins : pansements et désinfectant pour les petites coupures, eau pour rincer la bouche et les yeux... Il y avait de plus en plus d'obstacles au milieu de la rue, quelques voitures calcinées et des débuts de barricades. Des petits groupes de gens redescendaient vers le lieu d'affrontement en traînant des containers, des grosses poubelles métalliques, des grilles, des bastaings, des bouts de clôture en bois qu'ils avaient été cherchés plus haut sur l'avenue. On apercevait le dispositif policier plus bas avec les cars derrière les cordons à une distance de 100-150 mètres. Les flics n'arrêtaient pas de gazer. Beaucoup de leurs tirs étaient assez tendus : les projectiles arrivaient dans les premières lignes d'émeutiers en rasant les têtes. A mon avis, plus d'une personne a dû être blessée en s'en prenant un dans la figure. Les gens relançaient systématiquement les grenades vers les flics ou sur les voies ferrés bien en contrebas. Il y avait des centaines de personnes dans les premières lignes d'émeutiers. Tous ces gens et les quelques milliers d'autres qui étaient au-dessus, qui participaient régulièrement ou sporadiquement au roulement des émeutiers ou les soutenaient en donnant des soins, de l'eau, en apportant des éléments de barricade, en surveillant les petites rues latérales ou simplement en faisant masse derrière les premières lignes (leur offrant ainsi un milieu de repli et d'appui et créant également ainsi une densité humaine rendant impossible le dégagement rapide de la zone par une série de violentes charges policières) étaient très déterminés. Les gens s'accrochaient avec les flics, étaient gazés depuis des heures, mais c'était très dur de les faire reculer et toujours ils réavançaient. A ce moment-là, la volonté farouche de milliers et de milliers de personnes était de pénétrer dans la zone rouge par tous les moyens nécessaires… Peu de temps après que j'eus rejoint les premières lignes d'émeutiers, une grosse contre-attaque des manifestants a commencé à se déclencher. C'est comme si les gens en avaient eu marre à ce moment-là. Des centaines de gens ont commencé à ramasser tous les projectiles possibles, à en bourrer leurs poches, à traîner le plus près possible des flics le maximum de poubelles, containers, objets encombrants pouvant servir à construire une barricade. Des centaines de gens ont commencé à avancer vers les flics. Les jets de projectiles sur les rangs de la police se sont intensifiés peu à peu. Ça a commencé à être une véritable pluie de pierres. Ils y en avait toujours plus qui leur tombaient dessus. Les gens continuaient à approcher. On était à 20 mètres des flics. Leurs rangs ont commencé à s'agiter. Ça devenait très dur pour eux de tenir leur ligne. Ils en prenaient plein la gueule et ils voyaient tous que derrière les centaines de gens qui les attaquaient, il y en avait mille, deux mille, plus haut sur l'avenue, qui commençaient à suivre, de plus en plus massivement et rapidement, les premières lignes émeutières, droit sur eux. Les gens criaient "Avanti ! Avanti !". Alors, les rangs des flics ont commencé à se disloquer. Les derniers rangs ont commencé à tourner les talons dans la confusion, immédiatement suivis par les rangs intermédiaires puis par les premiers rangs avec les boucliers. Les gens ont tous chargé en criant et en lançant tout ce qu'ils pouvaient. Les flics ont dépassé leurs véhicules (cars et estafettes) qui auparavant se trouvaient en position assez rapprochée derrière eux. Les cars essayaient de reculer en marche arrière au milieu des flics qui couraient à fond. J'ai l'impression que des véhicules se sont rentrés dedans ou se sont mutuellement bloqués. Certains ont été lapidés. Ils arrivaient à reculer mais trop lentement. Les gens se précipitaient sur tous les projectiles qui traînaient par terre. Tous les 20 mètres, ce qui avait été lancé sur les flics était récupéré et réutilisé immédiatement. Le caillassage a pris la forme d'un roulement intensif et rapide. Légèrement en arrière, des dizaines de gens trimballaient en courant poubelles, containers, grilles, etc. et déplaçaient ainsi la barricade en même temps que la charge qui progressait par petits bonds qui s'enchaînaient rapidement. L'ambiance était furieuse. Le niveau de violence était vraiment élevé. Du fond de ce qui restait du dispositif policier, ça a commencé à grenader furieusement. Ça nous a ralenti. Les véhicules ont réussi à se dégager. Les flics ont commencé à reconstituer leurs lignes. On les avait fait reculer de 200 mètres je pense. Ils avaient dû mettre beaucoup de temps à les gagner ces 200 mètres. On les leur a fait perdre en dix minutes. Les gens ont commencé à essayer de réunir les éléments nécessaires à une nouvelles attaque (ramener et stocker des projectiles, des éléments de barricades mobiles, se regrouper à beaucoup derrière les premières lignes…). Les flics venaient de se prendre une bonne claque et ils étaient déstabilisés, sur la défensive. C'est pour ça qu'ils ont dû envoyer ces 30 ou 40 flics dans la petite rue latérale, sur la gauche des premières lignes de manifestants. Ils devaient penser que les premiers rangs allaient avoir peur d'une charge sur le flanc qui les auraient coupés du reste de la manif (charge qui aurait immédiatement été suivie d'une autre de face) et qu'ils allaient reculer légèrement permettant ainsi de réduire la pression sur le dispositif policier de la via Tolemaide ou peut-être qu'ils cherchaient à nous dissuader de nous répandre dans les petites rues sur la gauche et d'étendre ainsi le périmètre des combats. Je sais pas pourquoi ils ont fait ça mais, en tout cas, c'était pas une bonne idée parce qu'il y avait plein de gens énervés qui arrivaient pour appuyer les premières lignes et occuper l'espace gagné pendant la charge des manifestants et les quelques dizaines de flics ont très vite été chargés par au moins 60-70 personnes. Les flics ont reculé vers une petite rue perpendiculaire. On a continué à les charger. Plus ils reculaient, plus on



chargeait. On les a poursuivis dans la petite rue perpendiculaire. On s'est retrouvés en sortant de la petite rue sur une petite place avec une église. Les flics ont continué à reculer sous les projectiles. Pas mal de manifestants avaient des barres de fer ou des manches de pioche. On était plus nombreux qu'eux et ils fuyaient le contact. Les flics sont allés reconstituer leur ligne à l'entrée d'une rue qui donnait sur la place. En se repliant, ils ont laissé à 20-30 mètres derrière eux, deux petites voitures 4 x 4 des carabiniers. C'était violent, rapide et confus, alors je vais être prudent. Les deux voitures ont essayé de reculer mais, pour une raison que j'ignore, au moins la deuxième n'a pas pu le faire. Le véhicule s'est alors retrouvé coupé du reste du dispositif policier et au contact des manifestants qui ont commencé à le lapider et à frapper dessus avec des barres ou des manches. La vitre arrière du véhicule a été brisée, j'ai pas vu comment mais il n'y en avait plus. J'étais à environ 10 mètres du véhicule, un peu en surplomb par rapport à lui (qui était sur ma gauche) parce que j'étais sur les marches de la petite église. C'est à ce moment-là que j'ai entendu la première détonation, assez forte, sèche et proche. Je me suis instinctivement courbé et j'ai pensé que c'était un coup de feu. J'ai regardé droit devant moi le dispositif policier qui était à l'entrée de la petite rue pour voir ce qui se passait, si c'était eux qui tiraient, s'ils chargeaient. Il y avait des gaz, ils étaient à 30 mètres environ, je voyais pas grand-chose. Je crois qu'il y a eu une autre détonation. J'ai pivoté sur moi-même, toujours courbé, j'ai descendu deux ou trois marches vers l'arrière, fait quelques pas et je me suis accroupi derrière je ne sais plus trop quoi pour m'abriter. Je me suis relevé un peu. Droit en face de moi, toujours à environ 10 mètres à mon avis, il y avait l'arrière du 4 x 4 des carabiniers avec sa vitre défoncée. J'ai perçu des mouvements à l'intérieur. Je me suis rabaissé et quasi immédiatement je me suis un peu relevé et je crois (mais c'est un peu confus, je ne peux pas être catégorique) avoir aperçu, par la vitre arrière brisée, assez distinctement, deux flics casqués, courbés ou accroupis, serrés l'un contre l'autre. J'ai vu la "tache claire" d'une main, hauteur de torse, avec dans le prolongement de cette main, une masse noir et luisante. J'ai immédiatement compris que ça ne pouvait être qu'une arme de poing et que c'était de cette arme que provenait les détonations. J'ai pensé qu'ils avaient tiré en l'air pour se dégager. Les flics (parce qu'il me semble qu'ils étaient deux) paraissaient agités et regardaient, en pivotant légèrement sur eux-mêmes, par la fenêtre cassée si des manifestants s'approchaient. Je ne voyais pas ce qui se passait au sol. J'ai ensuite regardé derrière moi pour voir ce qui se passait, si les manifestants avançaient ou reculaient. Quand j'ai regardé devant moi de nouveau, la bagnole des carabiniers était partie. Je me suis relevé. J'ai avancé. Il y avait très peu de gens devant moi. J'ai eu le sentiment que le bruit diminuait considérablement pendant quelques secondes. Puis il y a eu quelques cris. Je me suis dit qu'il y avait un problème, que quelque chose de grave s'était produit. J'ai vu quelques personnes courir et s'arrêter à 6-7 mètres de moi sur la gauche. Je me suis approché. Il y avait 4-5 personnes en cercle. Je les ai contournées. J'ai aperçu quelqu'un à terre. Une lacrymo a roulé près de notre groupe. J'ai shooté dedans pour la renvoyer vers les flics qui bougeaient pas, toujours à 30 mètres environ. Je me suis retourné pour regarder de nouveau le type à terre. Ses pieds étaient près des miens. Je me souviens de son tee-shirt blanc et de sa cagoule noire poisseuse et luisante de sang. J'ai vu une flaque de sang qui s'élargissait à partir de sa tête. J'ai remarqué qu'il pissait du sang par l'orbite gauche. J'ai compris que c'était une balle qui avait fait ça et que les coups de feu n'avaient pas été tirés en l'air. J'ai fait quelques pas en arrière en me tenant la tête. Quand je me suis retourné, j'ai vu 2-3 journalistes avec caméras et appareils photo qui zoomaient sur le type à terre. Les flics ont commencé à approcher lentement. Un groupe de 6-7 flics s'est détaché de leur rang et, derrière 3-4 boucliers, ils ont avancé droit sur nous assez lentement et tranquillement à ce qu'il m'a semblé. Deux gars ont commencé à soulever le type par terre. Je me suis approché pour les aider mais un autre manifestant s'est amené en disant que le type était gravement blessé et qu'il ne fallait pas le bouger. Alors, les deux gars l'ont reposé. Personne pensait qu'il était déjà mort en fait. Le petit groupe de 6-7 flics s'était encore rapproché. Ils étaient à 10 mètres peut-être. On a reculé et le rang de flics qui suivait le petit groupe de tête à distance s'est mis à charger, alors on s'est barrés à fond. On savait pas quoi faire parce qu'on pensait que le type à terre était salement touché mais pas mort. On n'a pas vérifié si son cœur ou son pouls battait encore. Si on avait compris qu'il était déjà mort, évidemment, on aurait jamais laissé son corps entre les mains des flics et on l'aurait porté via Tolemaide où on aurait chopé une ambulance (j'ose pas imaginer l'effet que ça aurait produit sur les centaines et les centaines de gens qui s'y trouvaient). Toujours est-il que les flics ont chargé et la place s'est vidée, les derniers manifestants ont rattrapé le gros du groupe et ont dit qu'un type avait pris une balle et qu'il était peut-être mort. Les gens ont poussé des cris de colère. Les flics, après avoir vidé la place, se sont pointés dans la petite rue par où les gens avaient commencé à se tirer vers la via Tolemaide. Quand ils les ont vus arriver, les gens leur ont foncé dessus en hurlant "Assessini" et ont fait refluer les flics sur la petite place. En face de moi, il y avait la rue où les gens chargeaient vers la place et, sur ma droite, la rue qui débouchait sur la via Tolemaide. J'ai aperçu au bout de cette rue, un blindé léger qui remontait à fond la via Tolemaide en défonçant tous les obstacles. J'espère que personne s'est trouvé sur sa route parce que le blindé fonçait tout droit, moteur à fond. J'ai croisé un des journalistes qui avait assisté à la mort du manifestant, il parlait français et m'a dit, à moi et à un autre Français qui traînait là, qu'il fallait pas se faire d'illusions : le type était mort. Il a dit qu'il filait envoyer les images. J'ai rejoint la via Tolemaide par une petite rue, plus haut que l'endroit où j'avais aperçu le blindé passer. La nouvelle commençait à se répandre dans les premières lignes émeutières et les gens ont attaqué les flics furieusement. Moi, j'ai commencé à remonter lentement en sens inverse. La funeste nouvelle remontait le cortège, elle aussi. Je suis tombé sur des gars des Tute bianche qui apprenaient la chose. Ils m'ont montré des douilles, longues, de carabines ou de fusils d'assaut, ramassées sur la via Tolemaide, dans les secteurs autrefois occupés par les flics, en disant que ça voulait dire qu'ici aussi les flics avaient tiré. En fait, j'ai vu par la suite des images où les flics tirent des grenades avec des fusils (et pas avec leurs étranges lance-grenades compacts). Je pense que les douilles (à blanc, qui sont uniquement destinées à propulser la grenade) proviennent de tirs de grenades lacrymo effectués au fusil. Ensuite, j'ai accéléré et crié, pendant un bout de temps, tout en marchant vite, en plusieurs langues, qu'il y avait un mort avec une balle dans la tête. J'ai informé le SO de la LCR de la nouvelle. Puis, j'ai continué encore quelque temps à remonter la manif en annonçant la nouvelle. La tête de manif commençait déjà remonter en direction du stade Carlini. Les premières lignes émeutières étaient enragées par la nouvelle et la majorité de la manif était, quant à elle, écœurée par celle-ci et quittait les lieux.



QUELQUES COMMENTAIRES PERSONNELS A PROPOS DU BLACK BLOC

Il regroupait, d'après moi, entre 800 et 1 000 personnes. Le BB n'est pas l'expression du mouvement anarchiste. Il n'est qu'une des expressions (parmi d'autres) de sa frange la plus radicale. Il y avait vraisemblablement quelques milliers de militants et sympathisants anars à Gênes. Le BB n'a regroupé qu'une minorité du mouvement anar (et pas que des anars) : un tiers ou un quart de celui-ci. De toute façon, le BB n'a jamais prétendu représenter qui que ce soit. Il s'est réuni pour

agir de manière offensive. Il l'a fait et pas trop mal fait dans l'ensemble. C'est tout.

UN BLACK BLOC FRAGMENTE

Assez vite, suite aux premières charges policières sur le corso Buenos Aires, le BB s'est retrouvé fragmenté. Je pense qu'à ce moment-là une partie de la manif des Cobas et de DG plus une petite partie du BB s'est retrouvée dans la nature. Je pense ça parce que, quand la manif s'est retrouvée refoulée près du forum du GSF, j'ai l'impression qu'il y avait un peu moins de monde dans le BB et le reste de la manif en général (mais c'est dur d'avoir une certitude). Si une partie du BB s'est effectivement retrouvée coupée du reste, j'ignore complètement ce qu'ils ont pu faire par la suite.
Après quelques minutes d'attente et d'indécision près du forum, 150 à 200 participant(e)s au BB ont pris la tangente (aux environ de 13 heures ?) par un long escalier assez raide vers un quartier qui surplombait le secteur. De ce qu'ils ont fait, je n'ai que quelques éléments racontés par un compagnon qui s'est retrouvé dans ce cortège et d'autres glanés dans la presse. Il semble que ce groupe soit remonté vers le nord, qu'il ait opéré du côté de la place Tommaseo, du corso Buenos Aires, de la via Tolemaide puis qu'il se soit déplacé vers la via Canevari, qu'il ait attaqué ensuite la prison près de la place Marassi puis obliqué vers l'ouest jusqu'à la place Manin, où leur présence au milieu, ou non loin, de manifestants pacifistes a apparemment déclenché des charges policières contre les non-violents. A ce moment-là (milieu d'après midi), fatigué et un peu isolé, il semble que ce groupe du BB se soit débarrassé de son matériel et évaporé mais il est probable que des éléments de ce groupe aient rejoint les affrontements qui se développaient alors sur la via Tolemaide. La majeure partie du BB (500, peut-être un peu plus) a suivi le parcours que je décris dans mon témoignage.
Il semble également que des éléments BB isolés aient été signalés dans la manif des CUB (un autre sigle du syndicalisme de base italien, si je ne m'abuse) au nord-ouest et qu'ils se soient livrés à quelques dégradations mineures. Peu nombreux et refoulés par le SO, leur action semble avoir eu peu d'impact (info chopée dans la presse italienne).
Plus surprenant, un article du "Monde" du dimanche 22 et lundi 23, signé par D. Rouard, fait état de la présence d'un groupe BB d'environ 400 personnes, groupe actif dans le secteur de la place Verdi et de la gare de Brignole et ce dès 10 h 30 et jusqu'à 15 heures. Ce secteur est proche du lieu où le BB, dans sa très grande majorité, s'est rassemblé vers 12 heures en queue de manif Cobas-DG. Ce groupe de 400, arrivé en avance, a peut-être cherché à occuper son temps libre en attendant le rendez-vous de 12 heures. Peut-être que ce groupe n'est pas allé au rendez-vous ? Peut-être qu'il y est allé mais qu'il est ensuite revenu après les premières charges de la police (ce qui expliquerait qu'on ait été moins nombreux dans le BB après avoir été refoulé vers le forum) ? Ça n'est pas clair.



POLICE ET BLACK BLOC

Oui, il y a eu quelques flics dans le BB, mais, des flics, il y en a un peu partout et partout un peu. Même à ATTAC, il y en a. Dans le BB, les flics ont rôdé un peu. Pourquoi ? Pour faire leur boulot de flic : identifier les origines nationales des composantes du BB, identifier des individus en particulier, évaluer le nombre de groupes organisés et expérimentés se déplaçant au milieu des isolés et des inexpérimentés, étudier de près les techniques émeutières, évaluer le matériel offensif disponible (qualité, quantité…), écouter les conversations ou essayer d'en susciter pour recueillir des informations (objectifs, parcours, organisation informelle, origine du matériel, lieux de stockage préalable…). C'est tout. Le BB manipulé par la police ? Le BB n'est pas une création de la police (la preuve, c'est que la police et même les services secrets sont obligés d'essayer d'enquêter dessus). Le BB n'a pas de chef, pas de troupes de petits soldats qui obéissent à des ordres venus d'un haut état-major secret, pas d'organisation préalable, pas de cotisants, pas de fichiers…
C'est un rassemblement informel, ponctuel, un improbable réseau mouvant, un conglomérat éphémère de petits groupes affinitaires fermés et d'individus isolés mais décidés à apporter leur touche personnelle. Il y a potentiellement autant de BB que de groupes et d'individus qui le composent.
Comment manipuler un bordel si collectivement et consciemment entretenu ???
Ça, les journaleux stupides qui voient la main de la police derrière le BB sont pas foutus de l'expliquer. La police a laissé faire le BB et attaqué les non-violents ? Ce type d'affirmation est martelée par ATTAC, les Tute bianche, les pacifistes, etc. J'ai suivi le BB et personnellement, comme des centaines d'autres, j'ai été chargé par la police à bien des reprises. Cela relativise déjà ce type d'affirmation. Mais il est vrai que, dans l'après-midi, les différents groupes BB éparpillés ont apparemment connu une relative tranquillité. Alors… Complaisance de la police ? C'est peut-être beaucoup lui en demander. Moi, j'ai plutôt l'impression que la police, elle a été débordée… Il lui fallait tenir une vaste zone rouge : contrôler l'intérieur de cette zone mais surtout la limite de celle-ci pour empêcher les manifestants d'y pénétrer. Ça, ça veut dire tenir de manière imposante un "front" qui s'étend sur des kilomètres, bloquer avec des tas de flics des dizaines et des dizaines de rues. Des flics, il y en avait plein mais ils n'étaient pas tous sur le terrain (et la logistique, l'intendance, le renseignement, le survol aérien, la garde statique des rues et bâtiments de l'intérieur de la zone rouge… ça occupe plein de monde). Et en face, côté manifestants, combien de gens ? Entre 60 000 et 80 000 ? En quatre cortège distincts au départ, au nord, au sud, à l'est de la zone rouge et puis, le temps passant, ces cortèges, par choix tactique ou suite à des charges, ils se sont répandus, étalés. Il y avait des cortèges immobiles, des cortèges mobiles (voire très mobiles), des groupes isolés. Comment intervenir à un endroit si une bonne partie des routes qui y mènent sont pleines de manifestants ? Le temps d'y envoyer 100 ou 200 flics, est-ce que le cortège visé sera encore là ? Ou bien est-ce qu'il sera déjà parti ailleurs, à 1 ou 2 kilomètres de distance ? Sera-t-il possible alors de le suivre, de le rattraper ? Par quelles rues, car il y a plein de manifestants en mouvement qui peuvent bloquer celles-ci ? Pas facile à gérer tout ça... De plus, le 20 juillet, l'essentiel pour la police, c'était de ne pas perdre la face, d'éviter au maximum les incursions dans la zone rouge et surtout éviter qu'une partie, même minime, de cette zone ne reste, même peu de temps, aux mains des manifestants. Pour elle, j'ai l'impression que, sur cet aspect-là des choses, elle mettait en jeu son honneur. J'ai l'impression qu'ils ont blindé leur dispositif statique, partout (on ne sait jamais...) et que ça leur a immobilisé la majeure partie de leurs forces opérationnelles. J'ai l'impression que leurs forces mobiles d'intervention n'était finalement pas si importantes, surtout face à tant de gens, dans tant d'endroits à la fois.
A mon avis, ça explique que les groupes BB aient parfois été laissés tranquilles. Les groupes BB ont opéré de manière assez mobile et rapide et, pour l'essentiel et la plupart du temps, assez loin de la zone rouge. A ce moment-là, dans le courant de l'après-midi, loin de la zone rouge, je pense que les deux groupes BB les plus importants n'étaient pas, à mon avis, l'objectif prioritaire, le danger le plus pressant pour la police, qui avait bien d'autres chats à fouetter, entre autres avec les Tute bianche qui semblaient bien l'inquiéter, vu leur nombre, leurs équipements, leur expérience et leur capacité à entraîner les gens derrière eux. C'est d'ailleurs pour toutes ces raisons que les Tute bianche ont été attaqués durement par la police et pas parce que quelques groupes BB isolés traînaient dans le secteur. Les Tute bianche ont été attaqués parce qu'ils étaient considérés comme dangereux pour la zone rouge. Au lieu de mettre ces attaques policières sur le dos de quelques petits groupes BB, ils devraient les assumer et en être fiers. Ils ont effrayé la police (peut-être même plus que le BB, même si c'est d'une manière différente), c'est pour ça, je pense, qu'elle les a attaqués si durement…

CONSEIL PERSONNEL AUX PACIFISTES

Gentils et gentilles pacifistes, j'ai bien peur que les méchantes filles et les mauvais garçons du black bloc ne soient guère chevaleresques. Ils se livrent à des activités mobiles et risquées. La bienséance n'est pas leur fort. Ils ne peuvent pas et ne doivent pas s'encombrer avec. Alors, si en plein sit-in devant les flics, vous les voyez débouler, un conseil bienveillant (c'est sincère, je vous respecte même si je ne partage pas forcément vos options politiques et pratiques), ne restez pas figés sur place, regroupez-vous, éloignez-vous hors de portée des charges et des tirs de lacrymos de la police, attendez que ça se tasse et, une fois que les gens du BB auront filé, reprenez le cours de vos activités.

LE BLACK BLOC ET "LA CASSE"

Sacro-sainte propriété privée !!! Que de larmes de crocodiles versées sur les vitrines de banques… Et les voitures, vous avez vu ce qu'ils ont fait avec les voitures !!! Le fétichisme de la marchandise a encore de beaux jours devant lui. Tout ce qui représentait le grand capital, la société marchande, les multinationales et le contrôle social et policier a été attaqué : banques, distributeurs de billets, agences immobilières, concessionnaires des grandes firmes automobiles, caméras de vidéosurveillance, voitures de patrouille d'une société de gardiennage, véhicules de police, caserne de carabiniers et prison. Le mobilier urbain a été utilisé (containers et poubelles) systématiquement à des fins de protection (barricades) et d'entrave à la circulation des véhicules de police. Deux supérettes ont été partiellement pillées à des fins de ravitaillement en boissons (bières essentiellement), eau pour les lacrymos, produits inflammables… un magasin d'accessoires de moto pour des casques, des chaînes et de gros blousons de cuir, toutes choses pouvant servir durant les affrontements. La plupart des véhicules personnels détruits l'ont été par le groupe de 150-200 qui est parti par les escaliers près du forum. Je trouve ça assez inutile, mais je me pose la question de savoir dans quelle mesure le fait d'être peu nombreux et spatialement isolé du gros morceau des BB ne les a pas incités à incendier les voitures. La crainte d'une intervention policière éclair les a peut-être poussés à bloquer les rues le long de leur trajectoire avec des voitures incendiées qui sont des obstacles bien plus efficaces que quelques légers containers renversés. Mais peut-être qu'ils avaient tout simplement envie de tout foutre en l'air… Il semble aussi que ce groupe s'en soit pris à des vitrines de petits commerce. On peut aussi regretter la destruction de certains feux de signalisation et de quelques cabines téléphoniques. Il y a peut-être aussi derrières ces comportement l'idée de "faire grimper l'addition financière du G8".Tout ça peut être considéré comme regrettable ou inévitable, mais ça ne va pas empêcher la terre de tourner et Gênes ne ressemblait pas à Stalingrad le soir du 21, même s'il y avait des secteurs abîmés. Il ne s'agit jamais que de quelques dizaines de vitrines, véhicules, poubelles… On condamne les "casseurs extrémistes" mais on est pas près de voir les 8 salopards du G8 devant un tribunal pour avoir cassé l'existence de centaines de millions de personnes condamnées à la pauvreté, l'ignorance, l'exploitation, l'absence de soins, la répression, l'exil… La "refondation sociale" sauce MEDEF se porte bien en France ? Combien Bush a-t-il fait exécuter de gens ? La précarité, la flexibilité s'épanouissent-elles toujours aussi bien dans l'Angleterre de Tony Blair ? Que fait l'armée de Poutine en Tchétchénie ? Deux poids, deux mesures. Rien de nouveau sous le soleil !

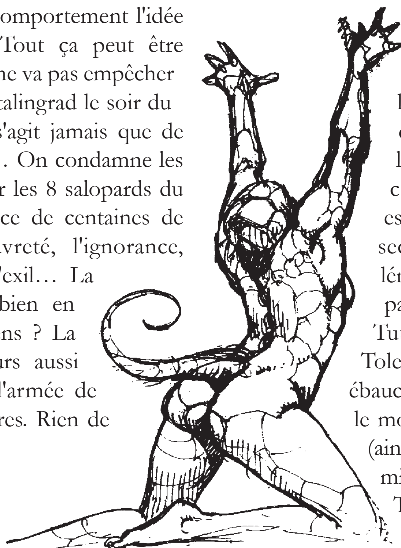
"LA VIOLENCE, C'EST PAS BIEN !"

Assez d'hypocrisie. Qui a cru que ça pouvait bien (ou même pas trop mal) se passer à Gênes ??? Huit salopards, accros au capitalisme, qui règnent sur le monde se réunissent entourés d'une armée de flics italiens (dont la réputation n'est plus à faire), des centaines d'organisations diverses appellent des dizaines et des dizaines de milliers de gens à essayer de pénétrer dans le périmètre interdit le 20 juillet, après Göteborg, où la police a déjà tiré, en Italie où les traditions de luttes sociales sont pas spécialement marquées par la pensée de Gandhi… Qui peut bien être étonné par ce qui s'est passé ??? Qui joue les étonnés et pourquoi ??? Je n'ai rien contre les pacifistes mais, SVP, pas de leçons de morale judéo-chrétienne à 2 francs. La violence et la répression sont, malheureusement, très souvent une dimension incontournable des mouvements sociaux de résistance au capitalisme. Il n'y a guère que dans la gauche occidentale et depuis peu (vingt ans environ) qu'on semble l'avoir oublié à ce point. Des morts, il y en aura d'autres. Les Etats et le capital ne feront pas de cadeaux. La résistance, comme beaucoup de choses, a un prix. Vous êtes priés d'atterrir.

Quand à l'abominable black bloc qui dérange tant de monde, il était là à Seattle, à Washington, à Davos, à Prague, à Göteborg, à Gênes (sans compter Nice où il y a eu des violences... mais pas de black bloc !!! Allez y comprendre quelque chose...) et il resurgira là où il faudra quand il le faudra. Depuis le début, le BB fait ce qu'il pense avoir à faire, unilatéralement, sans s'occuper de ce qu'en pense "la gauche respectable et responsable" (en politiquement correct dans le texte). Il n'a jamais demandé d'agrément à qui que ce soit et ne le fera jamais. Il ne cherche pas à plaire. Comme le disait un gars du BB : "*Si on attend que les sociaux-démocrates viennent nous inviter, on va pouvoir attendre chez nous très, très, très, très longtemps… alors, soyons autonomes, faisons notre truc !*". Renvoyer dos à dos la violence de la police et celle du BB, c'est comme renvoyer dos à dos celle des jeunes Palestiniens qui lancent des pierres et celle de l'armée israélienne qui les abat au fusil d'assaut. C'est honteux mais plus d'un journaliste, plus d'un "leader" politique, associatif, syndical le fait. Certains vont même jusqu'à se demander pourquoi la police n'a rien fait de manière préventive contre le BB (Cassen entre autres). Ça veut dire quoi M. Cassen d'ATTAC ??? Il faut aller au bout de ce que sous-entend de manière puante votre déclaration !!! Allons, du courage !!! Réclamez les arrestations préventives sur la base du "délit d'opinion radicales"…

UNE REALITE QUI DERANGE

Tous (gouvernements, associations, partis et syndicats "responsables") cherchent à dissimuler un aspect dérangeant des événements de Gênes et pratiquent en conséquence une certaine désinformation avec la complicité objective des médias. Tous rendent le black bloc responsable des violences et de la casse commises côté manifestants. Il a bon dos le BB. Comme c'est simple ! Trop simple ! Simpliste même ! Le BB sert de bouc émissaire. Il sert à occulter un fait précis. Le vendredi 20 juillet 2001, la violence a assez largement dépassé l'action du BB. D'après ce que j'ai pu voir, ce sont des milliers de personnes qui ont participé (ou soutenu) activement ou passivement, régulièrement ou sporadiquement, systématiquement ou occasionnellement aux affrontements. Il y avait de tout parmi ces gens : du BB bien sûr, mais aussi pas mal de syndicalistes de base des Cobas (mais ça, les leaders des Cobas ne l'assument pas), des jeunes de Diritti Globali, des groupes marxistes-léninistes qui ne faisaient pas partie du BB, des tas de Tute bianche (ça, les leaders des Tute bianche ne l'assument pas non plus) et des centaines et des centaines de jeunes inorganisés... La casse est essentiellement le fait du BB, mais aussi, de façon secondaire, le fait de petits groupes marxistes-léninistes et de gens des Cobas et de DG (qui ont participé à l'attaque de plus d'une banque…). Les Tute bianche s'en sont pris à quelques voitures via Tolemaide, poussés par la nécessité de monter des ébauches de barricades. Ils ont copieusement utilisé aussi le mobilier urbain. Les affrontements les plus acharnés (ainsi que la mort du jeune manifestant) ont eu lieu, du milieu à la fin de l'après-midi, dans le secteur de la via Tolemaide. Dans ce secteur, les centaines et les centaines d'émeutiers des premières lignes et les centaines et centaines d'autres qui s'aéraient et se reposaient un peu plus loin (au milieu de tas de gens qui, sans participer à l'émeute, la soutenaient en étant présents physiquement, à proximité) étaient majoritairement des Tute bianche et des inorganisés qui avaient suivi leur cortège. Ça sautait aux yeux, car les émeutiers portaient essentiellement des protections "à la mode Tute bianche". Il y avait pas mal de petits groupes du BB et aussi quelques-uns des Cobas mais minoritaires. Ça aussi, ça se voyait, car les gens du BB et des Cobas avaient eux aussi un certain "style" d'équipement et, le moins qu'on



puisse dire, c'est que les Tute bianche qui se battaient étaient loin d'être à la traîne. On peut même dire qu'ils étaient enragés. De toute façon, pour des masses de gens, le vendredi 20 était le jour (attendu avec une grande détermination), de "l'attaque de la zone rouge". C'est comme ça, sans fioritures, que parlaient des tas de gens. Il s'agissait d'attaquer !!! Spontanément, des tas de gens avaient une vision offensive de cette journée. Si tant de gens ont suivi les Tute bianche, c'est parce qu'ils proposaient concrètement d'enfoncer les lignes policières. Cet aspect des événements est extrêmement dérangeant :

* Pour les gouvernements du G8, car cela signifie que, entre eux et une partie minoritaire, mais pas négligeable, du mouvement antimondialisation, ce n'est plus un fossé qui existe mais un gouffre ! Et ils savent qu'ils ne pourront pas le combler. Ils savent que des masses de gens n'attendent plus rien d'eux et commencent à penser, agir et s'organiser (même si c'est confusément) en dehors des règles du système. Que tant de gens, ce jour-là, aient concrètement et radicalement dépassé la peur de la police et défié, renié leur autorité, leur légitimité, leur puissance, leur "drôle de paix" si terrible et si juteuse, voilà quelque chose qu'ils ne peuvent pas assumer politiquement, symboliquement, médiatiquement. Gênes a été une flambée de révolte qui couvait depuis longtemps, la manifestation d'une renaissance diffuse de formes de conflictualité inintégrables, indigérables en l'état actuel des choses. Les troubles doivent donc impérativement être mis sur le dos d'extrémistes ultraminoritaires complètement isolés du reste du mouvement, mouvement avec lequel les Etats du G8 se prétendent prêt au dialogue "responsable et démocratique", voire, s'il le faut, à négocier des miettes et des aménagements de façade.

* Pour les associations, partis et syndicats qui se veulent "responsables et représentatifs", car cela signifie qu'ils ne contrôlent pas, ou plus, ou pas assez leurs "troupes" durant les énormes manifestations qu'ils organisent. Pire, ce qui s'est passé à Gênes, donne à penser qu'une minorité des gens qui viennent dans ces manifs (en particulier des fractions assez importantes de la jeunesse) se fout bien de leurs consignes et de leurs savants calculs stratégiques et ça, quelque part, cela remet en cause leur représentativité ainsi que leur caractère responsable, car est-il bien responsable d'appeler à d'immenses manifs, à pénétrer dans la zone rouge alors qu'on est incapable de contrôler la situation ??? Associations, partis, syndicats traditionnels, eux aussi ont été débordés. Or, on ne peut pas apparaître, être reconnu comme un interlocuteur valable, crédible, sérieux, responsable aux yeux des maîtres du monde (et se voir ainsi aménager réglementairement une petite place au sein des grandes institutions politiques et financières internationales) si on est incapable de tenir sa "base", s'il apparaît même qu'une partie de celle-ci ne tient pas compte du "sommet" et qu'elle va jusqu'à remettre spontanément et concrètement en question la validité des choix politiques et pratiques effectués par celui-ci. D'où les éructations d'Agnoletto, des dirigeants des Tute bianche, de José Bové, Susan George et consorts contre le black bloc. Là encore, les événements de Gênes doivent impérativement être mis sur le dos du black bloc.

Tous deux débordés, pouvoir et coalition antimondialisation "officielle" cherchent à sauver les apparences grâce au black bloc, le pouvoir parce qu'il a été durement contesté et la coalition parce qu'elle veut être représentée et intégrée (avant d'être digérée) dans les institutions et pour cela, elle doit donner des gages de "respectabilité" (montrer que, même si elle conteste certains aspects du monde, elle ne veut pas le changer vraiment, montrer que, sous un remaniement de certaines formes, c'est bien le même monde qu'elle veut). Ce que veut la coalition (ou, en tout cas, une grande partie de celle-ci), c'est que le paritarisme soit étendu du domaine des relations sociales nationales à celui des relations sociales et environnementales internationales. C'est ça la logique profonde d'une bonne partie de la coalition.

Les événements de Gênes ont eu le mérite de pousser les grandes puissances dans leur retranchement au sens propre comme au sens figuré. Au sens propre, car ils ont tenu leur sommet dans un camp retranché, entouré d'une armée de flics, ce qui ne les a pas empêchés d'être symboliquement assiégés et attaqués. Au sens figuré, car leur image a été fortement dégradée (quoi qu'ils en disent) et parce qu'on les a mis sur la défensive politiquement.

En ce qu'ils ont été très dérangeants, les événement de Gênes (et les efforts pour les déformer et les occulter) ont également l'immense mérite de faire remonter au grand jour, en pleine lumière, les logiques souterraines convergentes qui animent le pouvoir en quête d'interlocuteurs, d'une part, et sa "contestation responsable" en quête de reconnaissance institutionnelle, d'autre part.

CE TEXTE EST MODESTEMENT DEDIE A LA MEMOIRE DE CARLO GIULIANI ABATTU PAR UN CON DE FLIC MORT DE TROUILLE. SALUT AUX GENS QUI SE SONT BATTUS DANS LES RUES DE GENES ET A CELLES ET CEUX QUI LES ONT SOUTENUS !!!

LA RESISTANCE CONTRE LE CAPITAL ET LES ETATS N'A PAS COMMENCE A SEATTLE ET ELLE NE S'ARRETERA PAS A GENES.

Un anarchiste, quelque part en France, fin juillet 2001

[Texte publié sur A-Infos-fr le 6 août 2001]



CETTE SEMAINE
BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
http://cettesemaine.free.fr/
cettesemaine@free.fr

Abo. : 80 f / an (100 f hors de france)
envoi de numéro sur demande

[Borbala a quitté le journal après le n°82 pour voguer vers d'autres horizons. Bonne chance à elle ! *Cette Semaine* est donc désormais un journal non-mixte à l'effectif réduit de moitié.]

Une partie de l'équipe du journal a participé en février dernier à la rédaction de la brochure *"Anti-mondialisation", activisme &... capitalisme*, 168 p., parue chez *Mutines Séditions* à notre adresse. Tous nos abonnés ont dû la recevoir. Pour les autres, écrivez-nous.

Quelques-unes de nos réflexions sur les journées de Gênes.

Les commentaires enflammés sur les événements relaient (surtout ceux émanant bien sûr de la presse institutionnelle) les accusations des états-majors des organisations présentes à Gênes qui parlent, quasi unanimement, de provocateurs de mèche avec la police (filmés et photographiés dans le détail) ou bien, dans une minorité de cas, de hooligans lâchés pour faire monter l'excitation, s'amusant avec les flics, leur donnant ainsi l'opportunité d'attaquer le gros de la manifestation pacifiste.

La première remarque que l'on peut faire est que ces accusations sont méthodiquement reprises depuis 25 ans à chaque fois qu'une manifestation de rue échappe au contrôle de ses prétenduEs organisateurs/trices politiques. D'après eux, il y a toujours des têtes brûlées, des camarades qui commettent des bavures, des personnes qui "tombent dans les provocations" (des fascistes ou des flics), ou, plus scandaleux, des infiltréEs.

C'est la seule justification de ceux/celles qui tentent de diriger et instrumentaliser les élans de la contestation de milliers de personnes par des arguments qui touchent tout le monde, de manière directe ou indirecte.

Il y a des milliers de raisons de manifester : une rencontre des pouvoirs, les plus puissants de l'occident, protégés par des milliers d'hommes armés jusqu'aux dents, les mêmes hommes qui en premier lieu, chaque jour, partout, appliquent les décisions des puissants.

Le G8 n'est rien. Rien n'y est décidé. Mais c'est un symbole. Et symboliquement il y avait celles et ceux qui voulaient manifester contre. De manière différente et en termes différents.

A ce stade, il est nécessaire de comprendre en quels termes. Manifester démocratiquement – au sens convenu par les prétenduEs organisateurs/trices et représentantEs de la "société civile", c'est-à-dire sans enfreindre la loi, sans causer de dégâts, sans se défendre –, cela signifie également admettre, ainsi que les grandes puissances l'ont souligné à travers leurs porte-parole, que celles-ci représentent des nations dans lesquelles règne la démocratie, qu'elles ont été démocratiquement élues, et que de ce fait elles représentent tous ceux et toutes celles qui acceptent de voter, qui acceptent les conditions de la gestion démocratique et d'être gouvernéEs par ça et par tout ce qui dirige la politique. C'est un système où ne subsiste pas de zones grises : on l'accepte ou on l'accepte pas. En ce sens, ceux et celles qui ont pensé manifester démocratiquement ne manifestaient en fait en pratique que la déception d'une minorité institutionnelle à propos des décisions du gouvernement qu'ils ont eux-mêmes et elles-mêmes légitimé en votant.

C'est à dire : même s'il y avait eu un million de personnes, elles auraient été considérées du point de vue démocratique comme une minorité. L'électorat en a décidé autrement, il en a élu d'autres, et ceux qui ont été élus démocratiquement décident pour tous et toutes. Plusieurs millions de personnes ont élu ces puissants. Les autres continuent d'essayer. Ramez, ramez, et peut-être qu'un jour ce sera à ton tour d'être aux commandes !

Quel est l'intérêt d'une manifestation d'une minorité ? Se défouler, montrer que nous ne sommes pas d'accord, tenter de faire pression sur nos gouvernants pour qu'ils prennent de plus justes décisions... peut-être parce que nous devons le faire. Mais lorsque nous sommes dans les rues, même pour la seconde, pour la troisième, pour la centième fois, après avoir subi pendant des années les restrictions, les oppressions, les injustices, la répression, la violence imposées par les décisions en haut-lieu, quelque chose d'autre se passe. Il arrive que nous nous rappelons la colère ressentie quand nous sommes victimes d'injustices, à quel point il est impossible de gérer sa propre vie car dans chacun de ses aspects on est limité et réprimé par un système qui a forgé des rails prédéterminés d'où il est impossible de s'échapper. Il n'est peut-être même pas possible de savoir qui est responsable de ce qui nous arrive.

Nos employeurs/euses ne sont pas responsables (si on ne travaillait pas pour eux/elles nous ne mangerions pas) ; ceux/celles qui nous font payer des impôts non plus (maintenant ils sont directement prélevés sur les salaires, c'est moins douloureux) ; celui/celle qui nous met une amende non plus (en fin de compte il/elle ne fait que son boulot) ; pas non plus celui ou celle qui nous enseigne comment nous comporter dès notre plus jeune âge (nous devrions tous avoir les mêmes référents) et plus tard, à ceux qui ne respectent pas cela, patience et endurance ; ce n'est pas celui qui nous gouverne (après tout il agit simplement en tant qu'expression de la majorité d'entre nous) ; ce n'est pas celui qui nous frappe et nous arrête (il faut bien que quelqu'un le fasse) et puis ce n'est pas par la force que les divisions qui maintiennent certains et certaines "en bas" sont créées...

En ce sens, lorsque dans la vie quotidienne nous voyons que rien ne va, personne n'est jamais en faute, personne n'est responsable, ils ont tous et elles ont toutes une justification, et il n'est pas possible de faire quoi que ce soit, si tu ne mendies pas, que tu ne votes pas et que tu ne demandes pas quelques miettes supplémentaires (plus de fric...).

Sur les grandes questions collectives il n'y a pas non plus de responsables : pollution, faim, maladie, guerres, on ne peut plus désormais trouver les responsables. Et nous sommes laisséEs là à nous tordre les mains, impuissantEs.

Il y a celle qui est descendue dans la rue avec ces sentiments rationalisés depuis longtemps, qui les a sentis gronder pendant des heures dans la rue. Et il y en a tant qui ont déchargé leur colère, qui ont explosé, comprenant à quel point, dans ces manifestations, nous n'avons rien d'autre à faire qui ne vous amène pas à un simple pique-nique 1. Il y en a tant qui ont exprimé de façon destructrice leurs grandes colère et fureur contre un système qui, effectivement, est un black bloc, un bloc qui ne laisse pas d'espace pour une quelconque autre méthode, et moins que tout pour l'autodétermination de la vie. Chaque être emprisonnéE finit par se rebeller, aussi grande et aussi confortable que soit sa cage.

Alors, nous pouvons aussi dire que la police aurait chargé sans faire de distinction, qu'elle a chargé ceux et celles qui n'ont rien fait, que les flics ne s'attendaient à rien d'autre, qu'ils aiment frapper, que l'ambiance était en tout cas à l'intimidation, mais le fait est qu'il n'y avait pas d'autre manière sensée de se comporter face à 8 puissances qui décident pour tout le monde et qui nous encerclent avec des milliers d'hommes armés.

Et celui qui a vu la violence endémique de la cérémonie institutionnelle, de ses blocs, des murs, des divisions, avant même la violence directe, sait que la responsabilité incombe à l'Etat et à ses protecteurs, indépendamment de tout provocateur/trice. Leur seule existence est une provocation, une menace.

Quand nous manifestons contre ceux qui gouvernent le monde, nous ne pouvons pas user de moyens modérés. Le système veut que quelqu'un (ou quelques-uns) gouverne tout le monde, et l'individuE ne peut rien faire. Et lors de ces journées, des milliers d'individuEs, pas seulement des anarchistes (maintenant qu'il est clair que tout nous intéresse excepté chevaucher le tigre), se sont expriméEs et ont vécu leur propre courroux sans médiation.

Ils savent – les organisateurs/trices, les médiateurs/trices, les politicienNEs institutionnelLEs – que personne, ni eux et elles, ni nous, ni quiconque dans les rues, hier ou dans le futur, ne peut diriger la contestation, ne peut contenir la rage de ceux et celles qui sont contraintEs chaque jour de vivre sous l'égide de l'Etat, des lois, de la justice. Ils et elles – les prétenduEs pacifistes, sociaux-démocrates et réformistes – ne peuvent rien faire d'autre que reproduire les systèmes et méthodes de ceux qu'ils/elles prétendent contester : organisations hiérarchisées et spécialisées, délégation, représentation, contrôle, censure, répression. Pouvoir contre pouvoir. Ils/elles disparaissent. Ou bien ils/elles se résignent à organiser des voyages pour touristes alternativo-antagonistes blasés, y compris vers des destinations exotiques et lointaines qui ne les touchent pas de près dans leur quotidien.

Quelques remarques critiques générales et résumées : le danger de ces manifestations est que même les plus déterminéEs et les plus

sincères s'effacent lorsque ce n'est qu'à ce type d'occasions qu'il est possible de s'exprimer, c'est-à-dire, seulement à l'occasion de situations de masse, quand le plaisir de l'agitation est partagé par un grand nombre, et quand ces actions sont diffusées par les media : les dangers par conséquent sont le renoncement à la projectualité et la suffisance.

A l'opposé, ce qui est matériellement très dangereux est la propagation de films, appareils vidéo et appareils photos partout, même dans nos propres rangs. L'instrument le plus utile à la répression pour le contrôle est l'identification et la répression des individuEs. Il est nécessaire d'éliminer avant tout parmi nous cette pratique, cette habitude stupide et inutile de filmer et de photographier. La représentation, le spectacle de la réalité ne peuvent que faire dévier nos actions.

El Paso,
dimanche 22 juillet 2001

El Paso occupato – Turin, Italie
ne'centro ne'sociale... ne'squat
elpaso@ecn.org
distro contatti : fortpaso@ecn.org
www.ecn.org/elpaso

Ndt : 1. Cette dernière expression est la traduction *littérale* de l'anglais comme de l'italien.

[Traduit de la version anglaise, publiée sur a-infos le 25 juillet 2001 par killing king abacus. Note des traducteurEs : le texte a été féminisé par nos soins.]



POUR LA CRIMINALISATION DU MOUVEMENT SOCIAL…

Depuis quelques années, les sommets européens, G8 et autres réunions internationales de quelques gestionnaires de ce monde donnent lieu à des mobilisations de protestations (dans les lieux de ces réunions) dont les débordements violents font le retentissement médiatique. Ces mobilisations, organisées par des bureaucrates du " mouvement social " de divers pays, ont pour prétexte un vague et flou anti-mondialisationisme (en fait la revendication d'une plus grande participation " citoyenne " à la gestion du capital) et pour but de gêner ou empêcher la tenue de ces réunions (1).

Un nouveau "mouvement social" est né, avec toutes ses tares ; ses "rendez-vous" sont extérieurs à la réalité quotidienne de la misère et de la médiocrité de nos vies, même si des gestionnaires d'une partie réduite de ce qui construit notre réalité s'y trouvent. L'affrontement de classe réel (c'est à dire, pour schématiser, l'oppression quotidienne et la résistance antagoniste à cette oppression) est transposé dans une arène médiatique ; c'est la stratégie du pouvoir en place et du pouvoir contestataire (3). Le lieu de cette lutte n'est pas celui de la révolte de classe ; il n'y a pas de prise de territoire (comme conquête de libertés pratiques) possible, autre que très temporaire. C'est ce qui fait son désintérêt. Ce qui fait son intérêt en soi, c'est que quelques centaines ou quelques milliers de personnes (selon les rendez-vous) en profitent pour s'adonner à la destruction gratuite, à l'affrontement avec la police et parfois au pillage, en gros à l'émeute ; c'est qu'une foule citoyenne se rassemble, qu'au sein de cette foule une "fraction radicale" se rassemble pour agir, qu'au milieu de tout ce bordel, des prolétaires peuvent en profiter pour "s'amuser", sans prétextes foireux ; c'est que même très temporaire, la prise de territoire est relativement intense pour nos contrées et notre époque.

Certains voient une ligne de fracture entre la fraction réformiste et la fraction radicale de ce mouvement social (sur la question révolutionnaire et sur la question de la violence), et par là même une espèce d'union de fait, due à la répression commune subie, au sein de la "fraction radicale", une espèce de "nous" (peut-être encore un nouveau mouvement social ?!). Tout d'abord, s'il y a effectivement une rupture de plus en plus nette dans ce mouvement social sur la question de la violence, une partie de la fraction radicale dans la rue, par les prétextes qu'elle se donne (anti-G8 ou autre…) n'est que la mouche du coche citoyenniste. Une partie, par ses choix tactiques particuliers (d' "attaquer la zone rouge" à "attaquer seulement les symboles criants - banques… - du capital") apporte sa force à ce mouvement social parce qu'elle le radicalise sans le déborder réellement (4). La seule intervention possible, pour unE prolétaire antagoniste dans ce genre de situation, le débordement, n'a besoin ni de prétexte ni de choix tactiques particuliers, puisque son prétexte est la mobilisation (comme foule) et que les choix tactiques s'imposent d'eux-mêmes : casser les banques, les agences d'intérim, et tout ce qui a le bruit du verre qui casse, faire des trous dans la route, arracher les arbres et les bancs, faire des barricades pour se protéger des charges, piller l'épicerie du coin, la bijouterie du boulevard, arracher le sac d'une vieille bourge qui passe, écraser un extincteur dans la nuque d'un flic, lyncher un journaliste, attaquer le service d'ordre, j'en passe et des meilleures, détruire, incendier, piller, frapper la police pour la blesser… détruire encore, gratuitement, pour le plaisir, et se tailler vite, quand y'a plus rien d'autre à faire (ces débordements durent rarement plus de 3 ou 4 heures et ne débouchent jamais sur une émeute généralisée, parce que extérieure à la réalité). Si ligne de fracture il y a, elle n'est pas entre une fraction réformiste et une fraction radicale, mais entre le "mouvement social" et ceux et celles qui n'en ont rien à foutre (et de ses prétextes et de ses buts) et qui, pour pratiquer l'émeute "anarchiste", pour pratiquer l'émeute de destruction, pour s'amuser, participent à ce débordement sans arrières-pensées politiques. Il serait intéressant que les hooliganEs [sic] du mouvement social réussissent à s'organiser pour porter l'émeute de destruction là où ils/elles le désirent, de préférence en dehors d'un lieu ou les flics les attendent, en dehors du "mouvement social". Si "on" a "besoin" d'une foule pour se rassembler, il en est d'autres moins hostiles…

Enfin, tout çà, c'est du conditionnel. Il paraît qu'il y a un truc de l'OTAN à Naples, bientôt, et un autre truc à Rome. Il paraît que ça va cartonner, que les flics veulent se venger, parce qu'ils ont tué Carlo (5), ça va cartonner, c'est la rumeur des mauvais pauvres. Jusqu'à la jacquerie permanente.

(1) Je ne parle ici que du prétexte affiché des mobilisations, ce qui est caché se révélant dans la pratique, ce qui est valable aussi pour la "fraction radicale" (2) de ce mouvement.
(2) J'appelle fraction radicale, l'ensemble (non-homogène) des personnes qui lors ou à côté de ses mobilisations pratiquent l'action directe violente, principalement sous la forme de l'émeute (et en-dehors sous forme de sabotages ou saccages pour affirmer une solidarité contre la répression).
(3) D'ailleurs, c'est lui qui organise la mobilisation. Le pouvoir, dans son habit de lumière, sous les yeux de l'opinion publique des pays riches, tient une épée dans une main et un drapeau rouge dans l'autre. Le taureau "révolutionnaire-sans-révolution" lui fonce dessus sans réfléchir, comme à Nice, où le journal local annonçait 2 jours avant le lieu et l'heure des premiers heurts entre police et radicaux, ne se trompant que de 20 minutes.
(4) Par exemple, à Naples, en avril, les autonomes italiens (les "vrais") choisissent d'attaquer à la fin de la manifestation (et seulement à la fin) les cordons de flics qui protègent le sommet de l'OCSE, là où sont tous les flics et tous les journalistes, ayant fait tout le trajet plutôt tranquillement alors qu'un cortège anarchiste cassait et attaquait les flics devant eux/elles sur tout le trajet. Cette tactique médiatique est la continuation de celle qu'ils emploient dans leur lutte quotidienne. Même si dans la rue, face aux flics, ils cartonnent, sans compromission avec les forces de l'ordre de l'état et des tute bianche…
(5) Là, le "flic" était un Carabinier (excusez les autres appellations génériques et peu précises).

[Tract trouvé sur la région parisienne courant septembre 2001]

Zonnegem : arrachage de colza génétiquement modifié

Qui veut canaliser un fleuve s'expose à des débordements. Qui veut contrôler le vivant : idem. Les pharmacologues ne souhaitent pas guérir mais vendre un maximum de médicaments au prix le plus élevé possible. Les généticiens ne désirent ni soigner des maladies rares ni nourrir le tiers-monde, mais créer de nouveaux marchés qu'il prévoient juteux. Les pharmaco-généticiens tels qu'Aventis ou Monsanto ne poursuivent qu'un objectif : le profit, et leurs justifications sanitaires ou humanistes ne duperont personne. Ultime création d'un système industriel qui vise à consigner et à recycler le vivant en marchandise gérable comme tel, le génie génétique a ceci de particulier que les dégâts qu'il engendre sont exponentiels et irrattrapables. Les lobbies intéressés pesant davantage que les instances de décision démocratiques, [sic] c'est à nous qu'incombe la tâche d'appliquer le principe de précaution tant loué. C'est pourquoi, dans la nuit du 26 au 27 mai 2001, nous avons détruit intégralement un champ exploité par la société Aventis. Le champ est situé dans les environs de Gand, dans le village de Zonnegem, à la limite de Burst, au bout d'un chemin débouchant à hauteur des numéros 88-92 de la Gentsestraat. Ce champ expérimental de Colza d'hiver génétiquement modifié comprenait deux parcelles d'environ 5x15m ainsi que deux mini-parcelles confinées dans deux tentes d'environ 4m² chacune.

Des individus qui ont des principes

Belgique, 26 mai 2001 : "Aventis Crops Silenced"

Durant ce week-end, un champ de plusieurs hectares de colza d'hiver génétiquement manipulé (1) situé dans la localité de Velzeke-Rudershove et ensemencé par la multinationale Aventis a été mis hors d'état de nuire (2).

Cette action a pour objectif d'enrayer directement le processus de propagation des OGM dans nos assiettes et dans notre environnement. En effet, au-delà des déclarations rassurantes des gouvernements et des multinationales de l'agrobusiness, il est possible de se faire une idée de plus en plus précise des répercussions des OGM. Les dégâts sanitaires sont aujourd'hui connus : allergies, augmentation des résistances aux antibiotiques. Les dommages causés à l'environnement par les disséminations en plein champs sont irréversibles. Citons la perte de biodiversité, l'augmentation des quantités de pesticides employées, le développement de résistances chez les insectes et plantes "nuisibles", le transfert (horizontal comme vertical) de gènes à d'autres espèces,... Enfin, un mécanisme pervers d'inféodation s'instaure entre les multinationales productrices d'OGM et les agriculteurs. Ceux-ci sont obligés de racheter chaque année les semences et les herbicides à la même compagnie qui s'assure ainsi leur assujettissement total.

Face à de telles menaces, il est nécessaire de faire prévaloir dans nos champs le principe de précaution envers une logique qui n'a d'autre souci que le profit.

(1) Les surfaces de colza transgénique visées sont du type "LibertyLink" et "SeedLink", càd un colza transformé à la fois pour absorber de grandes quantités de glufosinate (herbicide Liberty) et porteur d'un transgène de stérilité mâle destiné à faciliter la production industrielle d'hybrides.

(2) Adresse exacte : Pienkenstraat, 9620 Velzeke-Rudershove (Zottegem), Flandre Orientale, Belgique.



Nettoyage d'un site de maïs OGM dans le Tarn et Garonne

Nous avons décontaminé, le 24 août 2001, un site d'expérimentation en plein champ de maïs génétiquement modifié tolérant au glyphosate appartenant à Caussade Semences, sur la commune de Cayrac dans le Tarn et Garonne.

Face à l'actuelle contamination massive des champs de maïs par le maïs génétiquement modifié, il est urgent de supprimer définitivement toutes les cultures et expérimentations transgéniques (plein champs ou confinées) avant que cette nouvelle pollution devienne irrémédiable. C'est bien là le but des promoteurs de ces nécrotechnologies : nous mettre devant le fait accompli de l'artificialisation et la marchandisation définitive de la vie par manipulations et brevets.

Nous refusons les OGM, car nous ne voulons pas non plus du monde qui les produit et pour cela nous n'avons pas besoin d'avis de pseudo experts et de scientistes. Depuis longtemps la recherche a abandonné toute fonction émancipatrice et critique pour se contenter d'être l'auxiliaire zélée du capitalisme et du système industriel.

A considérer l'état du monde, on ne peut douter que le temps perdu pour la recherche est, à coup sûr, du temps gagné pour la conscience. Et science sans conscience n'est que...

Nous dénonçons la société Caussade Semences qui leurre les agriculteurs avec son image de fournisseur "traditionnel", alors qu'elle participe secrètement à l'implantation forcée du transgénique.

Des obscurs anti-scientistes

Loin de la scène des jérémiades et des rodomontades médiatiques, les actions réelles contre les OGM se poursuivent à travers le monde :

29 décembre 2000 : France, les *Overdoses Grandement Mécontents* détruisent des sacs de maïs transgénique dans un entrepôt de Pioneer à Montauban.
18 janvier 2001 : Italie, zone de Latina, le groupe *Ceux de la nuit* a détruit des champs, des serres et le système d'irrigation appartenant à l'Asgrow Italia Vegetable.
9 février : Italie, des serres de l'Institut expérimental d'Albenga sont détruites et des ordinateurs sont sabotés.
23 mars : Etats-Unis, 12 000 arbres (peupliers et cotonniers) génétiquement modifiés sont détruits à l'université de l'Oregon par des étudiants.
2 avril : Italie, un entrepôt de semences (maïs, soja) appartenant à Monsanto à Lodi est incendié.
26/27 mai : Italie, 10 serres de l'installation de recherche de la Nunhems Seeds (Aventis) à S. Agata Bolognese sont détruites. Belgique, 3 champs de colza transgénique appartenant à Aventis et situés à Nazareth (Flandre orientale), Velzeke-Rudershove (Flandre orientale) et Zonnegem (voir ci-contre) sont détruits.
24 juin : Pays-Bas, *Les Lièvres enragés* inaugurent la mascarade d'une conférence de citoyens sur les OGM en détruisant deux champs de betterave sucrière transgénique de Monsanto.
16 juillet : France, *Les ravageurs* détruisent 3 000 m² de maïs transgénique appartenant à un organisme d'Etat (voir ci-contre).
10/11 août : France, *Les limes à grain* détruisent trois champs de maïs transgénique à Monségur-sur-Lauzon, St Paul-Trois-Châteaux et Roussas (Drôme). Limagrain est un semencier associé à l'INRA.
24 août : France, *Des obscurs anti-scientistes* détruisent un champ de maïs transgénique appartenant à Caussade Semences, à Cayrac (Tarn-et-Garonne). Voir ci-dessus.
26/27 août : France, *Les preneurs de mal à la racine* détruisent deux parcelles de betteraves transgéniques appartenant à Advanta, à Avelin (Nord). Voir ci-contre.

Désespérons Guyancourt !

Nous sommes intervenus le 16 juillet 2001 au GEVES (Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences, La Minière, 78285 Guyancourt cedex)*, pour détruire une parcelle de 3000 m² d'un maïs transgénique insecticide.

Le GEVES est un organisme d'Etat fonctionnant sous la houlette de l'INRA, du ministère de l'Agriculture et du GNIS, groupement des industriels semenciers. Pour être mises sur le marché, toutes les variétés de semences doivent être expérimentées, contrôlées et homologuées par cet organisme. A ce titre, le GEVES participe à l'organisation d'un marché captif et le légitime – qui oblige les paysans à racheter aux industriels chaque année les semences nécessaires à leurs cultures. Les OGM ne sont que l'ultime avatar de cette organisation de la dépossession, qui n'a pour but que de manipuler et domestiquer tout ce qui vit sur terre.

"Un jugement du GEVES est un jugement sûr", affirme-t-on dans ce milieu. C'est-à-dire un jugement devant lequel il n'y aurait plus qu'à s'incliner. Les experts, qu'ils soient du GEVES ou d'ailleurs, ont déjà permis et justifié tant de désastres que leur fonction même ne nous paraît pas nécessaire. Nous refusons le monde de la catastrophe permanente dans lequel ils prétendent nous faire survivre.

Pas besoin d'être experts en sabotage ni de disposer de beaucoup de moyens pour appliquer le seul principe de précaution raisonnable : la destruction !

LES RAVAGEURS

* Pierre-Louis Lefort, Président du GEVES.
Tél. : 01 30 83 35 50
Nicole Ladet, diffusion de l'information technique.
Tél. : 01 30 83 36 76



Pourquoi nous avons détruit des betteraves génétiquement manipulés

Dans la nuit du 26 au 27 août 2001, nous avons détruit deux petites parcelles de betteraves génétiquement modifiées implantées dans la municipalité d'Avelin (département du Nord) pour le compte de la firme Adventa.

En quittant le centre d'Avelin pour emprunter la route d'Antroeuilles, peu avant de pénétrer dans le hameau éponyme, sur la droite, derrière une palissade de maïs, se cachaient une quinzaine de parcelles expérimentales entourées d'un périmètre de betteraves classiques.

Nous avons sélectionné ces parcelles théoriquement détruites avant la floraison pour montrer combien notre critique ne se focalise pas sur le péril environnemental et sanitaire qu'annonce toutefois la dissémination avérée d'OGM.

A quoi étaient destinées ces betteraves ? A nourrir les populations du tiers-monde ? A éradiquer quelque maladie rare, comme l'avancent à l'envi les zélateurs du génie transgénique dans leurs tissus de justifications mensongères, authentiques insultes à la réflexion la plus élémentaire ?

Non. A l'instar de la plupart des expériences de ce type effectuées en France, elles visent à rendre ces racines charnues "tolérantes" à un puisant herbicide dont la substance active se nomme "Glyphosate-B". En clair, cette expérimentation visait à perpétuer l'escalade aux armements biocidaires exclusivement motivée par la quête du profit. Mais les objectifs ne se limitent pas à chercher à commercialiser une nouveauté chimique plus destructrice que les précédentes. Rendues stériles, les betteraves sucrières permettent à leurs créateurs de se sucrer durablement, par la diffusion d'un kit spécieux composé de l'herbicide total en question de nos chenopodiacées doublement modifiées, dont les agriculteurs séduits ou contraints se doivent de racheter chaque année les semences sans descendance. Ainsi, après la dépendance à l'agro-chimie instaurée dans l'après-guerre (et sa surrenchère prévisible, et ses bienfaits inattendus pour nos sols et nos nappes phréatiques), voici donc la nouvelle panacée en matière de dépossession du paysan !

Nous apprenons par ailleurs que le gouvernement cherche les moyens de nous faire parler. Force est de constater qu'à travers ces débats propres à galvaniser les revendications partielles jusqu'à leur évanouissement, l'Etat ne fait que relayer complaisamment la stratégie sournoise du fait accompli adopté par les semeurs de mirages capitaux.

En vérité, il n'y a pas de bons ou de mauvais OGM, comme il n'y a pas de bon ou de mauvais nucléaire, de bonne ou de mauvaise agriculture intensive, de bon ou de mauvais pesti-herbi-biocides chimiques. Il y a en revanche une continuation du contrôle et de la négation du vivant, provoquant des déséquilibres fatals. Il y a, dans le cas qui nous occupe, une technologie qui n'est pas une science [sic], qui ignore les mécanismes profonds de ce sur quoi elle s'applique, et donc les conséquences. En effet, le génie génétique se résume à un bricolage empirique du pire où les seules valeurs qui comptent sont celles de la Bourses. Car le vivant répond à une combinatoire complexe, une interactivité abyssale dont même un Axel Kahn avoue qu'elle "relève de processus en partie chaotiques" et qu'elle "est dans son détail peu connaissable". Mais une multinationale, ça ne fait pas dans le détail.

Que l'Etat soit incapable de garantir une image rassurante aux mirages de miracles des nouvelles technologies ne nous intéresse guère puisque c'est leur logique qui est fondamentalement néfaste.

Les Preneurs de Mal à la Racine

Nous avons reproduit les textes avec leur orthographe d'origine. Ils ont été diffusé soit sur internet, soit nous les avons reçus directement.

Une approche du primitivisme

Nous avons traduit le texte ci-dessous du journal américain *Anarchy : a journal of desire armed*. L'anarcho-primitivisme est un courant peu connu ici, même si les deux livres de John Zerzan traduits il y a deux ans par l'Insomniaque et une réponse publiée ensuite par *En attendant* ont permis de se familiariser avec certaines de ses thèses et peut-être d'amorcer un début de débat. Le texte *Pourquoi je ne suis pas primitiviste ?* a pour premier intérêt de faire un tour d'horizon du courant primitiviste, de *Fifth Estate* à *Earth First!*, en passant justement par sa tendance anarchiste. Ensuite, l'auteur expose certaines critiques qui le conduisent à préférer un anarchisme qui intégrait des apports du courant primitiviste, plutôt que d'être partisan de cette nouvelle *idéologie*. Pour notre part, il s'agit de présenter une approche de ces théories qui rassemblent outre-manche et outre-atlantique bon nombre d'acteurs de la scène radicale, même s'ils tombent bien souvent dans une réification des sociétés précapitalistes ou dans un mysticisme de la nature (existe-t-elle ?) qui, tout ne vaut pas mieux que celui de la lutte de classe, semble de plus oublier la dimention essentielle des rapports sociaux et donc du capitalisme. Reste que la question des aliénations pointées par le primitivisme – qui restent encore à déconstruire individuellement et collectivement – permet de mieux mettre en perspective notre désir de destruction de ce monde-là, et que les réflexions sur la technologie ou la civilisation permettent non seulement de le relativiser de façon radicale mais aussi d'ouvrir des perspectives de libération.

Pourquoi je ne suis pas primitiviste ?

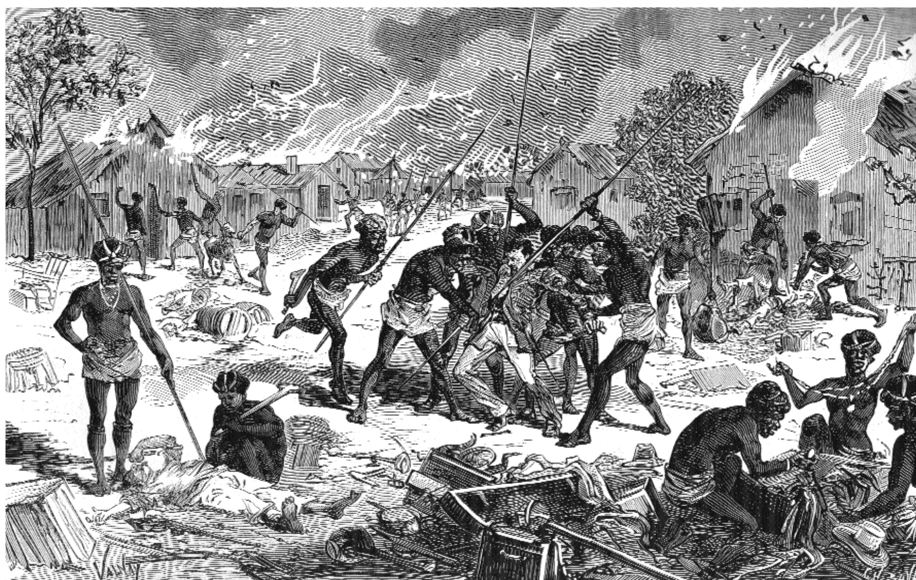
Le primitivisme, en tant que réponse multiface, et toujours en développement aux crises de notre époque auxquelles l'humanité est désormais confrontée, mérite une sérieuse évaluation. Il s'agit certainement d'une des différentes réponses possibles qui tente de comprendre notre situation difficile actuelle dans le but de suggérer une sortie. Néanmoins, les positions primitivistes qui ont été développées jusqu'à aujourd'hui posent de nombreux problèmes. Notamment de sérieux problèmes à propos du concept de primitivisme lui-même comme mode de théorie et de pratique. Il peut être intéressant d'examiner d'abord certaines sources du primitivisme dans le but d'identifier et d'approfondir quelques unes de ses difficultés les plus évidentes puis de suggérer quelques solutions.

Bases primitivistes

Il y a plusieurs pistes d'évolution qui semblent avoir plus ou moins convergées pour former le mélange primitiviste actuel de théories et de pratiques, du moins en Amérique du Nord (je ne suis pas familier avec le primitivisme anglais). Mais deux ou trois bases ressortent comme les plus influentes et les plus importantes : celle qui s'est développée à Détroit à partir de l'anarcho-marxiste *Black & Red* et des anarchistes qui participent à *Fifth Estate* (FE), incluant un moment John Zerzan, bien que ce dernier et FE se soient finalement séparés brouillés à propos du statut et de l'interprétation de l'agriculture, de la culture et de la domestication. Enfin, certains activistes issus du milieu de *Earth First !*, souvent influencés par les écologistes partisans de la Deep ecology ["Ecologie profonde", voir plus loin], mettent en avant une perspective de retour à la Pleistocène [1] – il s'agit de l'ère géologique au cours de laquelle sont apparues les espèces humaines.

Fredy Perlman et *Fifth Estate*

Bien qu'il y ait eu des prémices du primitivisme radical à l'intérieur – et même avant sa constitution – du mouvement anarchiste moderne, c'est à Fredy Perlman et au collectif de Détroit *Black & Red*, par lequel son travail fut publié au début des années 60, que le primitivisme contemporain doit le plus. Ce qui a eu le plus d'influence a été sa reconstruction visionnaire des origines et du développement de la civilisation dans *Against His-Story, Against Leviathan*, publié en 1983. Dans cet ouvrage, Perlman proposait l'idée que la civilisation a pris naissance dans des conditions de vie relativement sévères (dans un endroit et à un moment donné) qui pour l'élite tribale ont exigé le développement d'un système d'irrigations collectives. La construction effective de ce système a nécessité l'action de nombreux individus grâce à une "machine sociale" sous la direction de cette élite tribale. Et la "machine sociale" qui était née devint le premier Leviathan [2], la première civilisation, qui a grandi et s'est reproduite à travers les guerres, l'esclavage et la création d'une machinerie sociale toujours plus importante. La situation dans laquelle nous sommes à présent est un monde dans lequel les descendants de cette civilisation originelle ont réussi à envahir le globe et ont conquis presque toutes les communautés humaines. Mais, comme Perlman le signale, même si presque toute l'humanité est maintenant piégée au sein des civilisations, des Leviathans, il y a toujours des résistances. Et, en fait, le développement des civilisations depuis leurs origines a toujours subi la résistance de tous les non-civilisés, la communauté des humains libres. L'Histoire n'a toujours été jusqu'à aujourd'hui que le récit des premières civilisations détruisant les communautés relativement plus libres autour d'elles, en les intégrant ou en les exterminant, et le récit victorieux de civilisations luttant



Les insurgés Kanak de Nouvelle-Calédonie pillant et incendiant le poste militaire de Bouloupari le 26 juin 1878

entre elles, de civilisations exterminant, incorporant ou subjuguant d'autres civilisations. La résistance est pourtant possible et nous pouvons tous relier notre lignage ancestral à des personnes qui furent d'abord sans Etat, sans argent et, dans un certain sens plus profond, plus libres.

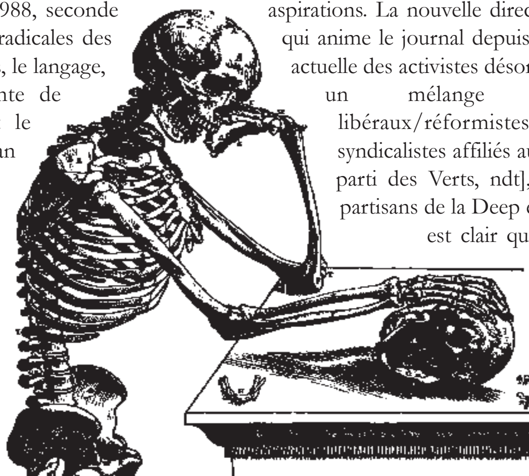
La vision de Fredy Perlman a été abordée et élaborée au milieu d'autres personnes impliquées dans le projet du journal *Fifth Estate*, dont le plus notable est David Watson, qui a écrit sous de nombreux pseudonymes dont George Bradford. *Fifth Estate* était lui-même un journal underground dans les années 60 qui a évolué comme un journal anarchiste révolutionnaire au milieu des années 70, puis, plus tard, comme un projet anarcho-primitiviste au cours des années 80. Bien que *Fifth Estate* ait récemment abandonné certaines des implications les plus radicales de ses positions initiales, il reste une des bases majeures du milieu primitiviste contemporain.

Et bien que le travail de Watson soit clairement basé sur celui de Perlman, il a également ajouté ses propres préoccupations, qui comprennent un développement plus avancé de la critique de la technologie et de la "megamachine" de Lewis Mumford, une défense de la spiritualité primitive et du shamanisme, et l'appel pour une nouvelle et véritable écologie sociale (qui éviterait les erreurs du naturalisme, rationalisme et techno-urbanisme d'après disette de Murray Bookchin [3]). On peut maintenant trouver le travail de Watson dans un nouveau recueil de ses écrits les plus significatifs publiés par *Fifth Estate* dans les années 80 sous le titre *Against the Megamachine* (1998). Mais il est aussi l'auteur de deux autres livres : *How Deep is Deep Ecology* (1989, sous le pseudonyme de George Bradford) et *Beyond Bookchin : A Preface to Any Future Social Ecology* (1996).

John Zerzan

John Zerzan, certainement le plus connu des défricheurs du primitivisme en Amérique du Nord, a commencé en questionnant les origines de l'aliénation sociale dans une série d'essais également publiés par *Fifth Estate* tout au long des années 80. Ces essais ont finalement trouvé leur place dans le recueil *Elements of Refusal* [4] (1988, seconde édition en 1999). Ils comprennent des critiques radicales des aspects centraux de la culture humaine – le temps, le langage, le nombre et l'art – et une critique influente de l'agriculture, soit la ligne de partage créant le changement dans une société humaine, que Zerzan appelle "la base de la civilisation" (1999, p.73). Cependant, si ces essais initiaux, comme on les appelle souvent, furent publiés dans *Fifth Estate*, ils n'étaient pas toujours bien accueillis. Et, en fait, chaque numéro de FE dans lesquels ils sont parus comprenait des commentaires rejetant ses conclusions dans des termes très clairs. Finalement, lorsque le collectif de FE fut fatigué de publier ces essais originaux, et puisque Zerzan trouvait de plus en plus difficile d'endurer le dégoût évident de FE pour la direction dans laquelle il menait ses investigations, il s'est tourné vers d'autres pour être publié, dont ce journal, *Anarchy* ; *Demolition Derby*, le journal à la vie brève de Michael William ; et finalement le journal anglais *Green Anarchist*, parmi d'autres. Un second recueil de ses essais, *Future Primitive and Other Essays* [5] fut alors publié par Anarchy/C.A.L. Press en association avec Autonomedia en 1994. De façon complémentaire, il a édité deux anthologies primitivistes d'importance, *Questioning Technology* (co-édité par Alice Carnes en 1988 avec une seconde édition en 1991) et plus récemment *Against Civilization* (1999).

John Zerzan est peut-être plus célèbre pour les conclusions brusques et plus absurdes de ses critiques initiales. Dans ces derniers essais, et dans ses écrits ultérieurs – qui seront familiers aux lecteurs d'*Anarchy magazine*, il a finalement rejeté toute culture symbolique comme de l'aliénation et une régression de l'état primitif de la nature humaine pré-civilisée, pré-domestiquée et antérieure à la division du travail. Il est aussi devenu connu dans certains cercles pour son soutien chaleureux à Unabomber [6], à qui il a dédicacé la seconde édition d'*Elements of Refusal*, précisant à ceux qui auraient pu en douter qu'il était vraiment sérieux à propos de ses critiques et de notre besoin de développer une critique de fond avec une pratique sans compromis.



Earth First! et la Deep Ecology

La base primitiviste développée par le milieu de l'action directe d'*Earth First!* (EF!) "*en défense de la Terre-Mère*" est lourdement entrelacée avec la formulation de la Deep ecology ["écologie profonde"] par Arne Naess, Bill Devall et George Sessions, entre autres. A la base, la communauté d'action directe de *Earth First!* (principalement implantée à l'ouest des Eats-Unis et largement anarchiste) semble s'être retrouvée dans la recherche d'une fondation philosophique appropriée pour sa défense non-urbaine des régions vierges et du côté sauvage de l'humain et avoir trouvé quelques munitions irrésistibles, sinon une théorie cohérente, dans la Deep ecology.

Earth First!, en tant qu'organisation solide et informelle (mais certainement pas complètement), puise ses propres origines dans l'éco-anarchisme autochtone [soit indien, ndt] d'Edward Abbey (dont les écrits sur la nature comme *Desert Solitaire* et la nouvelle *The Monkey Wrench Gan* furent très influents) et l'écologisme radical autochtone de David Foreman et de ses amis. En fait, le *Earth First!* des débuts a souvent défendu une approche explicitement anti-immigrés – "*la nature sauvage nord-américaine pour les citoyens américains et canadiens uniquement*" –, pour sauver toute cette nature qui pourrait encore l'être de la dégradation humaine croissante qui exploite des mines, construit des routes, défriche des forêts, mène une agriculture intensive et développe le tourisme au service de la société de consommation de masse contemporaine. Mais sans jamais se sentir obligé de développer une théorie sociale critique. Cependant, dès qu'*Earth First!* s'est étendu en dehors du sud-ouest américain et est devenu le centre d'un large mouvement de l'action directe, il est devenu clair que la plupart des personnes qui se joignaient aux blocages, marches, accrochages de banderoles et lock-downs [7] étaient plus qu'un peu influencés par les mouvements sociaux catégoriquement non-autochtones des années 60 et 70 (les droits civiques, anti-guerre, anti-nucléaire, mouvements féministes et anarchistes, etc.). Les contradictions entre la base et la direction informelle sous le contrôle du journal *Earth First!* atteignirent leur apogée avec la démission de Foreman et la fondation du journal *Wild Earth*, focalisé sur une perspective de conservation biologique plus proche de ses aspirations. La nouvelle direction d'*Earth First!* (et le nouveau collectif qui anime le journal depuis le départ de Foreman) reflète la diversité actuelle des activistes désormais impliqués dans tout le milieu d'EF! – un mélange éclectique d'environnementalistes libéraux/réformistes, d'éco-gauchistes (et même des éco-syndicalistes affiliés aux IWW), quelques écologistes [au sens du parti des Verts, ndt], une variété d'éco-anarchistes et certains partisans de la Deep ecology. Mais au regard de cette diversité, il est clair que l' "écologie profonde" est certainement l'influence la plus vaste à l'intérieur du milieu d'*Earth First!*, y compris parmi ceux qui se considèrent eux-mêmes comme primitivistes. Cela s'explique principalement parce qu'EF! est fondamentalement un mouvement d'action directe en défense de la Nature non-humaine, et clairement pas un mouvement orienté vers le social, malgré l'engagement social radical fréquent de nombreuses personnes qui y participent. La Deep ecology apporte la justification théorique pour des attitudes du genre "*la Nature d'abord, la société ensuite*", souvent présentes à EF! Elle substitue une vision bio-centrique ou éco-centrique très construite ("*la perspective d'un monde naturel unifié*" comme le disent les *Lone Wolf Circles* [Cercles du loup solitaire]) aux perspectives supposément anthropo-centriques qui privilégient les valeurs humaines et qui prédominent dans la plupart des autres philosophies. Elle offre en plus une philosophie qui se fond avec une spiritualité de la nature et qui, ensemble, servent à justifier la perspective éco-primitiviste de nombreux activistes qui souhaitent une réduction drastique de la population humaine et une réduction d'échelle ou l'élimination de la technologie industrielle, dans le but de réduire ou de supprimer la destruction croissante du monde naturel par la société industrielle moderne. Bien que le philosophe norvégien Arne Naess (qui n'est pas primitiviste) soit souvent crédité de la création de la Deep ecology, le livre qui lui a donné son nom au départ aux Etats-Unis était celui de Bill Devall et George Session : *Deep Ecology* (1986). Celui d'Arne Naess, *Ecology, Community and Lifestyle : Outline of an Ecosophy* est paru en 1990 alors que George Session publiait en 1994 *Deep Ecology for the Twenty-First Century.*

Quel primitivisme ?

Comme cela apparaît d'évidence lors de ce rapide tour d'horizon (qui laisse nécessairement de côté la discussion de nombreux détails ainsi que d'autres courants et influences importants), les fondements du milieu primitiviste ne sont pas simplement divers, ils sont souvent aussi dans une large mesure incompatibles. Se définir comme primitiviste peut signifier des choses très différentes pour ceux/celles qui sont influencéEs par Fredy Perlman ou David Watson, John Zerzan ou Arne Naess. Fredy Perlman commémore de façon poétique le chant et la danse des communautés primitives, leur immersion dans la nature et leur harmonie avec les autres espèces. Pour David Watson, le primitivisme implique avant tout la célébration de la manière de vivre de façon "soutenable" et préindustrielle (mais pas nécessairement préagricole) de nombreux peuples, qui, d'après lui, sont bien plus centrés sur des cultures tribales (en particulier les religions tribales) et des outils et techniques conviviaux. Pour John Zerzan, le primitivisme est d'abord et avant tout une position appelant de la fin de toutes les aliénations symboliques possibles et de toute la division du travail dans le but que nous expérimentions le monde en tant qu'unité d'expérience nouvelle sans avoir besoin de religion, d'art ou d'autres compensations symboliques. Alors que pour celles/ceux qui sont influencéEs par la Deep ecology, le primitivisme signifie le retour à un monde préindustriel habité par une petite population humaine capable de vivre non seulement en harmonie avec la nature, mais aussi avec un impact minimal sur les autres espèces d'animaux et de plantes (et même les bactéries).



Le primitivisme comme idéologie

Même si j'apprécie et je respecte les contenus de la plupart des courants du primitivisme, il se pose d'évidents problèmes avec la formulation de toute théorie radicale principalement centrée sur l'identité primitiviste (ou de toute autre positivité conçue comme identité). Comme Bob Black l'a soutenu, "*L'existence de chasseurs-cueilleurs communistes/anarchistes, passés et présents, est importante. Pas (nécessairement) pour leurs adaptations d'habitat-spécifique réussies puisque celles-ci, par définition, ne sont pas généralisables. Mais parce qu'ils démontrent que la vie fut d'abord, que la vie peut être, radicalement différente. La question n'est pas de recréer ce mode de vie (bien qu'il puisse y avoir certaines occasions de le faire) mais d'apprécier le fait que, si un mode de vie si totalement contradictoire au nôtre fut réalisable, avec l'enregistrement de ses traces sur un million d'années, alors peut-être d'autres modes de vie opposés au nôtre le sont aussi*" (Bob Black, *Technophilia, An Infantile Disorder*, publié dans *Green Anarchist* et sur le web à www.primitivism.com).

S'il était évident que le primitivisme impliquait toujours ce type de conclusion ouverte et de position non idéologique, l'identité primitiviste serait bien moins problématique. Malheureusement, pour la plupart des primitivistes la vision idéalisée et hypostasiée des sociétés premières tend irrésistiblement à déplacer la centralité essentielle de la théorie critique elle-même, quelles que soient leurs protestations régulières à ce sujet. La critique se déplace rapidement d'une compréhension du monde social et naturel vers l'adoption d'un idéal préconçu à partir duquel ce monde (et la propre vie de chacunE) est mesuré, soit une position idéologique par excellence. Cette tendance presque irrésistible à l'idéalisation est la plus grande faiblesse du primitivisme.

C'est particulièrement clair lorsque des tentatives sont faites pour préciser la signification exacte du mot "primitif". Il n'y a pas de sociétés "primitives" contemporaines, et n'y a même pas de société "primitive" isolée, identifiable, archétypale. Bien que ceci soit tout de même accepté par la plupart des primitivistes, l'importance de ce fait n'est pas toujours comprise. Toutes les sociétés existant à présent (et historiquement) ont leurs propres histoires, sont des sociétés contemporaines dans le sens fondamental qu'elles existent dans le même monde – même si elles sont loin des centres du pouvoir et de la force – que les Etats-nations, les multinationales et le système d'échange de biens global. Même les sociétés anciennes qui existaient avant l'avènement de l'agriculture et de la civilisation [souvent associées dans les théories primitivistes, ndt] se sont adaptées de façon inimaginable à des modes de vie divers et innovants au cours de leur existence. Et, au-delà de certaines spéculations de base, nous ne pourrons tout simplement jamais savoir [il s'agit de millions d'années et non pas des recueils d'anthropologues ou de missionnaires du XIXe, ndt] ce que ces modes de vie étaient et moins encore qui étaient les plus authentiquement primitifs ! Cela ne signifie pas que nous n'avons rien à apprendre du mode de vie des chasseurs-cueilleurs contemporains – ou des horticulteurs, des bergers nomades et même des communautés qui vivent de l'agriculture –. Cela signifie qu'il n'est pas question de mettre en avant une forme de vie comme un idéal qu'il faut égaler sans critique, ou de construire un idéal primitif archétypal basé sur des spéculations concernant toujours ce qui aurait pu exister.

Ni derrière ni devant, mais où nous choisissons d'aller

Comme toutes les critiques du primitivisme ne se lassent jamais de le pointer, nous sommes incapables de remonter dans le temps. Mais ce n'est pas (comme la plupart des critiques le pensent) parce que le "progrès" social et technique est irréversible, ni parce que la civilisation moderne est irremplaçable. Il existe plusieurs exemples historiques de résistances à la fois aux innovations sociales et techniques, et de retours vers ce qui est d'habitude considéré (par les croyants au Progrès) non pas comme un simple mode de vie, mais comme inférieur ou retardataire. Plus fondamentalement, nous ne pouvons revenir en arrière dans le sens ou dans n'importe quelle direction qu'aille la société, notre départ sera forcément lié à la place où nous sommes à présent. Nous sommes tous/tes pris-es dans un processus historique et social qui limite nos options. Comme les marxistes le montrent de façon typique, les conditions matérielles de production présentes et les relations sociales de production déterminent largement les possibilités de changement social. Même si les anarchistes sont extrêmement (et à juste titre) critiques sur les hypothèses productivistes présentes derrière ce type de formulation, il reste généralement exact que les conditions de vie sociale existantes (dans toutes leurs dimensions matérielles et culturelles) exercent une inertie qui rend toute idée d'un "retour" à un mode de vie antérieur (ou plus certainement imaginé) extrêmement problématique.

Mais nous n'avons pas plus de besoin nécessaire d'aller en arrière que dans le futur que nous préparent le capital et l'Etat. Comme nous l'enseigne l'histoire, leur progrès n'a jamais été notre progrès – conçu comme la disparition substantielle de l'aliénation sociale, de la domestication ou encore de l'exploitation. Bien plus, nous ferions mieux de nous passer du sablier standard de toutes les philosophies de l'histoire pour voguer enfin dans notre propre direction.

Ce n'est que sans les contraintes inutiles, et toujours idéologiques, imposées par les interprétations directives de l'histoire que nous serons enfin libres de devenir ce que nous souhaitons, plutôt que ce que certaines conceptions du progrès (ou du passé) nous demandent d'être. Cela ne signifie pas que nous devons tout simplement ignorer ce que, en tant que société entière, nous sommes aujourd'hui, mais doit au contraire impliquer que finalement aucune idéologie ne peut renfermer ou définir la puissance sociale et révolutionnaire sans la falsifier. La vitalité de cette puissance critique précède toute théorisation, dans chacune et dans toute contradiction entre nos désirs immédiats pour des vies unitaires [au sens de briser les séparations, notamment entre les différents moments/activités d'unE individuE, ndt] et non-aliénées et toutes les relations sociales actuelles, les rôles et les institutions qui empêchent ces désirs de se réaliser.

Critiques de la civilisation, du progrès et de la technologie

Pour nous, ce qui est bien plus important que la réévaluation de ce qui est appelé "sociétés primitives" et "modes de vie", c'est l'examen critique de la société dans laquelle nous vivons ici et maintenant et les façons dont elle aliène systématiquement nos activités quotidiennes et écrase nos désirs d'un mode de vie plus unitaire et satisfaisant. Et cela doit toujours d'abord être un processus de négation, une critique de nos vies de l'intérieur plutôt que de l'extérieur. Les critiques idéologiques, lorsqu'elles contiennent des éléments négatifs, restent toujours centrées à l'extérieur de nos vies, autour d'une sorte d'idéal positif auquel nous devrions éventuellement nous conformer. Le pouvoir de leurs critiques sociales (ultrasimplifiées) est obtenu par le refus de la nécessaire centralité de nos propres vies et de nos propres perspectives vers toute véritable critique de notre aliénation sociale.

Le milieu primitiviste a développé et popularisé des critiques de la civilisation, du progrès et de la technologie, et c'est sa force la plus importante. Je ne me considère moi-même pas comme primitiviste à cause de ce que je vois comme l'avancée fondamentalement idéologique d'une théorie qui idéalise une forme particulière de vie (que celle-ci ait jamais existée ou non). Mais cela ne signifie pas que je sois moins critique sur la civilisation, le progrès ou la technologie. Au contraire, je vois ces critiques de manière essentielle pour le renouveau et la future radicalisation de toute véritable tentative de critique sociale contemporaine générale.

Le primitivisme comme idéologie est englué dans une position inconfortable qui demande au final la construction d'une forme de société complexe (bien plus discutée dans ses détails) qui nécessite de façon évidente non pas uniquement des transformations sociales massives, des changements techniques et des dispersions de populations, mais aussi l'abandon rapide d'au moins 10 000 ans de développement de la civilisation. C'est un euphémisme de dire que cela entraîne d'énormes risques pour notre survie en tant qu'individuEs et même, probablement, en tant qu'espèce (à cause tout d'abord des menaces probables liées aux armements nucléaires, chimiques et biologiques qui ne pourraient être démantelés). A présent, le primitivisme peut au mieux offrir des promesses imprécises sur des résultats hautement spéculatifs, même dans les circonstances imaginables les plus favorables : l'éventuelle démoralisation et capitulation planétaire de la classe dominante la plus puissante, sans trop de guerres civiles importantes menées par des factions tentant de restaurer l'effondrement du vieux monde, en partie ou dans sa totalité. Ainsi, le primitivisme, au moins dans sa forme, ne sera jamais susceptible d'obtenir le soutien de plus qu'un relativement petit milieu de mécontents à la marge, même à la suite d'un effondrement social conséquent.

Pour s'exercer, la critique de la civilisation n'a pas besoin de signifier le rejet idéologique de tout développement historique et social au cours des 10 ou 20 000 dernières années. La critique du progrès ne signifie pas que nous ayons besoin de retourner à un mode de vie antérieur ou d'établir un état préconçu et idéalisé de la non-civilisation. La critique de la technologie ne signifie pas que nous ne pouvons agir victorieusement pour éliminer d'abord les formes les plus destructrices de la production technologique, de la consommation et de contrôle, tout en conservant les formes de technologies les moins intensives, les moins sociales et les moins destructives pour l'environnement, en vue de transformations futures ou de leur élimination (tout en tentant bien sûr de réduire leurs effets aliénants). Tout ceci signifie qu'il peut être bien plus puissant de formuler une position révolutionnaire qui ne se laissera pas si volontiers dégénérer en idéologie. Et que le primitivisme, débarrassé de toutes ses tares idéologiques, s'améliore sous un autre nom.

Comment devrait s'appeler une perspective sociale et révolutionnaire qui inclurait les critiques de la civilisation, du progrès et de la technologie, liées à celles de l'aliénation, l'idéologie, la morale et la religion ? Je ne peux pas dire qu'il n'y ait aucune formulation qui n'ait pas également de possibilité réelle de dégénérer en idéologie. Mais je doute que nous pourrions faire pire que "primitivisme".

Je continuerai probablement à me référer le plus souvent au simple label "anarchiste", en étant sûr qu'avec le temps, la plupart des critiques valides désormais étroitement identifiées au primitivisme seront intégrées de manière croissante dans le milieu anarchiste et identifiées étroitement à celui-ci, tant dans la théorie anarchiste que dans la pratique. Les anarcho-gauchistes n'aimeront pas ce processus. Les anarcho-libéraux ou les autres pas davantage. Mais la critique de la civilisation est bien présente pour rester, avec ses corollaires que sont les critiques du progrès et de la technologie. L'approfondissement continu des crises sociales planétaires, qui résultent des développements incessants du capital, de la technologie et de l'Etat, ne permettra pas aux anarchistes encore réticents à l'élargissement de la critique d'ignorer longtemps les implications de ces crises.

Nous sommes maintenant au début d'un nouveau siècle. Certains diraient que nous sommes plus proches de l'anarchie maintenant que nous ne l'étions il y a deux siècles au temps de Godwin, Coeurderoy ou Proudhon. Plus nombreux sont ceux/celles qui pourraient dire que nous en sommes bien plus loin. Le sommes nous ? Si nous sommes capables de formuler une critique plus forte, plus résistante aux tentations de l'idéologie, et si nous sommes capables de développer une pratique plus radicale, plus intransigeante et pourtant ouverte dans ses conclusions, peut-être avons nous encore une chance en luttant d'influencer les révolutions inévitables encore à venir.

Jason McQuinn
Anarchy : A Journal of Desire Armed, n°51, printemps-été 2001
C.A.L. Press / POB 1446 / Columbia , MO 65205-1446 / Etats-Unis
(www.anarchymag.org)

Notes du traducteur (ndt) :

1. En géologie, la pléistocène correspond au début du quaternaire, en archéologie elle correspond au paléolithique.
2 *Le Léviathan* (1651) est un livre du philosophe Hobbes (1588-1679), pour qui l'homme est un être créateur de ses oeuvres et particulièrement de l'Etat. L'état de nature (status naturalis) est considéré comme la guerre de tous contre tous avant que les hommes s'engagent mutuellement selon un contrat social qui limite leurs prétentions, en investissant à un organisme supra-individuel le pouvoir qui doit les assujettir.
3. Murray Bookchin, auteur né en 1921, s'inscrit dans le courant américain de l'écologie sociale, et a notamment écrit (disponible en français) : à l'atelier de création libertaire (ACL, Lyon), *Sociobiologie ou écologie sociale* (1983, rééd. 1999, 52 p.), *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?* (1989, 43p.), *Quelle écologie radicale ?* (1994, 144 p.) avec Dave Foreman et une contribution à *Interrogations sur l'autogestion* (1979, rééd. 1982). Aux éditions Ecosociété (Montréal) : *Une société à refaire, vers une écologie de la liberté* (1993, 300 p.) et un livre sur ses thèses par Janet Biehl, *Le municipalisme libertaire* (1998, 299 p.). On trouvera également un extrait en français de *From urbanization to cities* (Londres, Cassell, 1995) dans *Alternative libertaire* belge de juillet 2000. Enfin, pour celles/ceux qui ne sont guère séduitEs, le journal *L'anarcho* (basé à Nice) n°12 de janv./mars 1998 a traduit sous le titre *Murray Bookchin et l'Ecole de Francfort* un article de Paul Z. Simons tiré de *Anarchy, a journal of desire armed* (printemps/été 1997) : *Rare praise, or Bookchin hate us (and that's a good thing)*. Article disponible à : http://www.multimania.com/lanarcho/12psmb.htm
4. *Aux sources de l'aliénation*, éd. L'insomniaque, octobre 1999, 128 p.
5. *Futur Primitif*, éd. L'insomniaque, décembre 1998, 96 p.
6. Unabomber était le surnom donné par le FBI et la presse américaine à Theodore Kaczynski. Il a été arrêté le 3 avril 1996 pour avoir envoyé de 1978 à 1995 des lettres piégées à des crapules liées à la recherche scientifique, la technologie ou l'industrie, du fond de la forêt où il vivait en autarcie quasi-complète. Il avait exigé la publication d'un manifeste dans la presse à grand tirage en échange de l'arrêt de ses lettres, ce qui fut fait. Début 1998, il a été condamné à la prison à perpétuité.
7. Lock-down : forme de lutte liée à "l'action directe non-violente" de sacrifice du corps qui consiste à s'arrimer à un objet. Exemple : s'attacher à des rails pour empêcher un convoi nucléaire de passer.

[Nous n'avons pas traduit le début de l'introduction. CS]



Joseph Déjacque (1822–1864)

Extrait de *A bas les chefs !*, Champ Libre, 1971, 285 p.
On a reproduit ici les notes (C) et (E) à *La question révolutionnaire*. Déjacque lut le texte complet en juin 1854 à New York devant des républicains en exil. Scandale et polémiques. Sa publication en brochure date de juillet 1854 dans cette même ville.

(C) **Que tout révolutionnaire choisisse**, parmi ceux sur lesquels il croit pouvoir le mieux compter, un ou deux autres prolétaires comme lui. Et que tous – par groupes de trois ou quatre n'étant pas reliés entre eux et fonctionnant isolément, afin que la découverte de l'un des groupes n'amène pas l'arrestation des autres – agissent dans un but commun de destruction de la vieille société, et mettent si bien et à tant d'instants du jour le privilégié en péril, que celui-ci soit obligé, afin d'échapper à la ruine et à la mort, de faire cause commune avec les prolétaires pour réclamer l'égalité ; qu'il n'y ait pour lui et qu'il ne puisse plus voir de salut que dans l'anéantissement de son privilège, et que son intérêt, enfin, lui fasse une loi de désirer rentrer dans le droit commun.

Que, par exemple, chaque groupe procède ainsi : que, sur les trois ou quatre membres du groupe, s'il y a ouvrier du bâtiment, il prenne l'empreinte des serrures dans les riches appartements où il pourra être appelé à travailler, qu'il en inspecte bien les issues, qu'il interroge adroitement les domestiques, afin d'avoir tous les renseignements indispensables, et puis que, toutes ses mesures prises, il prévienne les autres membres de son groupe – ses complices, si vous voulez – et qu'à un moment donné, ils pénètrent de nuit dans l'appartement de ce riche, forcent, brisent ou ouvrent à l'aide de fausses clés les meubles où peuvent se trouver argenterie, bijoux et argent monnayé ; qu'ils emportent tout ce qui peut s'emporter, et qu'en s'en allant ils mettent le feu à la maison. Mais surtout qu'ils n'emploient pas à améliorer leur sort le produit de leur butin, ce serait leur perte : un changement dans leur position les trahirait en les signalant à la police. Qu'ils tuent et qu'ils pillent pour détruire. Seulement qu'ils enfouissent sous terre tout l'or qu'ils auront pu recueillir, afin que si eux ou l'un d'eux venait à être soupçonné ou découvert, cet or pût servir à la fuite. Que le groupe qui, avec le produit de ses conquêtes de nuit chez les riches, pourra se procurer une imprimerie clandestine, le fasse, et que des bulletins, proclamant le but et les moyens de la terrible société, révèle chaque jour au public que tous les assassinats, les vols, les empoisonnements, les incendies qui se commettent par la ville et la campagne sont l'oeuvre des révolutionnaires, des nouveaux Jacques, et qu'il en sera ainsi tant que l'égalité n'aura pas détrôné le privilège.

Que dans un autre groupe où il y aura un ouvrier confiseur, cet ouvrier fasse tous ses efforts pour être employé dans une des grandes maisons qui fournissent l'aristocratie, et qu'au jour de l'an, je suppose, la veille ou l'avant-veille, il empoisonne une ou dix ou vingt bassines de bonbons, le plus qu'il pourra, et que le lendemain cent ou mille aristocrates aient cessé de vivre. Que la société secrète, par ses imprimeries clandestines, en revendique alors la responsabilité, et que le stoïque empoisonneur disparaisse, échappant par la fuite à une arrestation.

Que, chez un parfumeur, on en fasse autant. Qu'on empoisonne également les vins de champagne, si l'on peut, les vins fins, les gants, les gâteaux, les glaces et sorbets. Que, dans les campagnes, on incendie les moissons des riches, les maisons des riches, les églises ; que dans les villes on en fasse autant pour les maisons, les églises, les ministères, les mairies, tous les bureaux du commerce et du gouvernement. Que le fer de Damoclès soit constamment suspendu sur la tête des privilégiés ; que les serpents de la terreur, comme ceux de Némésis, sifflent jour et nuit à leurs oreilles et les fassent trembler dans leur or et dans leur vie ; que leur position ne soit plus tenable et que, las de tant d'angoisses, ils soient forcés de tomber à genoux et de demander grâce et de supplier le prolétariat de leur accorder la vie en échange de leur privilège et le bonheur commun en échange du malheur général.

(E) Que l'individu ou le groupe comparaissant aux assises y porte le front haut, qu'il s'y pose non en accusé mais en ennemi, et en ennemi toujours redoutable quoi qu'il en soit ou en puisse être, prisonnier ou libre, mort ou vivant, car l'homme de principe vaincu dans la lutte ne meurt jamais tout entier et c'est là sa consolation et sa force, ses pareils lui survivent. – Qu'il dise donc à ceux qui sont là pour le condamner : "Demain, si vous ne m'acquittez, vous serez morts. J'appelle à haute voix sur vous les poignards des sociétés secrètes dont je suis un des membres, et cette invocation, sachez-le bien, c'est pour eux tous un ordre !... Et maintenant frappez-moi, si vous l'osez !". Et que le lendemain, si ce révolutionnaire est condamné, les sociétés secrètes fassent périr, à tout prix et quelque péril qu'il y ait à le faire, les jurés et les juges qui auront trempé dans la sentence. – Ah ! messieurs de la famille et de la propriété, de la religion et du gouvernement, vous voulez du privilège, eh bien ! subissez-en les conséquences... Croyez-vous que votre vie, votre monde, votre société vermoulue tiendrait longtemps contre un tel moyen révolutionnaire, dites, ô fils de Malthus ? Mais, malheureusement, les énergies sont molles, aujourd'hui, et ce n'est guère qu'au lendemain d'une autre révolution encore étouffée, à la suite de nouvelles journées de juin [1848], que cette idée pourra porter ses fruits. En attendant, j'en jette la semence au coeur de tous les souffreteux, et, allez ! vous n'échapperez pas à cette nouvelle jacquerie. Puisse-t-elle commencer sur l'heure !